





## DIPLOMATIE

### LE DÉBAT ENTRE MOSCOU ET WASHINGTON

#### M. Carter se prononcera en août sur la fabrication des « bombes à neutrons »

Washington. — Le président Carter s'entretient, ce jeudi 7 juillet, avec le professeur Schulman, spécialiste des problèmes soviétiques, qui travaille pour le Conseil national de sécurité.

Bien que, officiellement, la Maison Blanche affiche un souverain détachement devant les réactions négatives de Moscou, l'attitude du gouvernement américain préoccupe les dirigeants soviétiques. Il y a quelques jours, M. Carter qualifiait de « surprenant » ces réactions. Ultime, il affirmait que les difficultés et les lenteurs de la négociation sur la limitation des armements stratégiques (SALT) s'expliquaient par l'originalité et l'ampleur des propositions américaines, auxquelles les Soviétiques n'étaient pas préparés. Tout en soulignant les « bonnes dispositions » de ceux-ci dans cette négociation, le président déclarait souhaiter rencontrer M. Brejnev, « non pas pour négocier sur un quel quelconque, mais pour faire connaissance ».

Le refus péremptoire de M. Brejnev (le Monde du 7 juillet) de prendre en considération cette formule, ainsi que les remarques acides du dirigeant soviétique à l'ambassadeur américain, M. Toon, ont fait l'effet d'une douche froide. Les meilleurs dirigeants se rendent maintenant à l'évidence : malgré les assurances données à Moscou sur une politique qui, dit-on, ne

De notre correspondant

#### L'administration partagée sur la politique des droits de l'homme

Bien qu'indiquant, cependant, que M. Carter envisage de la modifier. Apparemment, il croit toujours à la « moralisation » de la politique américaine à non seulement l'appui du pays, mais aussi celui d'une grande partie de l'opinion mondiale. Il est donc décidé à la maintenir, malgré les difficultés que son application crée dans ses relations avec le Congrès. A la coalition conservatrice (républicains et démocrates du Sud), pour qui la politique des droits de l'homme sert de prétexte pour refuser toute aide aux pays communistes, s'ajoutent les éléments de tendance isolationniste hostiles au principe même de l'aide à l'étranger, ainsi que les démocrates libéraux (de gauche du parti démocrate), qui entendent supprimer toute assistance aux régimes dictatoriaux, notamment d'Amérique latine. Actuellement, la politique des droits de l'homme contrarie les efforts de la diplo-

matie américaine pour normaliser les relations des États-Unis avec leurs anciens adversaires (Vietnam ou Cuba), tandis que la pénalisation des gouvernements autoritaires latino-américains, par un refus d'assistance économique, prive Washington d'un moyen de pression.

Les avis sur la politique des droits de l'homme sont partagés au sein même de l'administration. En mai, le président a demandé au Conseil national de sécurité d'approuver les effets, de cette politique. Ce document, établi par le Conseil, concluait à la nécessité de la poursuivre. Son auteur principal, le professeur Huntington de Harvard, estimait que l'équilibre des forces au centre de l'Europe serait suffisant pour dissuader les Soviétiques de toute agression. Cette appréciation, venant d'un homme considéré comme un « dur », ne peut qu'encourager la Maison Blanche à persévérer.

Néanmoins, les dirigeants américains craignent que l'attitude négative de Moscou ne renforce la position conservatrice du Congrès opposée à toute concession à l'Union soviétique et qui est en mesure de bloquer la ratification (à majorité des deux tiers) d'un accord SALT. Quant à M. Warnke, chef de la délégation américaine à la négociation SALT, il a souligné devant le Congrès la nécessité d'obtenir un accord avant que l'Union soviétique ne s'engage, elle aussi, dans une dangereuse et coûteuse course aux armements. Les parlementaires ne retiennent de sa déposition que l'augmentation du pourcentage des dépenses militaires soviétiques, qui, à leurs yeux, justifie le maintien, par les États-Unis, de la supériorité militaire.

Aussi bien, la semaine passée, le Sénat n'a pas rejeté de manière décisive l'attribution de crédits pour les nouvelles armes tactiques dites « bombes à neutrons », éliminant par radiation le « personnel » dans un délai de trois à six jours en laissant intactes les installations militaires. L'agence pour le contrôle des armements et du désarmement, dont le directeur est M. Warnke, a pris position contre ces armes effrayantes en affirmant que leur production affecterait la négociation SALT et découragerait, en raison de leur prix élevé, le développement par les États-Unis et leurs alliés des forces conventionnelles. La Maison Blanche a fait savoir, mercredi, que M. Carter déciderait personnellement de recommander ou non la production de ces nouvelles armes aux environs du 15 août, après avoir étudié le résultat des études en cours.

HENRI PIERRE.

### LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

#### L'atmosphère a cessé d'être constructive affirme le délégué soviétique

De notre correspondant

Belgrade. — La réunion de Belgrade des trente-cinq pays européens des États-Unis et du Canada a été subitement interrompue pour vingt-quatre heures après l'intervention qu'a faite le délégué soviétique, M. Voronov, mercredi matin 6 juillet, au cours d'une séance plénière. L'atmosphère, a-t-il dit, a cessé d'être « constructive et positive » depuis la réunion à huis clos du comité de rédaction, le jour précédent, au cours de laquelle ont été présentées des propositions dont l'adoption, à son avis, ne ferait que conduire à une « marche arrière ».

Un porte-parole de la délégation soviétique a expliqué que cette intervention résultait des tentatives d'un certain pays, qu'il n'a pas nommé, d'écarter de toute évidence des États-Unis, — de « toppler » la réunion ou de lui imposer « ses points de vue sans tenir compte de ceux que nous avons exposés ».

Le débat sur l'organisation et les modalités de travail de la conférence principale, qui aura lieu en août, n'a pas com-

plété non plus, a-t-il ajouté, la réalisation d'un accord sur la question cruciale de l'abandon de son ordre du jour dont l'U.R.S.S. fait une « question de principe ». La délégation soviétique s'est trouvée, de ce fait, contrainte de réaffirmer avec « fermeté » ses positions.

Le raidissement de la position soviétique a fait l'objet dans les couloirs de la conférence de nombreux commentaires. Les uns attribuent cette attitude à la dégradation générale des rapports soviéto-américains, d'autres estiment qu'elle est le résultat de l'intervention que M. Voronov a eu lundi avec le sénateur américain Robert Dole, venu à Belgrade pour s'informer de ce qui se passait. A cette occasion, le sénateur aurait insisté sur la volonté de M. Carter de voir la conférence principale se pencher attentivement sur les questions des droits de l'homme et de s'opposer à tout ce qui, dans la procédure, pourrait aller à l'encontre de cet objectif.

PAUL YANOVITCH.

#### Nouvel ambassadeur des États-Unis en France

#### M. HARTMAN PRÉSENTE SES LETTRES DE CRÉANCE

M. Arthur Hartmann, nouvel ambassadeur des États-Unis en France, arrive, mercredi 6 juillet à Paris, présente, ce jeudi, ses lettres de créance au président de la République.

Il est inhabituel qu'une telle cérémonie ait lieu aussi rapidement. Mais le gouvernement français désire avoir avec les États-Unis des relations actives. Le prédécesseur de M. Hartmann, M. Rush, 86 ans, parti républicain, a démissionné de l'ambassade de M. Carter et a quitté son poste en janvier. Diplômé de carrière, M. Hartmann était jusqu'à présent assistant-secrétaire d'État pour les questions européennes. (Le Monde a publié sa biographie dans son édition du 26 avril.)

● A l'occasion de son dixième congrès international, qui se tient actuellement à Paris, le Mouvement universel pour une Fédération mondiale (M.U.F.M.) a reçu le 6 juillet, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, MM. Aurelio Peccei et Maurice Guernier, fondateur et membre du club de Rome. M. Peccei, qui a rappelé les thèmes essentiels du club, a insisté sur le caractère global des solutions qui peuvent être apportées aux grands problèmes planétaires. « Toute solution exclusivement nationale, a-t-il précisé, est désormais inconcevable ». De son côté, le recteur Robert Maillat, ouvrant les débats, a souhaité que la « patrie de la vie » soit placée « au-delà des frontières des frontières ».

#### M. HERSLEB VOGT VA ÊTRE NOMMÉ AMBASSADEUR DE NORVÈGE À PARIS POUR LA SECONDE FOIS

M. Hersleb Vogt, jusqu'à présent ambassadeur de Norvège à Stockholm, représentera le nouveau royaume en France, à l'occasion de son prochain voyage à Paris. M. Edvard Isak Herber, est mort le 1<sup>er</sup> février dernier.

Né le 20 mai 1912 à Oslo, M. Hersleb Vogt est entré dans la carrière en 1936 après des études de droit. Son premier poste à l'étranger fut Paris, en 1937. Sa carrière le mena ensuite successivement à Londres, Bruxelles et Luxembourg, puis de 1953, il dirigea successivement les ambassades de son pays à Tokyo, Bonn, Copenhague et Paris, où il arriva en août 1967. Il ne quitta la capitale française que six ans plus tard, respecté par les nombreux amis que lui avaient gagnés sa simplicité et sa courtoisie. Depuis, il était ambassadeur à Stockholm.

#### M. YVAN BASTOUIL EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE FRANCE À DJIBOUTI

Le Journal officiel du 7 juillet 1977 annonce la nomination de M. Yvan Bastouil comme ambassadeur à Djibouti. Il remplace M. Don Camille d'Ornano, dernier haut commissaire de la République en territoire français des Afars et des Issas, qui avait été nommé, au moment de la proclamation de l'indépendance, le 27 juin, envoyé exceptionnel et plénipotentiaire à Djibouti avec rang d'ambassadeur.

[Né en 1927, M. Bastouil a commencé sa carrière dans les services de la France d'outre-mer (il est issu de l'École nationale de la FOM). Entré aux affaires étrangères en 1958, il a été conseiller technique du ministre de l'Information (M. Terrenoire) en 1961 et 1962 et a occupé différentes postes à Djibouti, à l'administration centrale (Europe), à Vientiane et à Kinshasa, où il était premier conseiller depuis 1973.]

## AFRIQUE

### Namibie

#### PRETORIA NOMME

#### UN ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Le gouvernement sud-africain a nommé, mercredi 6 juillet, à Pretoria, un administrateur général de la Namibie, M. Marthinus Steyn, comme administrateur général de la Namibie, pendant la période transitoire vers l'indépendance.

Le bureau de M. John Vorster a annoncé la nomination d'un juge à la Cour suprême de l'État libre d'Orange. M. Marthinus Steyn, comme administrateur général de la Namibie, pendant la période transitoire vers l'indépendance.

Cette nomination avait été décidée lors de la dernière rencontre, le mois dernier, des représentants des cinq pays occidentaux et du gouvernement sud-africain. Mais l'application de la résolution 385 des Nations unies, c'est-à-dire le départ de l'administration et de l'armée sud-africaines, est toujours en suspens. Le Conseil des Nations unies pour la Namibie.

En nommant unilatéralement l'administrateur général du territoire, le gouvernement sud-africain a donc rejeté une formule de compromis de dernière minute mise en avant par les Ségales namibiens, le parti national et anglo-cane de Namibie.

(Indépendant.)

● L'Association internationale des parlementaires de langue française tiendra son assemblée générale à Paris du 7 au 15 juillet, sur le thème « bilan et perspectives de la francophonie ». Les travaux, auxquels participeront cent trente délégués représentant quarante pays, se dérouleront à l'Assemblée nationale.

Au cours de la séance d'ouverture, le vendredi 6 juillet, seront lus des messages du président de la République française et de M. Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal. M. Edgar Faure prononcera une allocution, ainsi que M. Charles Helon, président de l'association, et les chefs des délégations venues d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et d'Asie. Lors de la séance de clôture, le mercredi 13 juillet, deux ministres français interviendront : MM. Robert Galley, ministre de la coopération, et Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères.

HENRI PIERRE.

### Tunisie

#### RÉUNIS EN CONFÉRENCE NATIONALE

#### Les cadres du parti socialiste destourien ont examiné les perspectives du cinquième plan

Tunis (U.P.I.). — Plus de deux mille cadres du parti socialiste destourien ont participé lundi 4 juillet à Tunis à une conférence

### Zaire

#### M. MPINGA

#### EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Kinshasa (A.F.P., Reuter). — M. Kasenda Mpinga a été nommé premier ministre d'état (premier ministre) du Conseil exécutif (gouvernement) provisoire, par une ordonnance signée du général Mobutu et datée du mercredi 6 juillet.

Le chef de l'état avait laissé prévoir la nomination prochaine d'un premier commissaire d'état, lorsqu'il avait annoncé une série de réformes et l'organisation de consultations électorales.

[Né en août 1927 à Tshilombo, dans la région du Kasai oriental, M. Mpinga a fait des études de sciences politiques à Lubumbashi, puis à l'université Lovanium de Kinshasa.]

Professeur assistant à Kinshasa, puis à Bordeaux de 1962 à 1970, il a soutenu, en 1970, une thèse de doctorat de troisième cycle intitulée « L'administration congolaise : l'impact du milieu socio-politique sur sa structure et son fonctionnement ». Professeur à l'université nationale du Zaïre (UNAZA), qui regroupe les universités de Kinshasa et de Lubumbashi, M. Mpinga dirige l'Institut Makanda Kaboli, école des cadres du parti unique zaïrois, le mouvement populaire de la révolution (M.P.R.), et est membre permanent du bureau politique du M.P.R.

M. Mpinga est l'auteur de plusieurs ouvrages juridiques et de nombreux articles scientifiques. Marié, il est père de sept enfants.

● M. Henri Simonet, ministre belge des affaires étrangères, se rend à Kinshasa, jeudi 7 juillet. Les difficultés que traverse l'économie zaïroise ainsi que la situation d'un « plan Marshall » pour l'ancienne colonie belge faite par le général Mobutu seront évoquées à l'occasion de cette visite, à laquelle marquera un porte-parole du ministère belge des affaires étrangères. — (Reuter.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Allemagne fédérale

● LE CHANCELIER SCHMIDT est parti, mardi 6 juillet, en visite officielle au Canada. Il ira ensuite à Washington. On estime, du côté allemand, qu'il se fera l'avocat des Nord, auprès de M. Trudeau pour la reprise des livraisons d'uranium naturel canadien aux pays membres de l'EURATOM. Elles sont interrompues depuis plusieurs mois, et la reprise est subordonnée à la garantie que cet uranium est utilisé en totalité comme combustible. — (Corresp.)

● LE CHANCELIER SCHMIDT a DRESSÉ A DREICH HONER, secrétaire général du SED (Parti socialiste unifié) et président du conseil d'état est-allemand, une lettre portant sur la reprise des pourparlers interallemands, après les vacances d'été. Bonn souhaiterait que les conversations portent sur l'amélioration des voies de communication reliant Berlin-Ouest et la R.F.A. via la R.D.A., ainsi que sur un élargissement des possibilités de voyage des ressortissants est-allemands en R.F.A. — (A.F.P.)

### Argentine

● Mme ISABEL FERON a été ACQUITTÉE de l'un des chefs d'accusation portés contre elle : celui de s'être approprié des donations faites par une banque au gouvernement. L'ancienne présidente, reversée le 24 mars 1976 par l'armée, demeure en prison, car elle doit encore répondre, entre autres accusations, de mauvais usage de fonds publics et d'abus de pouvoir. Elle risque donc ans de réclusion. — (A.P., Reuter.)

### Bolivie

● LA PREMIÈRE CENTRALE NUCLÉAIRE bolivienne devrait être construite avant 1980. C'est une compagnie anglaise, la Pairey Engineering, qui a été chargée de l'opération. La centrale sera située à Viacha, à environ 40 kilomètres de La Paz. — (A.F.P.)

### Colombie

● UN OFFICIER SUPÉRIEUR du parti communiste a été tué, le mercredi 6 juillet. Il s'agit du colonel Ostris Maldonado, responsable de l'Armée nationale colombienne. La semaine précédente, un attentat avait été perpétré au domicile du colonel Alvaro Mejía Soto, commandant en chef de l'Armée de l'air colombienne. Un soldat avait été tué. — (A.P., Reuter, U.P.I.)

### Corée du Sud

● L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUD-CORÉENNE a demandé à l'humanité, mercredi 6 juillet, au président Park Chung Hee, de libérer les contestataires emprisonnés en vertu du décret présidentiel de 1976 qui interdisait toute critique du régime. Plus de deux cents personnes ont été incarcérées en vertu de ce texte, dont l'ancien candidat à la présidence, M. Kim Dae Jung, et plusieurs autres. Le vote a probablement lieu à la demande du chef de l'état, pour améliorer la réputation à l'étranger de la Corée du Sud à laquelle Washington reproche de ne pas respecter les droits de l'homme. — (A.P.)

### Inde

● M. GEORGE FERNANDES A ÉTÉ NOMMÉ MINISTRE DE L'INDUSTRIE, en remplacement de M. Bijlal Varma, qui devient ministre des communications, poste qu'occupait auparavant M. Fernandes. Ce dernier, socialiste et chef de file, bénéficie ainsi d'une promotion. Le premier ministre estime sans doute que M. Fernandes sera capable de trouver une solution aux conflits en cours. — (A.F.P.)

### République d'Irlande

● LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE, M. JACK LYNN, a pris possession de son poste mercredi 6 juillet pour la

## AFRIQUE

### Benin

La participation du Gabon paraît désormais établie

### HAUT-VOLTA

À DJIBOUTI  
AVEC LES AFARS ET LES ISSAS  
de Robert Lantier

Le 6 juillet, à Djibouti, les représentants des Afars et des Issas ont tenu une séance plénière. Ils ont discuté de la situation politique et militaire dans le pays. Les représentants des deux communautés ont exprimé leur volonté de trouver une solution pacifique aux problèmes qui se posent. Ils ont également discuté de la participation du Gabon à la conférence de Belgrade. Les représentants des Afars et des Issas ont souligné l'importance de la participation du Gabon à cette conférence. Ils ont également discuté de la situation économique et sociale dans le pays. Les représentants des deux communautés ont exprimé leur volonté de trouver une solution pacifique aux problèmes qui se posent. Ils ont également discuté de la participation du Gabon à la conférence de Belgrade. Les représentants des Afars et des Issas ont souligné l'importance de la participation du Gabon à cette conférence.

### NAGUÈRE QUALIFIÉ

L'un des principaux est commenté favorablement

### Rhodesie

Le 6 juillet, à Rhodesie, les représentants des deux communautés ont tenu une séance plénière. Ils ont discuté de la situation politique et militaire dans le pays. Les représentants des deux communautés ont exprimé leur volonté de trouver une solution pacifique aux problèmes qui se posent. Ils ont également discuté de la participation du Gabon à la conférence de Belgrade. Les représentants des Afars et des Issas ont souligné l'importance de la participation du Gabon à cette conférence.

### Soudan

Le 6 juillet, au Soudan, les représentants des deux communautés ont tenu une séance plénière. Ils ont discuté de la situation politique et militaire dans le pays. Les représentants des deux communautés ont exprimé leur volonté de trouver une solution pacifique aux problèmes qui se posent. Ils ont également discuté de la participation du Gabon à la conférence de Belgrade. Les représentants des Afars et des Issas ont souligné l'importance de la participation du Gabon à cette conférence.

### Union soviétique

Le 6 juillet, en Union soviétique, les représentants des deux communautés ont tenu une séance plénière. Ils ont discuté de la situation politique et militaire dans le pays. Les représentants des deux communautés ont exprimé leur volonté de trouver une solution pacifique aux problèmes qui se posent. Ils ont également discuté de la participation du Gabon à la conférence de Belgrade. Les représentants des Afars et des Issas ont souligné l'importance de la participation du Gabon à cette conférence.

## Partez en vacances avec...



## RENE REMOND

Interrogé par Aimé Savard

### VIVRE NOTRE HISTOIRE

"Long et riche itinéraire..."

Heureuse initiative que ces entretiens...

Daniel Delaveau / Hebdo T.C.

"Un livre dense. Une vie riche..."

Pierre Vianon Ponté / Le Monde

"Un livre attachant." Pierre Choumou / Le Figaro

OU...

### JEAN CAZENEUVE

AIMER LA VIE

### ALFRED GROSSER

Interrogé par Noël Copin

LA PASSION DE COMPRENDRE

### ANNIE FRATELLINI

Interrogée par Jean Monteaux

UN CIRQUE POUR L'AVENIR

### MARCEL LÉGAUT

Interrogé par Bernard Faïvet

PATIENCE ET PASSION D'UN CROYANT



17 rue de Babylone 75007 Paris



## AFRIQUE

## PROCHE-ORIENT

### Tunisie

#### RÉUNIS EN CONFÉRENCE NATIONALE

**Les cadres du parti socialiste destourien ont examiné les perspectives du cinquième**

### Zaïre

**M. MPINGA EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE**

### Bénin

**LE RAID DU 16 JANVIER CONTRE COTONOU**

**La participation du Gabon paraît désormais établie**

De notre envoyé spécial

Libreville. — Le quatorzième « sommet » de l'O.U.A. s'est terminé sans réconciliation entre le Bénin et le Gabon. Dénouant la participation du Gabon dans l'attaque fomentée le 16 janvier dernier contre le président Mathieu Kérékou, Cotonou avait refusé de participer à ce « sommet », et même demandé qu'il ait lieu dans une autre capitale africaine. Les Béninois n'ont pas obtenu satisfaction, et le président Bongo a été porté à la présidence de l'O.U.A. pour un an. Les accusations du Bénin contre le Gabon ne semblent pourtant pas sans fondement.

Un rapport du secrétariat général de l'O.U.A., « prématurément » diffusé au conseil des ministres réuni à Loué en février dernier, faisait état de « fermetés concordantes prouvant une complicité du Maroc et du Gabon dans l'opération aérienne menée pour tenter d'éliminer le chef d'Etat béninois. La centaine de conjurés (de 70 à 75 Européens, 13 Guinéens et 13 Béninois) auraient été entraînés dans un camp des forces armées royales, non loin de Marrakech, avant d'être transférés à bord d'un DC-7, qui devait les déposer à l'aéroport Albert-Bongo de Francville (Gabon). Là, les attendait un autre avion, « sans marquage », qui devait être utilisé pendant le raid du 16 janvier sur Cotonou.

La diffusion de ce document devait être à l'origine, avec l'affaire du Polisario, du refus du Maroc de participer, cinq mois durant, aux travaux de l'O.U.A. Le président Bongo a de son côté démenti catégoriquement être impliqué dans le raid sur Cotonou, et demandé au Bénin de revenir sur son refus d'assister au « sommet » de Libreville. « Quelles que soient nos différences, notre tinge sale doit se laver en famille », a-t-il dit, le 23 juin, à Libreville.

À Libreville, justement, les déclarations du président gabonais sont mises en cause par des témoins, qui affirment avoir assisté au retour des conjurés, dont l'avion — un Nord-Atlas — se serait posé sur l'aérodrome de la capitale gabonaise. Trois blessés au moins, disent-ils, auraient été hospitalisés sur place. Le président Bongo a nié depuis, qu'un certain colonel Bongo, qui aurait été le chef de l'opération, ait été, à l'époque, l'un de ses conseillers. Les mêmes témoins mentionnent aussi la démission de l'un des autres conjurés, qu'une telle opération ait pu être menée à

l'insu des services de sécurité gabonais. Une commission d'enquête des Nations unies semble avoir recueilli des témoignages assez proches de ceux dont font état les enquêteurs de l'O.U.A. Les deux rapports paraissent avoir été « enterrés » depuis lors. Celui de l'O.U.A. (document CM-805) n'en conclut pas moins : Le rapport montre que la soumission d'un Etat africain indépendant, membre de l'O.U.A., a été violée par une bande de mercenaires. Les armes fournies prouvent que ces derniers disposaient de gros moyens pour les acheter. La grande question demeure de savoir quels ont été les responsables du financement de l'opération. »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### BIBLIOGRAPHIE

**« A DJIBOUTI AVEC LES AFARS ET LES ISSAS » de Robert Saint-Véran**

Auteurs de six ouvrages consacrés à Djibouti et à l'Éthiopie, traducteur de *Djibouti et la corne de l'Afrique* publié en 1968 par deux spécialistes américains, Virgile Thompson et Thomas Adloff, qui comptent parmi les meilleurs connaisseurs de la région, Robert Saint-Véran retrace l'histoire des dix années qui précèdent la proclamation de la République de Djibouti.

Aucun des aspects de la vie économique, sociale ou politique de l'ancien territoire d'outre-mer de la rive méridionale du golfe d'Aden n'est négligé. Mais, c'est la troisième partie de cet ouvrage, consacrée à l'environnement politique et stratégique de l'ancien Territoire français des Afars et des Issas, qui est la plus intéressante. Robert Saint-Véran relate avec beaucoup de minutie l'histoire des luttes intestines qui opposèrent M. Ali Aruf, président du conseil du gouvernement à ses concurrents politiques, MM. Ahmed Dini et Hassan Gouled, et la lente évolution des rapports entre les dirigeants locaux et le pouvoir central. Des statistiques à jour complètent cet ouvrage sans prétention, mais d'une objectivité et d'une sérénité dignes de louanges. — Ph. D.

278 pages, chez l'auteur, villa des Palmiers, 08800 Cagnes-sur-Mer.

### Egypte

**L'assassinat de l'ancien ministre des biens religieux illustre le regain d'activité des intégristes musulmans**

Deux bombes ont explosé mercredi soir 6 juillet, au Caire, faisant dix blessés dont trois sont gravement atteints. La première a éclaté dans un cinéma en plein air du faubourg d'Agouza, la seconde à l'institut de musique orientale, dans le quartier de Zamalek.

Le gouvernement égyptien accorde une grande importance à l'affaire de l'assassinat du cheikh Zahabi et le président Sadate lui-même a annoncé, à son retour de Rabat, que les responsables seraient traduits devant un tribunal militaire. L'enquête, conduite par le premier ministre, M. Mamdouh Salem — qui a annulé un voyage qu'il devait effectuer à l'étranger, — a abouti à l'arrestation de neuf personnes qui seraient directement compromises dans l'assassinat de l'ancien ministre. D'autre part, cent trente-cinq membres de la secte ont été appréhendés.

De notre correspondant

Le Caire. — L'assassinat, au début de cette semaine, dans une villa de l'avenue des Pyramides, du cheikh Hussein Zahabi, soixante-huit ans, ancien ministre des waqfs (biens islamiques de maintenance) du président Sadate, témoigne de l'importance prise ces dernières années en Egypte par un intégrisme religieux qui n'hésite plus à recourir à la violence.

Enlevé le 3 juillet dernier à son domicile d'El-Dokki, le cheikh a apparemment été tué parce que les autorités avaient refusé, au cours des négociations entreprises avec les ravisseurs, de remettre à ceux-ci soixante prisonniers, adeptes de l'organisation extrémiste, ainsi qu'une forte rançon. La première affaire de ce type dans l'histoire moderne de l'Egypte, qui a toutefois connu la piraterie aérienne, suscite autant d'horreur que d'étonnement au sein d'une société qui, en général, refuse de faire couler le sang.

Le gouvernement du Rals, qui s'est attaqué au cours du premier semestre de 1977 à ses opposants marxistes et nationalistes, va-t-il maintenant s'en prendre à ses détracteurs islamiques ? Il ne sera pas aisé de sévir contre des gens qui brandissent le Coran, sans heurter les musulmans pratiquants. Il ne faudrait pas non plus indisposer Ryad en frappant cette tendance musulmane qui a les faveurs du Saoudien.

Au reste, l'intégrisme religieux a des défenseurs bien placés en Egypte même, à l'université, dans l'administration ou au Parlement, où des députés pro-gouvernement ou indépendants réclament, sans cesse l'application intégrale de la loi coranique. Celle-ci est déjà pourtant très largement observée, y compris dans certains cas, pour les chrétiens.

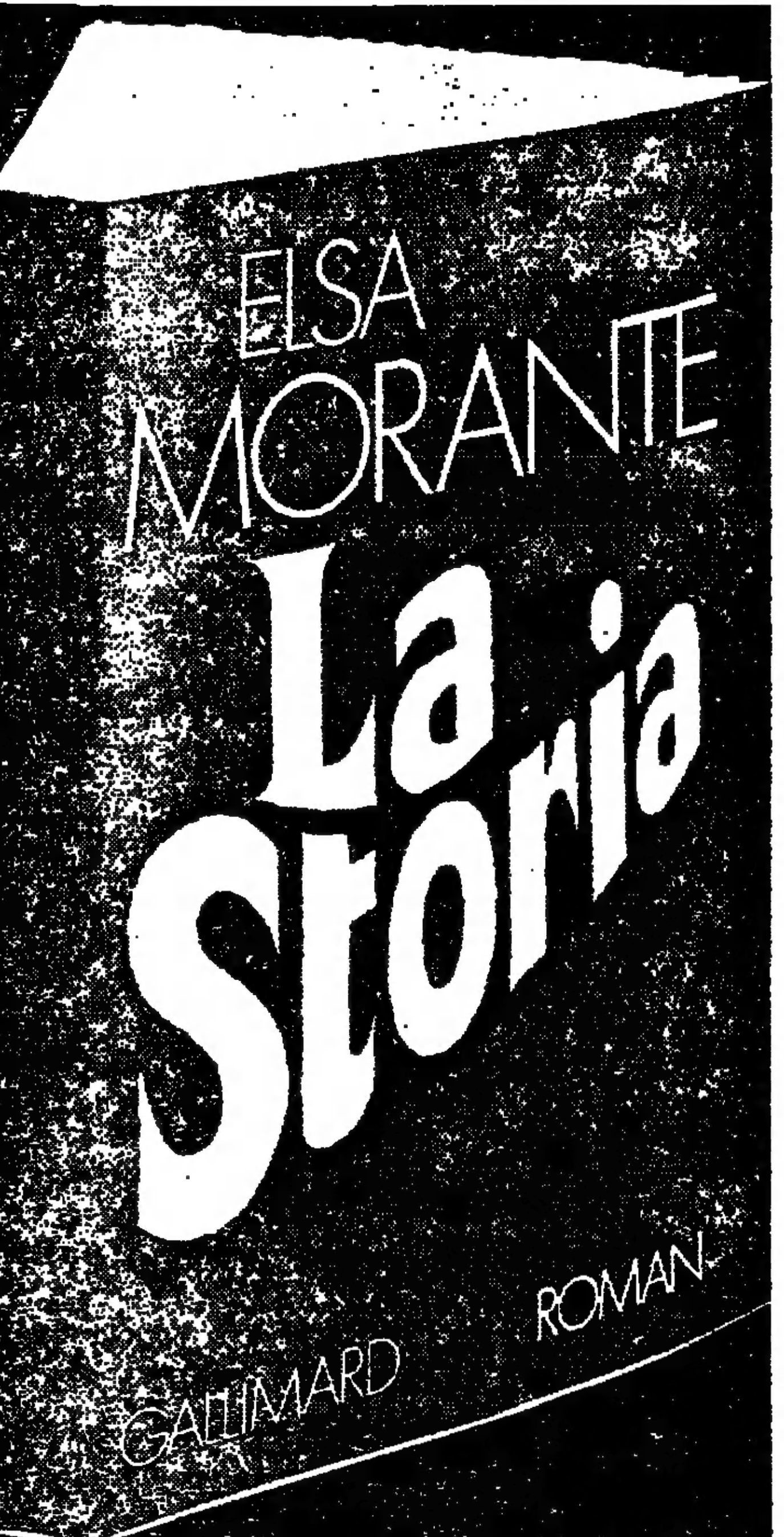
Jusqu'à présent le régime a sévi au coup par coup contre les extré-

mistes religieux, ne réagissant que dans des cas de violence ou d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Ainsi les deux responsables, un Palestinien et un Égyptien, de l'attaque sanglante de l'Académie militaire d'El-Héliopolis, en avril 1974, ont été pendus cette année. Le groupement auquel ils appartenaient passa pour avoir été soutenu par Tripoli. Cette année encore, pour un simple manque de respect dû au chef de l'Etat, le Rals n'a pas hésité à faire écrouler du Parlement un député du Delta, M. Kamal Eddine Hussein, ancien *officier libre* de la révolution de 1952 devenu le porte-parole de certains milieux de Frères musulmans.

Ces derniers, qui furent pourchassés, condamnés, et parfois pendus, sous Nasser, bénéficient d'une sorte de tolérance de la part du régime. Les deux principaux courants des Frères musulmans ont leurs organes de presse, donnent des conférences, organisent des étudiants, font du prosélytisme dans les villages coptes, assurant souvent ces « activités missionnaires » de promesses matérielles ou de menaces. Sous couvert de religion, c'est tout un travail politique qui est en même temps relayé et qui risque un jour de réserver de mauvaises surprises au gouvernement si celui-ci ne parvient pas à maîtriser les actions des intégristes musulmans dans leur ensemble. L'entreprise est délicate dans la mesure où l'islam ne connaît pas la séparation du spirituel et du temporel.

Le phénomène du « retour aux sources de l'islam » a commencé à se manifester en Egypte et dans le reste du monde arabe — à la suite du traumatisme psychologique de la défaite de 1967. Il trouve aujourd'hui au moins dans la vallée du Nil un aliment nouveau dans les difficultés économiques quotidiennes.

J.-P. PÉRONCIEL-BOZ.



**“Un souffle exceptionnel”**  
Françoise Wagnère — Le Monde

**“Autant le dire tout de suite : des livres comme La Storia, il y en a peu par siècle.”**

Hector Bianciotti —  
Le Nouvel Observateur

**“La Storia, ce livre écrit avec le cœur, il est de ceux, trop rares, que l'on peut aimer vraiment, de ces livres avec lesquels on peut vivre.”**  
Mario Fusco — Les Nouvelles Littéraires

**“Un roman puissant de beauté et de générosité qui roule les flots d'un fleuve en crue, emportant vers les confins de notre mémoire les cris de la grande tragédie de ce temps et le chant de tout un peuple obstiné à vivre et à aimer. Un ouvrage qui fait date dans l'histoire du roman européen.”**  
Angelo Rinaldi — L'Express

**GALLIMARD**

## A TRAVERS

### Allemagne fédérale

• LE CHANCELIER SCHOMMERER a déclaré que la République fédérale de l'Allemagne ne soutient pas le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Il a également déclaré que la République fédérale de l'Allemagne ne soutient pas le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

### Colombie

• UN GÉNÉRAL MILITAIRE a déclaré que les forces armées de la République de Colombie ne soutiennent pas le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

### Corée du Sud

• LE PRÉSIDENT PARK CHUNG-HEE a déclaré que la République de Corée du Sud ne soutient pas le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

### Argentine

• LE PRÉSIDENT ISKAR GARCIA a déclaré que la République d'Argentine ne soutient pas le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

### Inde

• LE PRÉSIDENT NEELAM SANJIVA REDDI a déclaré que la République d'Inde ne soutient pas le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

### Bolivie

• LE PRÉSIDENT LUIS GARCIA MELENDI a déclaré que la République de Bolivie ne soutient pas le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

### République d'Italie

• LE PRÉSIDENT SARGO JARVIS a déclaré que la République d'Italie ne soutient pas le régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

## MONDE

### Rhodesie

• AU LENDEMAIN du « SOMMET » DE LIBREVILLE, qui a proclamé son soutien exclusif au Front patriotique du Zimbabwe (le Monde du 7 juillet), M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a déclaré ce parti « ennemi public numéro un ». M. Smith, qui donnait une conférence de presse à Salisbury, a souligné qu'il était exclu qu'il accepte un transfert des pouvoirs aux seuls dirigeants du Front patriotique. MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe. — (Reuters.)

### Suède

• DEUX CHALUTIERS SOVIÉTIQUES ont été interceptés à 8 milles des côtes suédoises, à l'intérieur de la zone de pêche de 12 milles. Les patrons des deux bateaux sont passibles de peines de six mois de prison, et leurs équipements et prises peuvent être confisqués. — (Reuters.)

### Union soviétique

• Mme MALVA LANDA, membre du groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a quitté Moscou pour la Sibirie. Elle doit purger à Nerchinsk les deux années de bannissement auxquelles elle a été condamnée il y a cinq semaines. Les autorités lui imputant la responsabilité d'un incendie qui avait eu lieu dans la pièce qu'elle habitait dans un appartement communiste. — (Reuters.)

### Chine

**NAGUÈRE QUALIFIÉ D'« HERBE VÉNÉNEUSE »**

**L'un des principaux écrits de M. Teng Hsiao-ping est commenté favorablement par le journal du P.C.**

Le XI<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois pourrait se tenir le 6 septembre prochain, premier anniversaire de la mort de Mao Tse-toung, estime M. Heishiro Ogawa, qui vient de quitter son poste d'ambassadeur du Japon à Pékin. A cette occasion, selon le diplomate nippon, les dirigeants chinois pourraient prendre une décision définitive quant à une seconde réhabilitation de M. Teng Hsiao-ping.

D'autre part, recevant mercredi 6 juillet l'ami-

ral américain Elmo Zumwalt, ancien chef des opérations navales, le vice-président du conseil chinois, M. Li Hsien-nien, a répété les conditions nécessaires pour une normalisation des relations avec Washington : rupture des relations diplomatiques avec Taiwan, retrait de toutes les forces et installations militaires américaines dans l'île et le détroit et abrogation du pacte de sécurité mutuelle entre Washington et Taïpei.

De notre correspondant

des quatre — elle-même, ce qui explique les attaques dont il fut l'objet. Il justifie ensuite l'importance donnée par l'auteur du « programme général » aux impératifs « de stabilité et d'unité » et à la lutte contre le « lachisme bourgeois » que les « quatre » se voient aujourd'hui reprocher d'avoir encouragé.

Près de la moitié de l'article du *Quotidien du peuple* est, enfin, consacré aux aspects du « programme général » concernant les tâches du développement économique. L'auteur est mis sur la notion de « productivité » et, citation de Mao Tse-toung à l'appui, sur la nécessité d'assurer une « base matérielle solide » aux « superstructures socialistes » de l'Etat. Le *Quotidien du peuple* ne conteste pas que primant doit être donnée à la politique sur l'économie, ni même le caractère d'« acte fondamental » que conserve la lutte de classes. Mais il affirme que la dictature du prolétariat ne doit pas être considérée comme une fin en soi. Elle est exercée, dit-il, « pour protéger le travail du peuple tout entier, afin de transformer la Chine en un pays socialiste puissant, doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une technologie modernes ».

ALAIN JACOB.



# PROCHE-ORIENT

## UNE ÉTAPE DÉCISIVE

### La confrontation Carter-Begin

(Suite de la première page.)

Une telle affirmation paraît, à première vue, préemptoire. Le président américain — que certains de ses collaborateurs ont surnommé « le missionnaire » — est un lecteur assidu du Livre saint, qu'il cite volontiers. Selon un de ses proches, il est même « profondément convaincu de la légitimité du retour du peuple juif sur la Terre promise ».

Cependant, ajoute-t-on aussitôt, « le sionisme de Carter n'est pas celui de Begin, et n'est pas en tout cas imprégné de mysticisme ». Si il est vrai que les deux dirigeants s'estiment investis de missions sacrées, la réalisation d'une d'entre elles entraînera, à coup sûr, l'avortement de l'autre. En effet, l'extension de la paix juive à ses dimensions « historiques » comme le souhaite le leader du Likoud, éliminerait tout espoir d'entente avec les Arabes, les Palestiniens en tête. En revanche, l'instauration d'une paix durable au Proche-Orient, l'objectif prioritaire du chef de l'exécutif américain, exclut forcément la création d'un « Grand Israël ». Bref, le « rêve » de M. Begin est incompatible avec le « réalisme » de M. Carter.

De l'avis général, la « bible » de ce dernier, dans le cas d'espèce, est le rapport de l'Institut Brookings, à Washington. Publié en décembre 1975, sous le titre de

« Vers la paix au Moyen-Orient », ce texte, d'une vingtaine de pages, est le fruit de six mois d'intenses échanges de vues entre deux personnalités qui avaient le double mérite d'être des experts en la question et de représenter un large éventail d'opinions.

Le consensus ainsi réalisé, notamment entre les sionistes notables et des partisans de la cause palestinienne, a fourni au président Carter non seulement la substance de sa politique au Proche-Orient, mais aussi une méthode politique. On sera moins surpris par les similitudes relevées — qui s'étendent jusqu'à la sémantique — entre le rapport Brookings et les diverses déclarations du président américain quand on saura que l'un des directeurs de l'Institut, M. Henry Owen, qui a patronné les travaux du « groupe des Sages », ainsi que deux signataires du texte sont les conseillers les plus écoutés de M. Carter en politique étrangère, maître à laquelle il s'est peut-être intéressé au cours de sa carrière.

Ces deux derniers, MM. Zbigniew Brzezinski et William Quandt, s'ajoutent à la Maison Blanche. Le premier a accédé au poste stratégique de conseiller pour les affaires de la sécurité nationale qu'occupait autrefois M. Kissinger ; le second, son adjoint, est le co-auteur d'un ouvrage remarquable sur le mouvement palestinien (1).

« Une « patrie » (homeland) devrait être aménagée pour le peuple palestinien, sous forme d'entité indépendante (solution que le président Carter considérerait avec méfiance, en raison des chances d'insufflation qu'elle offrirait à l'Union soviétique), ou comme partie intégrante de la Jordanie, ou encore comme membre d'une confédération qui regrouperait le royaume hachémite et la Syrie.

D'autre part, le peuple palestinien devrait être représenté à la conférence de Genève, d'une manière ou d'une autre, par ses propres délégués ou par personnes interposées. L'Organisation de libération de la Palestine, que le président Carter n'a jamais désignée nommément, pourrait éventuellement s'intégrer dans le processus de négociation — indique-t-on dans les milieux informés — si l'organisation de M. Arafat reconnaissait non seulement la permanence de l'existence d'Israël, mais aussi sa légitimité.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Diverses mesures de sécurité complémentaires devraient néanmoins être envisagées : la création de zones démilitarisées « larges de 20 kilomètres ou plus », où pourraient stationner, entre autres, des forces internationales ; la mise en place de systèmes électroniques de pré-alerte (analogues à ceux installés depuis septembre 1975 dans le Sinaï) ; l'octroi de garanties internationales, multilatérales (servicio-américaines, du Conseil de sécurité, de l'Europe des Neuf, etc.) ou unilatérales (celle, par exemple, des États-Unis).

Sur ce dernier point, une source autorisée, à Washington, nous a assuré que le président Carter n'était pas, a priori, opposé à un accord contractuel. « Nos engagements ne seraient pas pour autant accrus, puisque nous sommes prêts à nous retirer, dans tous les cas, au moment où Israël se sentira en sécurité », a-t-il déclaré. « Mais, en fait, nous ne sommes pas prêts à nous retirer, dans tous les cas, au moment où Israël se sentira en sécurité », a-t-il déclaré.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

#### Une synthèse des « intérêts cruciaux »

Tout comme le rapport Brookings, M. Carter prétend que ses « suggestions » ne sont que des « idées générales » (guidelines) destinées à aider les belligérants à surmonter la voie du compromis. Il a, en réalité, broché par petites touches une fresque de la paix qu'il envisage. Le président américain, comme le général de Gaulle, n'improvise pas : il consomme des dossiers, il rédige avec soin les propos qu'il a l'intention de tenir publiquement (parfois même ses larmes), avant de les apprendre par cœur. Et il aligne ses déclarations et les « petites phrases » dont il a émaillé ses entretiens avec les journalistes, il devient évident qu'il s'agit d'un projet de compromis, et non d'un simple discours d'opportunité. Mais, en réalité, broché par petites touches une fresque de la paix qu'il envisage. Le président américain, comme le général de Gaulle, n'improvise pas : il consomme des dossiers, il rédige avec soin les propos qu'il a l'intention de tenir publiquement (parfois même ses larmes), avant de les apprendre par cœur. Et il aligne ses déclarations et les « petites phrases » dont il a émaillé ses entretiens avec les journalistes, il devient évident qu'il s'agit d'un projet de compromis, et non d'un simple discours d'opportunité.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

#### Le plan de paix

Le « plan Carter », qui assure-t-on à Washington, a été élaboré en cinq points :

1. La qualité de la paix. — Les belligérants arabes reconnaîtront l'existence d'Israël et renonceront à la violence. L'existence d'Israël sera suivie d'une normalisation totale, comportant la liberté de circulation, des personnes et des biens.

2. La sécurité. — Les belligérants arabes reconnaîtront l'existence d'Israël et renonceront à la violence. L'existence d'Israël sera suivie d'une normalisation totale, comportant la liberté de circulation, des personnes et des biens.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

« Les détails d'exécution. — La fin de l'état de belligérance entrerait en vigueur lors de la signature du traité de paix. Les mesures de normalisation qui suivraient seraient mises en œuvre progressivement, en fonction de la réussite des négociations. On se rappelle que M. Arafat a promis de reconnaître l'existence d'Israël et de renoncer à la violence.

M. Carter n'a pas indiqué quels contours aurait la « patrie » palestinienne. Sans doute attend-il pour le faire, que soit d'abord réglé le sort de Jérusalem et de Gaza.

**M/V LIBAN**

Paquebot libanais mixte passages et cargo

(cales conventionnelles et cales réfrigérées — 20° et + 5°)

inaugure son premier départ de Marseille

le 13 juillet 1977

**La DEM LINE**

(FOUAD A. KHAYAT & Co.)

BEYROUTH - LIBAN

est heureuse d'annoncer la mise en service régulier de cette unité entre :

**MARSEILLE - LE PHRÉE - BEYROUTH**

Pour réservation du fret et passages, s'adresser à :

WORMS SERVICES MARITIMES (fret) 95, bd Haussmann - 75014 PARIS - Tél. : 288-10-00

WORMS SERVICES MARITIMES (fret et voyages) 28, av. R. Schuman - 13222 MARSEILLE - Tél. : (05-91) 51-30-22

WORMS VOYAGES (voyages) 10, rue Auber - 75009 PARIS - Tél. : 250-35-22

**Centre ISTE Centre**

**AUTEUIL - TOLBIAC**

Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

**PCEM**

Expérience pédagogique depuis 24 ans

- Préparation de vacances :
- Recyclage pour bacheliers (math, physique, chimie) par petits groupes
- Mise à niveau pour redoublants (matières au choix)
- Recyclage de Pré-Rentrée
- Année complète de formation méthodologique (année 0) à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices
- Préparation Annuelle soutenue par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CHU pour toutes matières enseignées.

AUTEUIL : 6, av. Leclerc-Neuzy - 75016 Paris - Tél. 289.52.09

TOLBIAC : 63, av. 2 République - 75013 Paris - Tél. 586.63.01

**L'AMBIVALENCE DES JUIFS AMÉRICAINS**

Centre ISTE Centre

**AUTEUIL - TOLBIAC**

Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

**PCEM**

Expérience pédagogique depuis 24 ans

- Préparation de vacances :
- Recyclage pour bacheliers (math, physique, chimie) par petits groupes
- Mise à niveau pour redoublants (matières au choix)
- Recyclage de Pré-Rentrée
- Année complète de formation méthodologique (année 0) à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices
- Préparation Annuelle soutenue par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CHU pour toutes matières enseignées.

AUTEUIL : 6, av. Leclerc-Neuzy - 75016 Paris - Tél. 289.52.09

TOLBIAC : 63, av. 2 République - 75013 Paris - Tél. 586.63.01

**ISRAËL : Les élections du 17 mai, un malentendu ?**

Portant surtout sur des problèmes internes à la société israélienne, ce scrutin entraînant la victoire de la droite peut provoquer des conséquences incalculables sur le plan international. Afin de comprendre la réalité interne et les tensions de la société israélienne,

**ISRAËL ET SES POPULATIONS**

D. BEN-SIMON et E. ERRERA

Un livre qui présente l'ensemble des populations israéliennes, juives et arabes (musulmanes, chrétiennes, druses, etc.) en restituant à chacune leur vécu quotidien. Une approche vivante de leurs mentalités respectives, leurs coutumes, leurs traditions sociales et religieuses, etc.

De plus, une tentative de comprendre les relations existantes entre les communautés ainsi que celles qui les lient à l'autorité étatique. Le parti, de l'extrême droite ultra-sioniste à l'extrême gauche antisioniste, sont analysés à la lumière des positions géographiques vis-à-vis des minorités. « Minorités » non-juives mais également minorités juives, économiquement défavorisées, tels les Juifs orthodoxes. Un dossier essentiel, éloigné de toute polémique.

**PAYS ET POPULATIONS**

L'AUTRE FAÇON DE VOYAGER

**EDITIONS COMPLEXE**

Diffusion PUF

Dans la même collection :

L'AFGHANISTAN, L'ESPAGNE, L'ETHIOPIE, LA THAILANDE.

**le communiqué officiel**

Voitures d'exportation

**SEDAX**

20 TAPIS

**CELIBATAIRES**

**ENFIN DES RENCONTRES À PRENDRE AU SÉRIUS**

**ION INTERNATIONAL**



هكذا منذ البداية

Israël

La résistance palestinienne revendiquée l'attentat près de Tel-Aviv

In

La résistance palestinienne revendiquée l'attentat près de Tel-Aviv. L'attentat a été perpétré par un groupe de résistants palestiniens. Les autorités israéliennes ont condamné l'acte et ont lancé une enquête pour identifier les auteurs. Les résistants palestiniens ont déclaré que l'attentat était une réponse à la violence israélienne contre les civils palestiniens.

CORRESPONDANCE

Une pulsion suicidaire

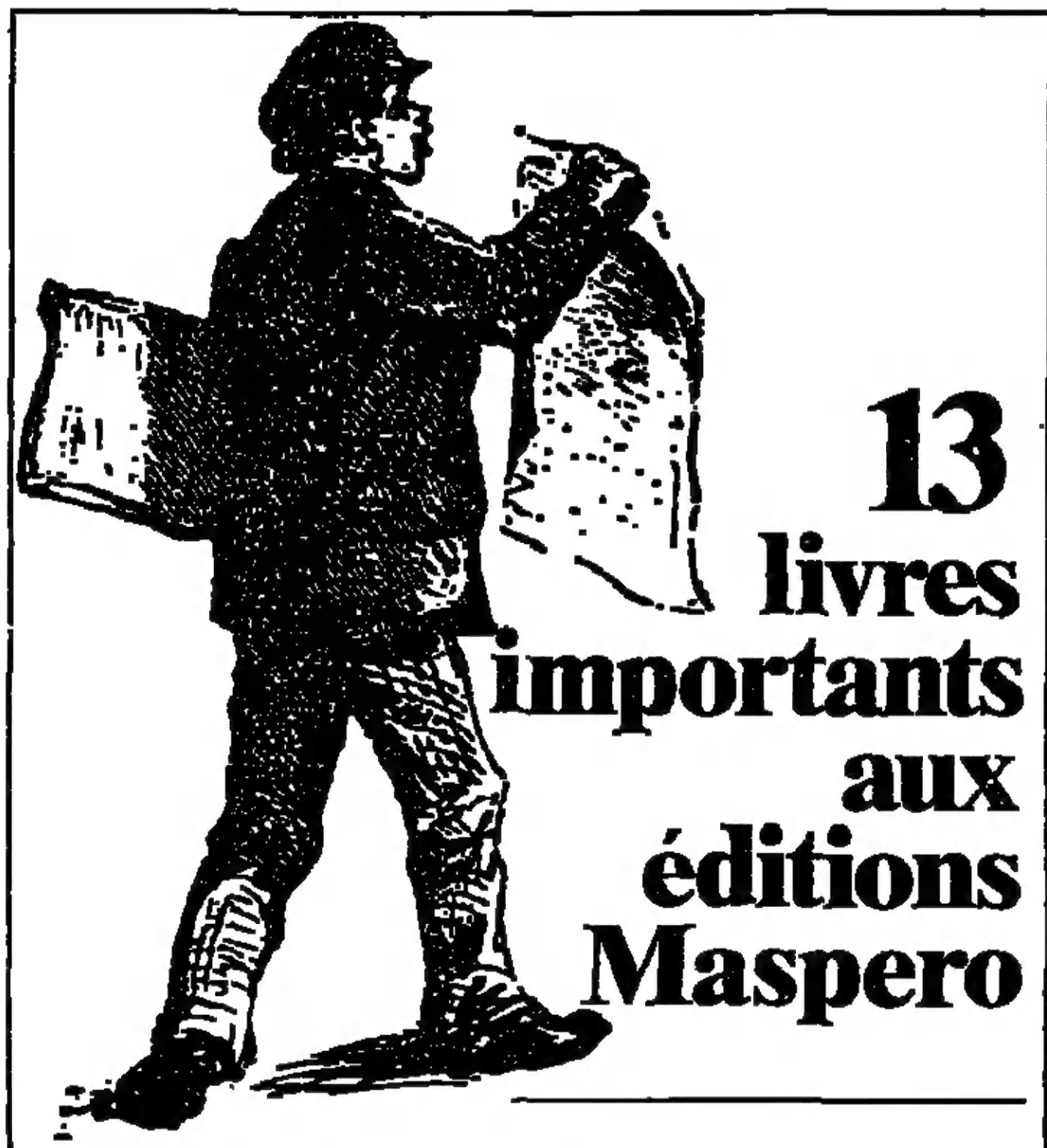
Une pulsion suicidaire. L'attentat a été perpétré par un groupe de résistants palestiniens. Les autorités israéliennes ont condamné l'acte et ont lancé une enquête pour identifier les auteurs. Les résistants palestiniens ont déclaré que l'attentat était une réponse à la violence israélienne contre les civils palestiniens.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 6 juillet au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

- LES CAMPAGNES ELECTORALES SUR LES ONDES. Le conseil des ministres a adopté un projet de loi modifiant l'article 1.161-1 du code électoral qui organise l'utilisation des ondes de la radiodiffusion-télévision française par les partis et groupements pour les campagnes en vue des élections législatives.
- AVIATION CIVILE. Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret qui a pour objet d'appliquer aux corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, classés hors catégorie, la deuxième partie de la réforme prévue pour les fonctionnaires de catégorie A.
- L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AGRICOLE. Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret portant création de commissions chargées d'examiner les inscriptions sur les listes de candidature à la classe exceptionnelle des directeurs et des enseignants des écoles supérieures dépendant du ministère de l'Agriculture.
- FRANÇAIS DE L'ETRANGER. Le ministre des affaires étrangères a déposé devant le conseil des ministres un bilan des mesures prises en faveur des Français de l'étranger. Il a souligné que le programme approuvé par le gouvernement lors du conseil des ministres du 22 juin 1976 avait été appliqué point par point. Les principales mesures ont pour objet d'assurer aux Français de l'étranger une meilleure protection sociale, une fiscalité mieux adaptée, des facilités de scolarisation et une participation plus active à toutes les consultations électorales.

POLITIQUE



Mémoires de Geronimo

« Un document unique. » 12 F

Louis Althusser

22<sup>e</sup> Congrès

« Examiner, l'une après l'autre, les initiatives du XXII<sup>e</sup> Congrès : leur sens, leur portée, leur avenir, comme leurs limites et leurs contradictions. » Louis Althusser, 6 F

Yves Benot

L'autre Italie

Repertir des faits eux-mêmes, qui se déroulent dans les usines et dans les rues, écouter cette parole d'en bas, quand on peut la saisir au passage... 46 F

Augusto Boal

Théâtre de l'opprimé

« Boal propose, évillie, interroge avec générosité et un respect profond d'autrui. » Michel Cournot, Le Monde, 30 F

Fernand Deligny

Les enfants ont des oreilles

« Nous sommes aux sources d'une certaine forme de créativité littéraire. » Bulletin critique du livre français, 30 F

Nicolas Brimo

Le dossier Hersant

La révélation ascension du « Springer » français. 20 F

Dario Fo

Allons-y on commence!

« Un pied dans l'institution, l'autre en dehors, une main dans la main des partis de gauche, l'autre dans celle de tous les damnés de la terre... une question d'expérience, de talent, de métier, oui certes. Mais, avant tout, une manière d'être. » Colette Godard, Le Monde, 38 F

Hélène Elk

La mémoire d'Hélène

« Quel livre attachant, plus émouvant que rude, avec son refus désespéré de la désillusion, ses enthousiasmes et ses réticences... » J.-M. Theolleyre, Le Monde, 45 F

André Granou

La bourgeoisie financière au pouvoir

Au service de qui est Giscard? 45 F

Roy et Jaurès Medvedev

Khrouchtchev

« Si on s'intéresse à la déstalinisation, on lira cet ouvrage honnête et documenté. » Jean Clémentin, Le Canard enchaîné, 35 F

Piotr

Tant qu'il aura des hommes

Bande dessinée « Le rire, s'il est grinçant, n'est jamais gratuit. Le rire est une arme. » Poutique Hebdo, 22 F

Robert A. Rosenstone

John Reed

« John Reed était là chaque fois que l'histoire s'inscrivait dans la légende, sur toutes les scènes où révolution rimait avec libération. Un très beau livre. » Les Nouvelles Littéraires, 45 F

Trafics d'armes en France

La France, troisième exportateur d'armes du monde. 20 F

Ce choix, complètement arbitraire, est fait parmi les cent livres publiés cette année aux éditions François Maspero. Catalogue sur demande... 1 place Paul-Painlevé 75005 Paris

Photo-Cinéma. Quand on garde longtemps ses vendeurs, on garde longtemps ses clients



Pour les vacances, un réflex à obturateur électronique et objectif interchangeable? Pierre Martinelli vous le mettra vraiment en mains. C'est plus de 10 ans d'expérience de sélection des appareils photo et des clients. Il les connaît bien, ses clients lui sont fidèles. Il vous fera par exemple une démonstration complète de l'Xnax 35 EE. Sélectionnée par le groupe Phox pour son prix et ses hautes performances : reflex 35mm, 2000 de sec, surimpression, etc. Chez Sélection 2.175 F. Un prix et une garantie PHOX! Sélection. Toutes les grandes marques. En plein quartier d'affaires, reste ouvert entre 12 h et 14 h. 91, rue Lafayette 75009 878.07.81.

VOITURES D'EXPORTATION T.T. SEDAX

3, rue Scheffer, 75016 Paris 727.64.64 + 553.28.51 + Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda Toutes marques étrangères Finition exportation Faible kilométrage Garantie usine Toutes possibilités de crédit-leasing EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H. DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

CELIBATAIRES

ENFIN DES RENCONTRES A PRENDRE AU SERIEUX!

Vous rompez toujours? Alors désormais ne rencontrez plus que des partenaires dont la caractéristique, l'affectivité et même la sexualité sont complémentaires des vôtres.

C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change. Changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.



Votre questionnaire vous attend. Demandez-le vite! Nous y joindrons le témoignage enthousiaste de milliers de couples.

305 articles de presse, plus de 100 émissions de radio et de télévision, 8 livres, 1 film ont diffusé depuis 26 ans ce progrès scientifique - le plus extraordinaire de notre temps - ce domaine. Lire à ce sujet : "Vers une civilisation du couple" de M. Jentel. Editions de La Plume de l'Académie française (toutes librairies).

ION INTERNATIONAL PARIS - BRUXELLES - GENÈVE - MONTRÉAL

Pour une 1<sup>re</sup> rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement, sous pli neutre et cacheté, mon questionnaire ION et votre documentation en couleurs.

M. Mlle Mlle Prénom Age Adresse :

ION FRANCE (MO 22) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 526.70.85 + ION RHONE-ALPES (MOR 23) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 54.25.44 + 56, cours Berliet - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.18.61 ION BELGIQUE (MOB 23) 105, rue du Marché-aux-Herbes, 1000 BRUXELLES - Tél. 51.74.30 ION SUISSE (MOB 23) 75, rue de Lyon - 1203 GENÈVE - Tél. 022.48.72.80

BAG-LINE LE SEUL CLIMATISEUR VÉRITABLEMENT ÉCONOMIQUE GAP

ISRAËL : LE PAYS ET LES POPULATIONS

TOLBIAC EM



## POLITIQUE

### Entre le Palais-Bourbon et Colombey

(Suite de la première page.)

Mais il y a plus. On a vu, durant cette session, le parti communiste reconnaître la valeur et l'importance de la force française de dissuasion. N'en tirons aucun argument polémique. Au contraire : voilà que, pour la première fois depuis la guerre, un accord se fait, presque unanime, sur ce qui demeure une part essentielle de l'héritage laissé par de Gaulle. Ce qui importe ici, c'est que l'adhésion à la stratégie française et à son instrument principal n'est pas justifiée par quelque raisonnement technique, dont on pourrait toujours discuter. La force de dissuasion est approuvée pour ce qu'elle est, c'est-à-dire l'expression d'une politique de défense qui est la rigoureuse condition d'une politique étrangère d'indépendance. Et c'est parce qu'elle assure l'indépendance de la défense nationale que la force de dissuasion nucléaire constitue un choix logique et rationnel pour ceux qui tiennent à l'indépendance nationale. Sur ce point capital, l'évolution des partis d'opposition n'est que le reflet de l'accord croissant des Français sur leur propre volonté d'indépendance.

On a vu récemment que ce n'était point là une clause de style ou thème prudent pour campagne électorale. A propos d'une étape controversée de la construction européenne, tous les partis ont tenu à ce qu'il soit expressément affirmé que rien ne prévalait contre l'indépendance du pays. Chacun pouvait avoir son opinion sur le mode d'élection de l'Assemblée européenne, et sur l'opportunité d'en changer. Mais personne n'a prétendu qu'il faudrait en faire le moyen de réduire l'indépendance du pays.

On pourrait invoquer d'autres exemples : le sentiment répandu de la valeur et de l'importance de la coopération franco-soviétique, dans la visite en France de M. Brejnev fut une étape plus importante qu'on ne l'avait généralement prévu ; ou l'accord de tous nos partenaires européens sur les principes d'un règlement politique au Proche-Orient, auxquels tous les partis français se rallient, alors que nos gouvernements furent longtemps seuls à les défendre, au milieu des soupçons, des tentatives perverses. Ce qui compte, en définitive, c'est le rassemblement qui se fait en France autour d'initiatives, de positions et de principes que nous avons reçus du général de Gaulle et qui s'identifient maintenant à l'histoire de la V<sup>e</sup> République.

Qui, au soir du 27 avril 1969, l'aurait prévu ? N'y avait-il pas alors toutes les raisons de penser que l'héritage serait bientôt dilapidé ou renié ? Il n'en a rien été. Certes, les difficultés se sont accumulées. Tous les obstacles n'ont pas été franchis et notre histoire récente, comme toutes autres, comporte sa part d'épreuves et d'échecs. Mais quelle plus forte garantie de succès et quelle meilleure raison d'espérer, que de pouvoir dire aujourd'hui que, pour la grande partie de l'œuvre accomplie par de Gaulle — avec le soutien de la majorité des Français — est devenue l'affaire du peuple entier ?

C'est à tout cela que je songeais, le 16 juin dernier, en me recueillant sur la tombe de Charles de Gaulle, au nom du président et du gouvernement de la République. Quelques heures plus tard, Geoffroy de Courcel, à l'Institut Charles-de-Gaulle, révélait ce que fut le détail de cette journée absurde et pathétique, trente-sept ans plus tôt.

A aucun moment ne passa nulle part le moindre souffle partisan. L'événement auquel si peu participèrent alors, mais que chacun commémorait désormais à sa façon, appartenait maintenant à tous les Français. Quels que soient les hommes qui gouverneront à l'avenir, ils devront s'inscrire à la suite de l'entreprise amorcée depuis trente-sept ans. Chaque année, quand, à leur tour, ils célébreront ce souvenir, c'est un fonds commun de notre histoire qu'ils invoqueront. Pourquoi cette pérennité d'une œuvre qui fut, en son temps, si contestée au point de valoir à mort ? Pourquoi, aujourd'hui, une aussi large adhésion ? Là aussi, l'exemple du 16 juin permet peut-être de répondre.

En 1960, une fois de plus, dans la chronique des malheurs du pays, c'était la débâcle. Après les temps d'une aveugle satisfaction de soi, venait l'instant du désespoir. Bien des précédents historiques nous disent qu'alors les Français, en voyant s'écrouler les certitudes nées de leur ignorance, se débattaient. Et s'ils se ressaisissaient ensuite, c'est par une sorte de crispation sur soi,

de repli vers leur passé, de fermeture au monde. Après l'effondrement des illusions napoléoniennes, on s'efforçait de rebâtir à l'identique l'Ancien Régime, ses rites, ses principes, ses principes, ses principes. Après la défaite des prétentions du Second Empire, on croit trouver le salut dans la culture morose de l'ordre moral. En 1940, Vichy en fut un autre exemple.

L'esprit du 16 juin est tout à l'opposé. Au lieu de recourir au passé, il affirme une confiance en l'avenir, qui apportera la victoire — à condition qu'on la veuille ardemment, au lieu de se replier sur soi. Il offre de regarder le monde, où vont se compter les alliés. Au lieu d'un abandon morose, il invite à un combat qui mènera au redressement de la France. La valeur profonde du geste accompli le 16 juin est qu'il se situait tout entier par rapport à l'avenir. C'est le sens qu'il a pris dans notre histoire ; et c'est aussi pourquoi les Français ressentent aujourd'hui qu'il est leur patrimoine à tous.

De surcroît, il ne prend place dans aucune de ces séries de points de repère où se distinguent les éternelles fractures qui divisent le pays et que cultivent amoureusement les partisans. Ce n'est ni la prise de la Bastille, ni la mort de Louis XVI, ni le jour des Fédérés, ni le 30 juin 1848, ni le 16 mai 1958, ni le 16 mai 1968, ni le 16 mai 1978, ni le 16 mai 2008, ni le 16 mai 2018, ni le 16 mai 2028, ni le 16 mai 2038, ni le 16 mai 2048, ni le 16 mai 2058, ni le 16 mai 2068, ni le 16 mai 2078, ni le 16 mai 2088, ni le 16 mai 2098, ni le 16 mai 2108, ni le 16 mai 2118, ni le 16 mai 2128, ni le 16 mai 2138, ni le 16 mai 2148, ni le 16 mai 2158, ni le 16 mai 2168, ni le 16 mai 2178, ni le 16 mai 2188, ni le 16 mai 2198, ni le 16 mai 2208, ni le 16 mai 2218, ni le 16 mai 2228, ni le 16 mai 2238, ni le 16 mai 2248, ni le 16 mai 2258, ni le 16 mai 2268, ni le 16 mai 2278, ni le 16 mai 2288, ni le 16 mai 2298, ni le 16 mai 2308, ni le 16 mai 2318, ni le 16 mai 2328, ni le 16 mai 2338, ni le 16 mai 2348, ni le 16 mai 2358, ni le 16 mai 2368, ni le 16 mai 2378, ni le 16 mai 2388, ni le 16 mai 2398, ni le 16 mai 2408, ni le 16 mai 2418, ni le 16 mai 2428, ni le 16 mai 2438, ni le 16 mai 2448, ni le 16 mai 2458, ni le 16 mai 2468, ni le 16 mai 2478, ni le 16 mai 2488, ni le 16 mai 2498, ni le 16 mai 2508, ni le 16 mai 2518, ni le 16 mai 2528, ni le 16 mai 2538, ni le 16 mai 2548, ni le 16 mai 2558, ni le 16 mai 2568, ni le 16 mai 2578, ni le 16 mai 2588, ni le 16 mai 2598, ni le 16 mai 2608, ni le 16 mai 2618, ni le 16 mai 2628, ni le 16 mai 2638, ni le 16 mai 2648, ni le 16 mai 2658, ni le 16 mai 2668, ni le 16 mai 2678, ni le 16 mai 2688, ni le 16 mai 2698, ni le 16 mai 2708, ni le 16 mai 2718, ni le 16 mai 2728, ni le 16 mai 2738, ni le 16 mai 2748, ni le 16 mai 2758, ni le 16 mai 2768, ni le 16 mai 2778, ni le 16 mai 2788, ni le 16 mai 2798, ni le 16 mai 2808, ni le 16 mai 2818, ni le 16 mai 2828, ni le 16 mai 2838, ni le 16 mai 2848, ni le 16 mai 2858, ni le 16 mai 2868, ni le 16 mai 2878, ni le 16 mai 2888, ni le 16 mai 2898, ni le 16 mai 2908, ni le 16 mai 2918, ni le 16 mai 2928, ni le 16 mai 2938, ni le 16 mai 2948, ni le 16 mai 2958, ni le 16 mai 2968, ni le 16 mai 2978, ni le 16 mai 2988, ni le 16 mai 2998, ni le 16 mai 3008, ni le 16 mai 3018, ni le 16 mai 3028, ni le 16 mai 3038, ni le 16 mai 3048, ni le 16 mai 3058, ni le 16 mai 3068, ni le 16 mai 3078, ni le 16 mai 3088, ni le 16 mai 3098, ni le 16 mai 3108, ni le 16 mai 3118, ni le 16 mai 3128, ni le 16 mai 3138, ni le 16 mai 3148, ni le 16 mai 3158, ni le 16 mai 3168, ni le 16 mai 3178, ni le 16 mai 3188, ni le 16 mai 3198, ni le 16 mai 3208, ni le 16 mai 3218, ni le 16 mai 3228, ni le 16 mai 3238, ni le 16 mai 3248, ni le 16 mai 3258, ni le 16 mai 3268, ni le 16 mai 3278, ni le 16 mai 3288, ni le 16 mai 3298, ni le 16 mai 3308, ni le 16 mai 3318, ni le 16 mai 3328, ni le 16 mai 3338, ni le 16 mai 3348, ni le 16 mai 3358, ni le 16 mai 3368, ni le 16 mai 3378, ni le 16 mai 3388, ni le 16 mai 3398, ni le 16 mai 3408, ni le 16 mai 3418, ni le 16 mai 3428, ni le 16 mai 3438, ni le 16 mai 3448, ni le 16 mai 3458, ni le 16 mai 3468, ni le 16 mai 3478, ni le 16 mai 3488, ni le 16 mai 3498, ni le 16 mai 3508, ni le 16 mai 3518, ni le 16 mai 3528, ni le 16 mai 3538, ni le 16 mai 3548, ni le 16 mai 3558, ni le 16 mai 3568, ni le 16 mai 3578, ni le 16 mai 3588, ni le 16 mai 3598, ni le 16 mai 3608, ni le 16 mai 3618, ni le 16 mai 3628, ni le 16 mai 3638, ni le 16 mai 3648, ni le 16 mai 3658, ni le 16 mai 3668, ni le 16 mai 3678, ni le 16 mai 3688, ni le 16 mai 3698, ni le 16 mai 3708, ni le 16 mai 3718, ni le 16 mai 3728, ni le 16 mai 3738, ni le 16 mai 3748, ni le 16 mai 3758, ni le 16 mai 3768, ni le 16 mai 3778, ni le 16 mai 3788, ni le 16 mai 3798, ni le 16 mai 3808, ni le 16 mai 3818, ni le 16 mai 3828, ni le 16 mai 3838, ni le 16 mai 3848, ni le 16 mai 3858, ni le 16 mai 3868, ni le 16 mai 3878, ni le 16 mai 3888, ni le 16 mai 3898, ni le 16 mai 3908, ni le 16 mai 3918, ni le 16 mai 3928, ni le 16 mai 3938, ni le 16 mai 3948, ni le 16 mai 3958, ni le 16 mai 3968, ni le 16 mai 3978, ni le 16 mai 3988, ni le 16 mai 3998, ni le 16 mai 4008, ni le 16 mai 4018, ni le 16 mai 4028, ni le 16 mai 4038, ni le 16 mai 4048, ni le 16 mai 4058, ni le 16 mai 4068, ni le 16 mai 4078, ni le 16 mai 4088, ni le 16 mai 4098, ni le 16 mai 4108, ni le 16 mai 4118, ni le 16 mai 4128, ni le 16 mai 4138, ni le 16 mai 4148, ni le 16 mai 4158, ni le 16 mai 4168, ni le 16 mai 4178, ni le 16 mai 4188, ni le 16 mai 4198, ni le 16 mai 4208, ni le 16 mai 4218, ni le 16 mai 4228, ni le 16 mai 4238, ni le 16 mai 4248, ni le 16 mai 4258, ni le 16 mai 4268, ni le 16 mai 4278, ni le 16 mai 4288, ni le 16 mai 4298, ni le 16 mai 4308, ni le 16 mai 4318, ni le 16 mai 4328, ni le 16 mai 4338, ni le 16 mai 4348, ni le 16 mai 4358, ni le 16 mai 4368, ni le 16 mai 4378, ni le 16 mai 4388, ni le 16 mai 4398, ni le 16 mai 4408, ni le 16 mai 4418, ni le 16 mai 4428, ni le 16 mai 4438, ni le 16 mai 4448, ni le 16 mai 4458, ni le 16 mai 4468, ni le 16 mai 4478, ni le 16 mai 4488, ni le 16 mai 4498, ni le 16 mai 4508, ni le 16 mai 4518, ni le 16 mai 4528, ni le 16 mai 4538, ni le 16 mai 4548, ni le 16 mai 4558, ni le 16 mai 4568, ni le 16 mai 4578, ni le 16 mai 4588, ni le 16 mai 4598, ni le 16 mai 4608, ni le 16 mai 4618, ni le 16 mai 4628, ni le 16 mai 4638, ni le 16 mai 4648, ni le 16 mai 4658, ni le 16 mai 4668, ni le 16 mai 4678, ni le 16 mai 4688, ni le 16 mai 4698, ni le 16 mai 4708, ni le 16 mai 4718, ni le 16 mai 4728, ni le 16 mai 4738, ni le 16 mai 4748, ni le 16 mai 4758, ni le 16 mai 4768, ni le 16 mai 4778, ni le 16 mai 4788, ni le 16 mai 4798, ni le 16 mai 4808, ni le 16 mai 4818, ni le 16 mai 4828, ni le 16 mai 4838, ni le 16 mai 4848, ni le 16 mai 4858, ni le 16 mai 4868, ni le 16 mai 4878, ni le 16 mai 4888, ni le 16 mai 4898, ni le 16 mai 4908, ni le 16 mai 4918, ni le 16 mai 4928, ni le 16 mai 4938, ni le 16 mai 4948, ni le 16 mai 4958, ni le 16 mai 4968, ni le 16 mai 4978, ni le 16 mai 4988, ni le 16 mai 4998, ni le 16 mai 5008, ni le 16 mai 5018, ni le 16 mai 5028, ni le 16 mai 5038, ni le 16 mai 5048, ni le 16 mai 5058, ni le 16 mai 5068, ni le 16 mai 5078, ni le 16 mai 5088, ni le 16 mai 5098, ni le 16 mai 5108, ni le 16 mai 5118, ni le 16 mai 5128, ni le 16 mai 5138, ni le 16 mai 5148, ni le 16 mai 5158, ni le 16 mai 5168, ni le 16 mai 5178, ni le 16 mai 5188, ni le 16 mai 5198, ni le 16 mai 5208, ni le 16 mai 5218, ni le 16 mai 5228, ni le 16 mai 5238, ni le 16 mai 5248, ni le 16 mai 5258, ni le 16 mai 5268, ni le 16 mai 5278, ni le 16 mai 5288, ni le 16 mai 5298, ni le 16 mai 5308, ni le 16 mai 5318, ni le 16 mai 5328, ni le 16 mai 5338, ni le 16 mai 5348, ni le 16 mai 5358, ni le 16 mai 5368, ni le 16 mai 5378, ni le 16 mai 5388, ni le 16 mai 5398, ni le 16 mai 5408, ni le 16 mai 5418, ni le 16 mai 5428, ni le 16 mai 5438, ni le 16 mai 5448, ni le 16 mai 5458, ni le 16 mai 5468, ni le 16 mai 5478, ni le 16 mai 5488, ni le 16 mai 5498, ni le 16 mai 5508, ni le 16 mai 5518, ni le 16 mai 5528, ni le 16 mai 5538, ni le 16 mai 5548, ni le 16 mai 5558, ni le 16 mai 5568, ni le 16 mai 5578, ni le 16 mai 5588, ni le 16 mai 5598, ni le 16 mai 5608, ni le 16 mai 5618, ni le 16 mai 5628, ni le 16 mai 5638, ni le 16 mai 5648, ni le 16 mai 5658, ni le 16 mai 5668, ni le 16 mai 5678, ni le 16 mai 5688, ni le 16 mai 5698, ni le 16 mai 5708, ni le 16 mai 5718, ni le 16 mai 5728, ni le 16 mai 5738, ni le 16 mai 5748, ni le 16 mai 5758, ni le 16 mai 5768, ni le 16 mai 5778, ni le 16 mai 5788, ni le 16 mai 5798, ni le 16 mai 5808, ni le 16 mai 5818, ni le 16 mai 5828, ni le 16 mai 5838, ni le 16 mai 5848, ni le 16 mai 5858, ni le 16 mai 5868, ni le 16 mai 5878, ni le 16 mai 5888, ni le 16 mai 5898, ni le 16 mai 5908, ni le 16 mai 5918, ni le 16 mai 5928, ni le 16 mai 5938, ni le 16 mai 5948, ni le 16 mai 5958, ni le 16 mai 5968, ni le 16 mai 5978, ni le 16 mai 5988, ni le 16 mai 5998, ni le 16 mai 6008, ni le 16 mai 6018, ni le 16 mai 6028, ni le 16 mai 6038, ni le 16 mai 6048, ni le 16 mai 6058, ni le 16 mai 6068, ni le 16 mai 6078, ni le 16 mai 6088, ni le 16 mai 6098, ni le 16 mai 6108, ni le 16 mai 6118, ni le 16 mai 6128, ni le 16 mai 6138, ni le 16 mai 6148, ni le 16 mai 6158, ni le 16 mai 6168, ni le 16 mai 6178, ni le 16 mai 6188, ni le 16 mai 6198, ni le 16 mai 6208, ni le 16 mai 6218, ni le 16 mai 6228, ni le 16 mai 6238, ni le 16 mai 6248, ni le 16 mai 6258, ni le 16 mai 6268, ni le 16 mai 6278, ni le 16 mai 6288, ni le 16 mai 6298, ni le 16 mai 6308, ni le 16 mai 6318, ni le 16 mai 6328, ni le 16 mai 6338, ni le 16 mai 6348, ni le 16 mai 6358, ni le 16 mai 6368, ni le 16 mai 6378, ni le 16 mai 6388, ni le 16 mai 6398, ni le 16 mai 6408, ni le 16 mai 6418, ni le 16 mai 6428, ni le 16 mai 6438, ni le 16 mai 6448, ni le 16 mai 6458, ni le 16 mai 6468, ni le 16 mai 6478, ni le 16 mai 6488, ni le 16 mai 6498, ni le 16 mai 6508, ni le 16 mai 6518, ni le 16 mai 6528, ni le 16 mai 6538, ni le 16 mai 6548, ni le 16 mai 6558, ni le 16 mai 6568, ni le 16 mai 6578, ni le 16 mai 6588, ni le 16 mai 6598, ni le 16 mai 6608, ni le 16 mai 6618, ni le 16 mai 6628, ni le 16 mai 6638, ni le 16 mai 6648, ni le 16 mai 6658, ni le 16 mai 6668, ni le 16 mai 6678, ni le 16 mai 6688, ni le 16 mai 6698, ni le 16 mai 6708, ni le 16 mai 6718, ni le 16 mai 6728, ni le 16 mai 6738, ni le 16 mai 6748, ni le 16 mai 6758, ni le 16 mai 6768, ni le 16 mai 6778, ni le 16 mai 6788, ni le 16 mai 6798, ni le 16 mai 6808, ni le 16 mai 6818, ni le 16 mai 6828, ni le 16 mai 6838, ni le 16 mai 6848, ni le 16 mai 6858, ni le 16 mai 6868, ni le 16 mai 6878, ni le 16 mai 6888, ni le 16 mai 6898, ni le 16 mai 6908, ni le 16 mai 6918, ni le 16 mai 6928, ni le 16 mai 6938, ni le 16 mai 6948, ni le 16 mai 6958, ni le 16 mai 6968, ni le 16 mai 6978, ni le 16 mai 6988, ni le 16 mai 6998, ni le 16 mai 7008, ni le 16 mai 7018, ni le 16 mai 7028, ni le 16 mai 7038, ni le 16 mai 7048, ni le 16 mai 7058, ni le 16 mai 7068, ni le 16 mai 7078, ni le 16 mai 7088, ni le 16 mai 7098, ni le 16 mai 7108, ni le 16 mai 7118, ni le 16 mai 7128, ni le 16 mai 7138, ni le 16 mai 7148, ni le 16 mai 7158, ni le 16 mai 7168, ni le 16 mai 7178, ni le 16 mai 7188, ni le 16 mai 7198, ni le 16 mai 7208, ni le 16 mai 7218, ni le 16 mai 7228, ni le 16 mai 7238, ni le 16 mai 7248, ni le 16 mai 7258, ni le 16 mai 7268, ni le 16 mai 7278, ni le 16 mai 7288, ni le 16 mai 7298, ni le 16 mai 7308, ni le 16 mai 7318, ni le 16 mai 7328, ni le 16 mai 7338, ni le 16 mai 7348, ni le 16 mai 7358, ni le 16 mai 7368, ni le 16 mai 7378, ni le 16 mai 7388, ni le 16 mai 7398, ni le 16 mai 7408, ni le 16 mai 7418, ni le 16 mai 7428, ni le 16 mai 7438, ni le 16 mai 7448, ni le 16 mai 7458, ni le 16 mai 7468, ni le 16 mai 7478, ni le 16 mai 7488, ni le 16 mai 7498, ni le 16 mai 7508, ni le 16 mai 7518, ni le 16 mai 7528, ni le 16 mai 7538, ni le 16 mai 7548, ni le 16 mai 7558, ni le 16 mai 7568, ni le 16 mai 7578, ni le 16 mai 7588, ni le 16 mai 7598, ni le 16 mai 7608, ni le 16 mai 7618, ni le 16 mai 7628, ni le 16 mai 7638, ni le 16 mai 7648, ni le 16 mai 7658, ni le 16 mai 7668, ni le 16 mai 7678, ni le 16 mai 7688, ni le 16 mai 7698, ni le 16 mai 7708, ni le 16 mai 7718, ni le 16 mai 7728, ni le 16 mai 7738, ni le 16 mai 7748, ni le 16 mai 7758, ni le 16 mai 7768, ni le 16 mai 7778, ni le 16 mai 7788, ni le 16 mai 7798, ni le 16 mai 7808, ni le 16 mai 7818, ni le 16 mai 7828, ni le 16 mai 7838, ni le 16 mai 7848, ni le 16 mai 7858, ni le 16 mai 7868, ni le 16 mai 7878, ni le 16 mai 7888, ni le 16 mai 7898, ni le 16 mai 7908, ni le 16 mai 7918, ni le 16 mai 7928, ni le 16 mai 7938, ni le 16 mai 7948, ni le 16 mai 7958, ni le 16 mai 7968, ni le 16 mai 7978, ni le 16 mai 7988, ni le 16 mai 7998, ni le 16 mai 8008, ni le 16 mai 8018, ni le 16 mai 8028, ni le 16 mai 8038, ni le 16 mai 8048, ni le 16 mai 8058, ni le 16 mai 8068, ni le 16 mai 8078, ni le 16 mai 8088, ni le 16 mai 8098, ni le 16 mai 8108, ni le 16 mai 8118, ni le 16 mai 8128, ni le 16 mai 8138, ni le 16 mai 8148, ni le 16 mai 8158, ni le 16 mai 8168, ni le 16 mai 8178, ni le 16 mai 8188, ni le 16 mai 8198, ni le 16 mai 8208, ni le 16 mai 8218, ni le 16 mai 8228, ni le 16 mai 8238, ni le 16 mai 8248, ni le 16 mai 8258, ni le 16 mai 8268, ni le 16 mai 8278, ni le 16 mai 8288, ni le 16 mai 8298, ni le 16 mai 8308, ni le 16 mai 8318, ni le 16 mai 8328, ni le 16 mai 8338, ni le 16 mai 8348, ni le 16 mai 8358, ni le 16 mai 8368, ni le 16 mai 8378, ni le 16 mai 8388, ni le 16 mai 8398, ni le 16 mai 8408, ni le 16 mai 8418, ni le 16 mai 8428, ni le 16 mai 8438, ni le 16 mai 8448, ni le 16 mai 8458, ni le 16 mai 8468, ni le 16 mai 8478, ni le 16 mai 8488, ni le 16 mai 8498, ni le 16 mai 8508, ni le 16 mai 8518, ni le 16 mai 8528, ni le 16 mai 8538, ni le 16 mai 8548, ni le 16 mai 8558, ni le 16 mai 8568, ni le 16 mai 8578, ni le 16 mai 8588, ni le 16 mai 8598, ni le 16 mai 8608, ni le 16 mai 8618, ni le 16 mai 8628, ni le 16 mai 8638, ni le 16 mai 8648, ni le 16 mai 8658, ni le 16 mai 8668, ni le 16 mai 8678, ni le 16 mai 8688, ni le 16 mai 8698, ni le 16 mai 8708, ni le 16 mai 8718, ni le 16 mai 8728, ni le 16 mai 8738, ni le 16 mai 8748, ni le 16 mai 8758, ni le 16 mai 8768, ni le 16 mai 8778, ni le 16 mai 8788, ni le 16 mai 8798, ni le 16 mai 8808, ni le 16 mai 8818, ni le 16 mai 8828, ni le 16 mai 8838, ni le 16 mai 8848, ni le 16 mai 8858, ni le 16 mai 8868, ni le 16 mai 8878, ni le 16 mai 8888, ni le 16 mai 8898, ni le 16 mai 8908, ni le 16 mai 8918, ni le 16 mai 8928, ni le 16 mai 8938, ni le 16 mai 8948, ni le 16 mai 8958, ni le 16 mai 8968, ni le 16 mai 8978, ni le 16 mai 8988, ni le 16 mai 8998, ni le 16 mai 9008, ni le 16 mai 9018, ni le 16 mai 9028, ni le 16 mai 9038, ni le 16 mai 9048, ni le 16 mai 9058, ni le 16 mai 9068, ni le 16 mai 9078, ni le 16 mai 9088, ni le 16 mai 9098, ni le 16 mai 9108, ni le 16 mai 9118, ni le 16 mai 9128, ni le 16 mai 9138, ni le 16 mai 9148, ni le 16 mai 9158, ni le 16 mai 9168, ni le 16 mai 9178, ni le 16 mai 9188, ni le 16 mai 9198, ni le 16 mai 9208, ni le 16 mai 9218, ni le 16 mai 9228, ni le 16 mai 9238, ni le 16 mai 9248, ni le 16 mai 9258, ni le 16 mai 9268, ni le 16 mai 9278, ni le 16 mai 9288, ni le 16 mai 9298, ni le 16 mai 9308, ni le 16 mai 9318, ni le 16 mai 9328, ni le 16 mai 9338, ni le 16 mai 9348, ni le 16 mai 9358, ni le 16 mai 9368, ni le 16 mai 9378, ni le 16 mai 9388, ni le 16 mai 9398, ni le 16 mai 9408, ni le 16 mai 9418, ni le 16 mai 9428, ni le 16 mai 9438, ni le 16 mai 9448, ni le 16 mai 9458, ni le 16 mai 9468, ni le 16 mai 9478, ni le 16 mai 9488, ni le 16 mai 9498, ni le 16 mai 9508, ni le 16 mai 9518, ni le 16 mai 9528, ni le 16 mai 9538, ni le 16 mai 9548, ni le 16 mai 9558, ni le 16 mai 9568, ni le 16 mai 9578, ni le 16 mai 9588, ni le 16 mai 9598, ni le 16 mai 9608, ni le 16 mai 9618, ni le 16 mai 9628, ni le 16 mai 9638, ni le 16 mai 9648, ni le 16 mai 9658, ni le 16 mai 9668, ni le 16 mai 9678, ni le 16 mai 9688, ni le 16 mai 9698, ni le 16 mai 9708, ni le 16 mai 9718, ni le 16 mai 9728, ni le 16 mai 9738, ni le 16 mai 9748, ni le 16 mai 9758, ni le 16 mai 9768, ni le 16 mai 9778, ni le 16 mai 9788, ni le 16 mai 9798, ni le 16 mai 9808, ni le 16 mai 9818, ni le 16 mai 9828, ni le 16 mai 9838, ni le 16 mai 9848, ni le 16 mai 9858, ni le 16 mai 9868, ni le 16 mai 9878, ni le 16 mai 9888, ni le 16 mai 9898, ni le 16 mai 9908, ni le 16 mai 9918, ni le 16 mai 9928, ni le 16 mai 9938, ni le 16 mai 9948, ni le 16 mai 9958, ni le 16 mai 9968, ni le 16 mai 9978, ni le 16 mai 9988, ni le 16 mai 9998, ni le 16 mai 10008, ni le 16 mai 10018, ni le 16 mai 10028, ni le 16 mai 10038, ni le 16 mai 10048, ni le 16 mai 10058, ni le 16 mai 10068, ni le 16 mai 10078, ni le 16 mai 10088, ni le 16 mai 10098, ni le 16 mai 10108, ni le 16 mai 10118, ni le 16 mai 10128, ni le 16 mai 10138, ni le 16 mai 10148, ni le 16 mai 10158, ni le 16 mai 10168, ni le 16 mai 10178, ni le 16 mai 10188, ni le 16 mai 10198, ni le 16 mai 10208, ni le 16 mai 10218, ni le 16 mai 10228, ni le 16 mai 10238, ni le 16 mai 10248, ni le 16 mai 10258, ni le 16 mai 10268, ni le 16 mai 10278, ni le 16 mai 10288, ni le 16 mai 10298, ni le 16 mai 10308, ni le 16 mai 10318, ni le 16 mai 10328, ni le 16 mai 10338, ni le 16 mai 10348, ni le 16 mai 10358, ni le 16 mai 10368, ni le 16 mai 10378, ni le 16 mai 10388, ni le 16 mai 10398, ni le 16 mai 10408, ni le 16 mai 10418, ni le 16 mai 10428, ni le 16 mai 10438, ni le 16 mai 10448, ni le 16 mai 10458, ni le 16 mai 10468, ni le 16 mai 10478, ni le 16 mai 10488, ni le 16 mai 10498, ni le 16 mai 10508, ni le 16 mai 10518, ni le 16 mai 10528, ni le 16 mai 10538, ni le 16 mai 10548, ni le 16 mai 10558, ni le 16 mai 10568, ni le 16 mai 10578, ni le 16 mai 10588, ni le 16 mai 10598, ni le 16 mai 10608, ni le 16 mai 10618, ni le 16 mai 10628, ni le 16 mai 10638, ni le 16 mai 10648, ni le 16 mai 10658, ni le 16 mai 10668, ni le



POLITIQUE

ET L'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS

DANS LES CAHIERS DU COMMUNISME

« La transformation démocratique du fonctionnement des institutions »

La revue politique et théorique mensuelle du comité central du parti communiste, Cahiers du communisme, publiée dans son numéro, daté juillet-août, un article de l'un des membres de son comité de rédaction, Gilles Masson, consacré à la démocratisation des institutions.

Reprenant l'essentiel des dispositions contenues dans le chapitre du programme commun consacré aux institutions, l'auteur apporte des précisions quant au rôle respectif du président de la République, du gouvernement et du Parlement, et des rapports qui devront s'établir entre eux. Il considère qu'« une transformation démocratique du fonctionnement des institutions n'appelle pas de révision constitutionnelle d'ensemble par le biais d'une Constitution », et que « les institutions nationales, telles que les conçoit le programme commun, pourront se définir comme une démocratie parlementaire de type nouveau ».

Abordant en premier lieu le rôle qu'aura « le gouvernement d'union démocratique », à savoir « l'élaboration et la réalisation de la partie non législative du programme commun », Gilles Masson indique qu'« il faudra rompre avec une pratique de vingt ans où toutes les décisions nationales (...) auront été arrêtées par la présidence de la République ». Il ajoute qu'il est « indispensable d'avoir un gouvernement qui soit un collectif uni et responsable pour empêcher les tensions et les pressions multiples, d'un blocage du travail gouvernemental, voire à son éclatement ».

Après avoir assuré que « la règle démocratique veut que, pour l'essentiel, les ministres soient pris parmi les élus du suffrage universel », il se demande ce qu'est un « ministère-ciel ». Il écrit : c'est « celui qui est déterminant pour la réalisation des changements fondamentaux inscrits dans le programme commun (...) ». De toute façon, il faut éviter un partage paritaire des ministères qui donnerait une couleur politique à chaque département en fonction de son titulaire. Le gouvernement doit être une équipe unie dont les membres sont égaux en droit. D'où l'importance du conseil des ministres en tant qu'organe collectif d'élaboration. A propos des « hiérarchies », entre les membres du gouvernement, il estime que « la distinction entre ministres et secrétaires d'Etat (autonomes ou non) [est] établie souvent d'inutiles (...) et contribue à renforcer l'autoritarisme du pouvoir central ».

En ce qui concerne la revalorisation du rôle du Parlement, l'auteur indique que les séances des commissions permanentes — actuellement tenues à huis clos — seront publiques ainsi que celles des commissions d'enquête et de contrôle. Il précise que ces dernières auront, en début de législature, à procéder à des bilans du pouvoir giscardien dans un certain nombre de domaines et, par la suite, à contrôler régulièrement les services publics. Il prévoit également l'allongement de la durée des sessions ordinaires.

Après avoir énuméré un certain nombre de dispositions destinées à organiser une « large consultation » pour l'élaboration des lois et une totale publicité des avis, des études et des recherches qui l'accompagnent, Gilles Masson suggère que leur application reviendrait au Parlement si les décrets d'application n'étaient pas publiés par le gouvernement dans les délais prévus.

Il suggère que la discussion du budget, traditionnellement fixée en octobre et novembre, soit précédée « au printemps, d'un débat de préparation où l'exposé des motifs des dépenses des divers départements ministériels », De même, pense-t-il, que le pouvoir des rapporteurs « devrait être accru dans la préparation du budget et le contrôle de l'exécution. Ils devraient, à l'issue de l'année, avoir accès à toute l'information et à l'ensemble des documents ».

Enfin, il propose que le nombre des députés (actuellement quatre cent quatre-vingt onze) soit porté à « cent cinquante », l'importance des travaux législatifs à entreprendre (appelant) une Assemblée nombreuse ».

Le contrat de législature

Avant d'aborder le chapitre consacré aux relations gouvernement-Parlement, l'auteur met l'accent sur l'utilité de la procédure référendaire « en certaines occasions, pour souder l'unité des institutions nouvelles ». Il développe et précise la notion de contrat de législature : « La gauche accédant au pouvoir, le contrat ne peut être que la reprise, non pas référence explicite ou implicite mais in extenso, du programme commun de gouvernement ». Il ajoute qu'un « débat propre pourrait avoir lieu chaque année devant le Parlement sur l'état de réalisation du contrat » et la notion même de contrat « devrait être introduite dans la Constitution et donc devenir obligation, quelle que soit la majorité parlementaire ». Il évoque l'extension de ce système de « contrat programmatique à tous les types d'élections et d'assemblées, communes, départements, régions. Si [cette notion] devient plus niment une exigence populaire, poursuit-il, elle contribuera largement à garantir la réalisation du programme commun ».

Pour ce qui est de la fonction présidentielle, l'auteur reconnaît au chef de l'Etat les pouvoirs que lui confie la Constitution mais, précise-t-il, « il devrait s'agir (dans le cas du contre-emploi des ordonnances et décrets délibérés en conseil des ministres, des nominations des hauts fonctionnaires) d'une authentification et non d'un droit de veto politique du président ». Dans le domaine de la politique extérieure, il juge « normal et souhaitable » que le président de la République « représente la France à l'étranger », mais il lui dénie tout « rôle de négociation directe des traités, qui revient au premier ministre et au gouvernement. De la même manière, poursuit-il, pour la défense nationale, si le titre de chef des armées est traditionnel, le président ne doit pas déterminer les grandes orientations de la politique militaire qui est du ressort du gouvernement et du Parlement. Le décret de 1964 [qui donne au chef de l'Etat, l'autorité de déclencher l'engagement des forces aériennes stratégiques] doit être abrogé ».

De même demande-t-il, la suppression des conseils interministériels sous la présidence du président de la République.

POINT DE VUE

Régime d'Assemblée ou régime parlementaire ?

par JEAN-CLAUDE COLLIARD (\*)

Si l'on en croit les réflexions constitutionnelles exposées dans ces colonnes par M. Pierre Chatenet (1), la gauche se préparait insidieusement à proposer en 1978, entre autres bouleversements, un changement de structures politiques qui ferait revenir à la pratique des Républiques défunctes. Le fil de la démonstration, assez simple à suivre, est, en effet, le suivant :

— Jusqu'en 1958, la France se caractérisait par le régime d'Assemblée :

— La Constitution de 1958 et l'application qui en a été faite, c'est la rupture avec le système ;

— Le changement de pratique, c'est ipso facto le retour au régime d'Assemblée.

C'est, on le voit, la sempiternelle accusation, la vieille rengaine à la IV<sup>e</sup> République. On peut douter que, vingt ans après, ce procès passionne encore les jeunes générations. Mais, puisque procès il y a, expliquons, avec toute la révérence due à un ancien membre du Conseil constitutionnel, en quoi il est faux.

Pour l'auteur, le mal absolu est incarné par le régime d'Assemblée, le terme n'est pas employé moins de sept fois et toujours avec des connotations négatives. Mais, si l'on veut être juste, il faut reconnaître que, si l'on est vrai que ce régime est souvent qualifié de la sorte, cela relève plus, semble-t-il, de l'art de la polémique que de la science constitutionnelle. Qu'est-ce, en effet, au principal, que le régime d'Assemblée ? C'est, disent les constitutionnalistes, celui dont le gouvernement est exercé par un comité élu par l'Assemblée, agissant en son nom. Par hypothèse, il ne peut y avoir conflit entre les deux organes, puisque le gouvernement ne fait qu'appliquer la volonté du Parlement et n'en a pas qui lui soit propre : il n'y a donc ni droit de dissolution ni possibilité de renverser l'exécutif. Or, par ce dernier point, la IV<sup>e</sup> République se sépare totalement du schéma : qu'on veuille bien se souvenir que treize de ses vingt et un gouvernements ont été renversés par le Parlement, preuve patente qu'il y avait opposition entre les deux et qu'elle débilitait en la matière un record absolu, et de loin, pour tous les régimes de l'après-guerre.

Même si la puissance du Parlement est considérable, ce n'est donc pas un régime d'Assemblée, mais bien un régime parlementaire non stabilisé, en raison de l'échec total de l'effort de rationalisation du parlementarisme tenté en 1946, et, ceci expliquant cela, de l'absence de toute majorité stable dès la rupture du tripartisme. La R.P.F. avait d'ailleurs bien compris ce dernier point, puisque son entreprise visait à rendre définitivement impossible l'existence d'une majorité, de manière à faire échouer le système. Mais notre propos n'est pas de défendre ce régime disparu. Il est de dire que, contrairement à ce qu'indique M. Chatenet, la majorité est une « composante obligatoire de la vie politique » : la IV<sup>e</sup> République est morte de n'en pas connaître, la V<sup>e</sup> République a vécu parce qu'il en existait une, et ne peut vivre que s'il en demeure une, l'actuelle, ou une autre.

Il est vrai que le terme de majorité revient peu dans le texte de 1958 : mais comment oublier que les constituants d'alors ont travaillé dans l'idée que le système de partis resterait ce qu'il était de 1946 à 1957, d'où l'introduction d'un certain nombre de mécanismes juridiques dont on a puvent dire, combinés avec le fait majoritaire, ils aboutissaient à une véritable paralysie du Parlement. Or, vingt ans après, il faut bien constater, et c'est à notre sens la principale réussite de la V<sup>e</sup> République sur le plan politico-institutionnel, que le système de partis se caractérise par l'existence de deux coalitions à vocation majoritaire. Et ce fait ne disparaît pas de l'élection, même l'introduction de la proportionnelle n'y changerait pas grand-chose, puisqu'il trouve sa source dans le second tour de l'élection présidentielle, qui introduit obligatoirement une bipolarisation totale. Il convient donc d'en tenir compte et d'adapter la pratique institutionnelle à l'évidence. C'est tout simplement ce que propose de faire le programme commun de gouvernement des partis de gauche.

Comment nier, en effet, que celui-ci marque l'acceptation par la gauche d'éléments fondamentaux, qui ont été discutés en leur temps, mais sur lesquels existe aujourd'hui un large consensus : c'est l'élection du président de la République au suffrage universel, l'exercice par lui du droit de dissolution, le contrôle de constitutionnalité de la loi dont l'élargissement est même proposé. Rien dans le texte ne permet de dire qu'on veut

en revenir à la souveraineté parlementaire, pas plus l'investiture que le contrat de législature.

Sur l'investiture, le débat est assez mineur : dès lors que l'on accepte d'abord que le président de la République désigne le premier ministre, ensuite que le Parlement ait le droit de renverser le gouvernement, et tout le monde est d'accord sur ces deux points réglés de manière parfaitement claire par la Constitution, la question devient secondaire. Certes, à notre sens, l'article 49, al. 1, constitue une procédure d'investiture, les travaux préparatoires de la Constitution le montrent et la pratique suivie jusqu'en 1958 en témoigne. Mais quand bien même cela ne serait pas, rien ne peut empêcher le Parlement d'utiliser l'article 49, al. 2, et donc de censurer s'il le souhaite le gouvernement, quelques semaines ou plus après la formation, dans l'hypothèse où elle serait intervenue hors session. En fait, on a au moins une procédure d'investiture implicite, la confiance étant présumée jusqu'à ce que le Parlement ait fait la preuve du contraire, à l'exemple du parlementarisme anglo-saxon ou scandinave. On ne voit pas en quoi le fait de remplacer cette confiance implicite par une confiance explicite, conformément, encore une fois, à l'article 49, al. 1, changerait la nature des institutions.

En ce qui concerne le contrat de législature, l'argument ne vaut guère plus : celui-ci existe aussi de manière implicite dès lors qu'une majorité accepte de soutenir un gouvernement de manière continue, et c'est bien ce qui a été fait, à une seule exception près, de 1958 à 1977 : après tout, c'est M. Barre lui-même qui déclarait, il y a quelques semaines, que la confiance ne se découpe pas en rondelles. Accord entre les partis ? Certes, mais n'est-ce pas là le lot courant de toute pratique parlementaire, comme en témoigne le déroulement de ces

trois dernières années ? Et des partis sans filiation directe avec le citoyen ? Reste alors la question du mandat impératif. N'hésitons pas à dire que si sa prohibition est naturelle par rapport aux forces extérieures au Parlement, elle n'a pas de sens par rapport à ces organes internes que sont les groupes parlementaires. C'est un vieux débat : la prohibition totale a pu avoir un sens dans une certaine conception du parlementarisme, largement mythique d'ailleurs, organisée autour d'une assemblée de personnalités indépendantes, c'est-à-dire d'ailleurs historiquement liée à une conception élitiste du mandat de député, et plus précisément au suffrage censitaire. Comment oublier que les groupes parlementaires sont reconnus en France depuis le règlement de 1910, et par là même la discipline de vote qui leur est consubstantielle ? N'y a-t-il pas, du côté de la majorité comme du côté de l'opposition, cette discipline de manière quasi-absolue ? N'y a-t-il pas eu, de part et d'autre, de parlementaires exclus de leur groupe, et par là même, à peu près fatalement, de l'Assemblée, à court ou moyen terme ? Or, est alors ce mandat représentatif dont la dispersion serait proposée ? En réalité on ne peut plus vivre sur la fiction d'un parlementarisme de notabilités, les partis politiques et les groupes qui les représentent sont et demeurent les vrais acteurs du jeu, le faible nombre de parlementaires élus sans étiquette ou sans soutien le montre à l'évidence. En quoi alors le contrat de législature pose-t-il problème et pourquoi serait-il condamnable que majorité et gouvernement se mettent d'accord sur le début de la législature sur le programme qu'ils vont réaliser ensemble, pourquoi serait-il ordé-

table que le premier ministre cache ses intentions au Parlement et par là même au citoyen ?

Non, décidément, on ne voit pas en quoi le projet de la gauche ramènerait au régime d'Assemblée. Il s'agit, à l'inverse, d'établir enfin en France un vrai régime parlementaire : en 1958, il était vrai que c'était l'exécuteur qu'il fallait restaurer ; en 1978, il est évident que c'est au Parlement qu'il faudra rendre du poids, tout en maintenant encore une fois les limites nécessaires comme la détermination d'un domaine de la loi ou le contrôle de constitutionnalité, de manière à parvenir enfin à l'équilibre souhaitable.

De régime parlementaire, structuré par les groupes, stabilisé par l'existence d'une majorité cohérente, constitue le type dominant dans les démocraties contemporaines (2) : les pays anglo-saxons, scandinaves, la République fédérale d'Allemagne et bien d'autres s'y rattachent. Pourquoi ne pas en faire l'essai : avec en plus, et ceci n'est pas mis en cause, le correctif que constitue le droit de dissolution du président de la République au cas où il serait nécessaire de consulter le pays sur une confirmation ou un changement de majorité.

Mais ne l'oublions pas, le Parlement ainsi élu ne pourra plus être dissous dans l'année suivante.

Au total, il ne s'agit donc pas de revenir à une forme dépassée si tant est qu'elle ait jamais existé. Dans son projet politique, la gauche, qu'on dise M. Chatenet, est honnête, et elle écarte complétement les citoyens sur la portée de leur vote. Pourquoi faire croire le contraire ? Et, ce qui est préoccupant, n'est-ce pas, en revanche, de laisser entendre que, en indiquant clairement la volonté du peuple de voir la gauche gouverner, l'élection législative deviendrait — le dit-on — « un détournement de procédure par rapport à son objet précis » ?

(1) Le Monde, 8 et 9 juin 1977.  
(2) Voir Jean-Claude Colliard : Gouvernements et majorités dans les régimes parlementaires contemporains, Thèse, Paris, 1972.

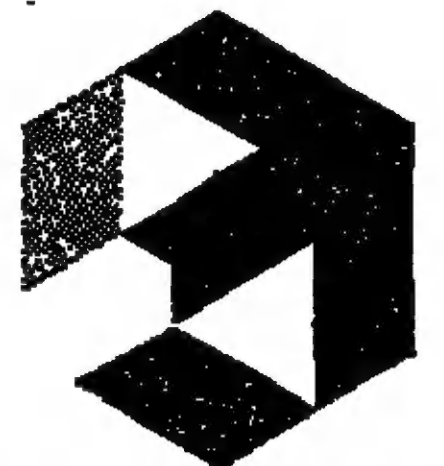
PUBLICITÉ

14 JUILLET 1977

Fêtez la République avec le Parti Républicain.

Le 14 Juillet, c'est la fête de la République. C'est aussi celle du Parti Républicain. Alors le matin de la fête nationale, toutes nos permanences seront en fête. Si vous êtes attachés aux institutions de la V<sup>e</sup> République, si vous partagez nos ambitions pour la démocratie française, si vous soutenez l'action du Premier Ministre ou si, tout simplement, vous voulez nous connaître, venez nous voir le 14 Juillet.

Avec vous, la majorité aura la majorité.



PARTI REPUBLICAIN

Pour connaître l'adresse du Parti Républicain proche de chez vous, remplissez ce bulletin et adressez-le 41, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_



bien l'effort engagé

LA GAUCHE

Le P.C.F. précise ses ambitions gouvernementales

Le P.C.F. précise ses ambitions gouvernementales. Le programme commun de gouvernement, publié dans son numéro, daté juillet-août, un article de l'un des membres de son comité de rédaction, Gilles Masson, consacré à la démocratisation des institutions.

ident de la République aux Français de l'étranger

ident de la République aux Français de l'étranger. Les Français de l'étranger ont été invités à une réception à l'Assemblée nationale.

CORRESPONDANCE

Les Français de l'étranger

Les Français de l'étranger ont été invités à une réception à l'Assemblée nationale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.

Le P.C.F. expose sa politique familiale. Le P.C.F. a organisé une manifestation pour célébrer la fête de la République.



## POLITIQUE

Les rapatriés réclament une nouvelle loi d'indemnisation

### M. Giscard d'Estaing doit prendre ses responsabilités nous déclare M. Jacques Roseau

L'histoire de ce jeune « pied-noir » commence comme un conte populaire. Descendant de modestes colons chassés de Paris par la misère en 1848, il a vécu le drame de l'Algérie française en partageant l'enthousiasme puis l'amertume de sa communauté natale. Son père avait « fait » Verdun. Lui s'est fait « faire » le 13 mai 1958 à la tête des lycéens d'Alger, dont il était le président. Il rêvait alors d'une Algérie unie et fraternelle, mais refusait la violence.

Il avait vingt-trois ans lorsqu'il vint chercher refuge avec sa famille sur le sol de la mère patrie, huit jours avant l'indépendance.

Aujourd'hui, Jacques Roseau en a trente-huit. En compagnie de Pierre Golinard, Guy Forsy, Claude Laquière, il dirige le mouvement du RACOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spolés d'outre-mer), créé le 18 décembre 1976 à Aix-en-Provence en vue de regrouper les associations de rapatriés et d'unifier leurs revendications. Le nombre des adhésions et des ralliements ne cesse d'augmenter. Partout les rapatriés se rassemblent.

C'est à l'appel de Jacques Roseau notamment que les rapatriés du Midi ont voté contre la majorité aux élections municipales. C'est lui qui demande aux « pieds-noirs » de participer « massivement » au congrès régional organisé vendredi 8 juillet à Carpentras et de suivre « avec attention » la procédure de référendum de la République (le Monde du 6 juillet).

Sa détermination, exempte de tout engagement politique personnel, agace de plus en plus le gouvernement. Il a été convoqué mardi à l'Élysée, où l'on craint l'apparition de banderoles agressives à Carpentras. Mais les pressions politiques n'impressionnent plus ce romantique que l'expérience a rendu réaliste. « Après l'échec de 1962, dit-il, nous avons vécu sous le mépris et l'indifférence du régime gaulliste. Moi, j'avais tourné la page. Mon père participait aux activités des associations de défense pour obtenir une juste indemnisation de nos biens perdus, et je répétais un

peu. Quand il est mort, en 1969, j'ai décidé de prendre la relève en créant l'Association des fils de rapatriés. Nous comptons aujourd'hui deux mille cinq cents adhérents en tout. Chez moi, un décret s'est produit lors du vote de la loi du 15 juillet 1970, dite de contribution nationale. J'ai compris que le gouvernement épaulait sur la lassitude des rapatriés ».

Pour Jacques Roseau « tous les gouvernements de la V<sup>e</sup> République ont manqué à leur devoir » en refusant les rapatriés « dans un véritable ghetto politique ». « La collectivité nationale ne sait même pas que, en vertu des dispositions actuelles, il faut avoir soixante-huit ans lorsqu'on est rapatrié, après quinze ans d'attente, pour toucher à peine de quoi se payer un studio dans une grande ville. Nous ne demandons pas la reconnaissance des grandes fortunes, mais simplement qu'on nous fasse bénéficier du droit commun ».

Jacques Roseau et ses amis détiennent un bon atout électoral et ils entendent l'utiliser : « En 1974, les Associations de rapatriés ont obtenu une belle chance d'obtenir le règlement de notre contentieux à l'occasion des élections présidentielles. Elles n'ont pas négocié de façon assez rigoureuse et ont pris des positions favorables à M. Valéry Giscard d'Estaing avant d'avoir obtenu de celui-ci des garanties suffisantes. Nous ne commettrons pas la même erreur à la veille des élections législatives de 1978 ».

Cette fois, si nous n'obtenons pas satisfaction de façon complète avant les élections, nous voterons contre les candidats de la majorité. Si, à Carpentras, le président de la République nous annonce des mesures répondant à la loi élémentaire justice, je suis prêt personnellement à lui faire confiance, à condition, bien entendu, d'obtenir des décisions concrètes sous forme d'un projet de loi. Je réclame la justice, je suis prêt à accepter un chantage parlementaire d'autant. Sinon, nous utiliserons le bulletin de vote, qui reste notre seule arme ».

Jacques Roseau se défend toutefois de vouloir exercer un chantage électoral sur les pouvoirs publics : « Nous ne serons pas à Carpentras pour manifester

bruyamment ni pour exercer une pression visant personnellement le président de la République, mais M. Valéry Giscard d'Estaing possède désormais en main tous les éléments du dossier. Lui de prendre ses responsabilités. Nous, nous prendrons les nôtres aux législatives. Il faut dire que, jusqu'à présent, nous sommes restés à l'écart du jeu. Aussi notre déception n'est-elle que plus vive et le gouvernement ne répond pas aujourd'hui aux appels que nous renouvellerons depuis quinze ans ».

Jacques Roseau marque un temps d'arrêt. Sa voix se fait plus grave : « Sans municipalités, nous avons lancé un coup de semonce à la majorité. Aux législatives, s'il le faut, nous lui donnerons le coup de grâce en espérant que la gauche, elle, tiendrait ses promesses si elle gagnait les élections. Par une ironie de l'histoire, les rapatriés seraient alors déçus par cette V<sup>e</sup> République qu'ils ont fait naître en 1958. Mais, comme je l'ai dit l'autre jour à M. Jacques Domini, je souhaite, pour ma part, que cette grande époque française de l'Algérie, qui a débuté en 1830, se termine enfin dans la paix et l'égale par un bel après-midi de 1977 ».

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

### Les radicaux de gauche en U.R.S.S.

#### QUESTIONS MILITAIRES ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

La délégation du Mouvement des radicaux de gauche conduite par M. Robert Fabre, et comprenant notamment MM. Maurice Faure et François Luchaire, qui avait été invitée en U.R.S.S. par le comité soviétique pour la sécurité et la coopération européenne, a quitté Moscou mercredi 6 juillet, au terme d'une visite de cinq jours. Après s'être entretenus avec M. Vladimir Zagladine, adjoint au chef de la section internationale du comité central du P.C.U.S., M. Fabre a déclaré : « Aucun problème n'a été étudié. Les relations franco-soviétiques ont été examinées, y compris ce qui concerne l'avenir, c'est-à-dire après les élections législatives de l'an prochain. Nous avons dit que la France doit nous, être présente aux négociations de Genève et de Vienne ». M. Fabre a rassuré ses interlocuteurs sur la question de « la validité de l'appel à quel les radicaux de gauche ont répondu que cette hypothèse nous paraissait pas plausible quel que soit le gouvernement français ». M. Fabre a déclaré le président du M.R.G. : « Les radicaux ont, de leur côté, interrogé leurs hôtes sur les atteintes à la liberté d'expression en U.R.S.S. et sur le problème des juifs soviétiques. Les représentants du P.C. soviétique nous ont affirmé que le droit d'émigration des critiques ne subissait aucune limitation dans la mesure où le régime n'est pas remis en cause », a indiqué M. Fabre.

La délégation a été reçue par le président du comité (M. Vladimir Zagladine).

### LE P.S. ET LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Dans son numéro du 4 juillet, l'« Humanité » avait commenté la plate-forme des partis socialistes et sociaux-démocrates de la C.E.E. sur l'Assemblée européenne. Après avoir relevé que ce document présentait « un caractère progressif », les compétences des États nationaux au profit de la Communauté » (le Monde du 6 juillet), l'organe du P.C. s'interrogeait sur « la légitimité de la démarcation des socialistes français ».

Le secrétaire international du P.S., publié le 6 juillet, une mise au point dans laquelle il déclare : « Cette question en est encore au stade d'un débat démocratique à l'intérieur des partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe ». Elle a été examinée par les quatre groupes de travail de l'Union des partis socialistes de la C.E.E., et doit maintenant être étudiée par chacun des membres de ce groupe ».

Le parti socialiste français a tenu en temps utile ses propres organes de direction pour l'organisation d'un débat interne sur cette plate-forme commune ».

### MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL EN FRANCE

Services religieux du synagogahe : vendredi, 18 h. samedi, 10 h. 30. 27, rue de l'Assommoir, Paris-10<sup>e</sup>. ROS-BASERNA : Lundi 13 septembre, à 18 h. Mardi 14 septembre, à 19 h.

### KIPPOUR

Mardi 21 septembre, à 19 h. Jeudi 22 sept., 10 h. à 12 h. 45. Salle de la Chézine, 28 bis, rue Saint-Denis, Paris-2<sup>e</sup>. Pour réserver les places pour la fête, appeler : 236-23-14, 236-23-27, 236-23-01, de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. 30 à 18 h. 30.

## RELIGION

LA DÉCLARATION DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT SUR LE MARXISME

### Nous ne saurions aligner notre espérance chrétienne sur le matérialisme historique et dialectique du parti communiste

Voici de larges extraits de la note de huit pages qui s'intitule : « Le marxisme, l'homme et la foi chrétienne ».

La déclaration part d'un constat : « Le marxisme dépasse largement les partis politiques ; il influence de multiples réalisations sociales et culturelles, telles que des associations de parents, des facultés ou des maisons de la culture. Les gauchistes, les freudomarxistes tentent aussi, à leur manière, de rendre compte des contradictions de la société libérale de cette fin de vingtième siècle. Ils proposent des actions concrètes pour modifier le fonctionnement de l'État, de l'école ou de l'entreprise ».

Pour sa part, le parti communiste français fait état publiquement de changements théoriques et pratiques du marxisme : la prise en compte des réalités actuelles l'a amené récemment à rejeter la notion de dictature du prolétariat, à prendre des positions nouvelles sur les libertés publiques, les enjeux de la défense nationale, les structures de l'économie, la politique internationale, les communistes appellent à « l'union du peuple de France ».

Des chrétiens, souligne-t-on, utilisent éventuellement les instruments d'analyse marxiste sans partager la conception du monde et les moyens d'action du marxisme. D'autres, par contre, se disent chrétiens et marxistes ; ils veulent être pleinement marxistes et pleinement chrétiens. Certains entendent même renouveler ainsi l'expression de leur foi ».

Enfin, l'actualité internationale, la situation dans les pays de l'Est, de l'expansion du marxisme en Afrique noire, des informations de la presse, des radicaux, du bodge ou du Vietnam, du silence des chrétiens de Chine — ne peut que susciter interrogations et inquiétudes lorsqu'on voit les marxistes se présenter comme le pouvoir politique. A l'opposé, on sait aussi que ce donne en Amérique du Sud, sinon en France, un anticomunisme systématique des chrétiens, et les expériences de « sécurité nationale » ou lorsqu'il se réclame d'une civilisation chrétienne. A chaque fois, la liberté de l'homme et du monde est en jeu. Les chrétiens sont gravement compromises.

Après avoir affirmé leur « refus d'être une force d'appoint électoral » et de « céder aux influences de l'actualité électorale », les évêques notent la révolte de certains chrétiens en face des injustices de l'heure et le « mérite » de la lutte pour la justice, la protestation en analyse et en pouvoir d'action. « On comprend l'attraction de cette vision utopique d'une société », son exploitation.

Mais la vision marxiste « tend à réduire l'homme à n'être que le reflet des rapports de production économique et le sujet d'une lutte sociale ». Les chrétiens ne peuvent pas se laisser réduire à l'état d'objet. Ils ne peuvent pas se laisser réduire à l'état d'objet. Ils ne peuvent pas se laisser réduire à l'état d'objet.

### L'AFFAIRE DE ST-NICOLAS-DU-CHARDONNET DEVANT LA COUR D'APPEL

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jean Vassogne, a examiné, mercredi 6 juillet, l'appel interjeté par l'abbé Louis Coche contre l'ordonnance en référé du tribunal de Paris à propos de l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet occupée depuis le 27 février par des catholiques traditionnalistes. Cette décision, rendue le 1<sup>er</sup> avril, ordonnait que l'église soit libérée dans un délai de dix jours. Le tribunal avait jugé que l'ordonnance précisait que les occupants « pouraient être contraints par conséquent d'abandonner la possession de l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet (qui a été engagée l'instance en référé) avec l'assistance du commissaire de police compétent et de la force armée, s'il y a lieu ».

La cour d'appel a entendu pour l'abbé Coche, M. Georges Paul Wagener qui a plaidé l'incompétence de la juridiction saisie, et M. Philippe de Belot au nom des paroissiens de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, qui s'est attaché au fond de l'affaire. La cour doit également entendre le lundi 11 juillet les avocats de l'abbé Pierre Bellégo, curé de la paroisse, ainsi que M. Desmurs-Mognot pour l'abbé Ducand-Bourget et l'abbé Berralde.

Logiquement alors, le croyant qui collabore sans réserve avec les communistes travaille à sa propre disparition. La pratique et la théorie étant en dépendance l'une de l'autre, le matérialisme entraîne « naturellement » l'athéisme. L'incompatibilité de la foi et du marxisme est d'ailleurs fréquemment affirmée par les responsables officiels du parti communiste. Le processus est tel que les convictions des chrétiens, tant sur la foi que sur l'homme, ne sauraient qu'être vidées de leur contenu. L'athéisme n'est pas, ici, un simple ajout du aux conditions historiques de la naissance du marxisme : plus radicalement, l'athéisme est constitutif d'une pratique matérialiste. Les communistes se disent athées parce que matérialistes, et non le contraire ».

L'épiscopat refuse de « conférer au parti ou au prolétariat le monopole de la science de l'histoire ».

La foi n'est pas une « opinion ». C'est pour cela qu'elle ne peut prendre ces mains tendues, dans l'indifférence à ce qui est, pour eux, le plus fondamental. C'est pourquoi, aussi, lorsque l'Eglise intervient, elle met l'accent sur les différences des points de vue à propos de l'homme, de la société et de l'avenir de l'humanité.

Pour le chrétien, il n'y a pas une histoire religieuse et une histoire profane. Il n'y a qu'une histoire.

La conception chrétienne de l'histoire n'est pas une philosophie idéaliste surplombant les rapports concrets de l'homme avec la nature ou la société ; elle est une prise de responsabilité personnelle sur les mécanismes de la matière ou des masses pour construire et retrouver la vocation religieuse de tout homme. Si le marxisme conçoit l'histoire à partir de la production, le chrétien la conçoit à partir de la production de la production de la vie sociale, politique et culturelle, le christianisme ne refuse pas cette action sur les déterminations concrètes de l'existence. Il sait toutefois que ces déterminations de la production ne sauraient rendre compte de tout l'homme responsable personnellement de sa destinée et de l'histoire commune ».

### « Le refus de ce qui détruit l'homme »

Alors, la société politique se fonde sur la reconnaissance mutuelle des personnes et des groupes, et les individus se rejoignent dans un projet commun de liberté et d'humanisation de la vie collective. Il y a là des conséquences politiques et sociales graves, mais elles ne peuvent être que le fruit de la réflexion humaine et de l'histoire commune, se renferme.

On peut se demander si, en définitive, le marxisme ne méconnaît pas ces responsabilités personnelles dans l'action politique. Dans la mesure où il y a un pouvoir absolu du parti sur l'État, et de celui-ci sur les citoyens, les expériences historiques ne laissent pas pour illustrer cette remarque, — les lois et les institutions sont réduites aux intérêts idéologiques et stratégiques.

### Église et politique

(Suite de la première page.)

D'autre part, la commission épiscopale du monde ouvrier rend publique, au même moment, une note d'application « de la déclaration du conseil permanent. Rappelons, à cette occasion, que deux membres du parti communiste ont été élus au comité national de l'Action catholique ouvrière (le Monde du 2 mai) sans susciter sur le moment la moindre réaction publique des évêques présents ».

A dire vrai, ces documents ne contiennent pas de grandes nouveautés. C'est inévitable en cette matière, où depuis longtemps les deux camps se font face. D'une part, une main tendue dans l'ambiguïté ; d'autre part, l'affirmation réitérée d'une incompatibilité doctrinale entre le christianisme et le marxisme athée, assortie d'une possibilité de dialogue théorique et de collaboration pratique à déterminer selon les circonstances.

Les deux documents font une allusion.

### Mgr DEROUET : aider à voter.

Mgr Derouet, porte-parole de l'épiscopat, a déclaré à France-Inter : « Les évêques n'ont pas donné des directives aux chrétiens. Ils ont considéré comme des personnes majeures, n'est-ce pas ? capables de prendre leurs responsabilités. Mais la mission des évêques, c'est précisément de les aider par exemple à déposer leurs bulletins de vote dans l'urne en toute conscience de cause. Par conséquent, notre mission est de donner les éléments qui leur permettront justement de prendre des décisions en conséquence ».

télogues d'une partie des citoyens et les chrétiens aujourd'hui proclament la nécessité du pluralisme et de la démocratie, c'est pour contester les violences d'un libéralisme sans contrôle, mais aussi d'un totalitarisme qui impose la soumission. Dans l'un et l'autre cas, la dignité des personnes, élément fondamental de l'existence de l'homme comme tel, n'est pas respectée. Il y a là pour nous, l'enjeu d'un débat, d'une action au sein de la société. La déclaration fait état de refus de l'Église « de ce qui détruit l'homme et le réduit à n'être qu'un instrument de production, un consommateur de biens ou un moyen stratégique dans une action politique. Que Marx ait su naviguer à cent mètres de la réflexion sur le poids de l'économie et des rapports de production dans l'histoire des hommes de la société industrielle ne peut nous amener à soumettre tout le devenir de l'homme à cette dépendance historiquement déterminée. D'autant que l'économie ne peut rendre compte de tout ce qui habite une vie d'homme, dans la souffrance et la mort, dans l'amour et le tragique, dans la liberté et la grâce. Toutefois, le marxisme a une part de vérité que nous n'ignorons pas, et nous ne voulons pas nous contenter d'en dénoncer les limites et les dangers. Nous sommes chrétiens. Il nous amène à nous interroger sur les images de Dieu et de l'Eglise que nous donnons. Pour autant, nous ne saurions nous laisser réduire à l'humainisme de la foi et la trace du Créateur en chacun de nous, aligner notre espérance chrétienne sur le matérialisme historique et dialectique du parti communiste ».

En conclusion, les évêques déclarent « prendre très au sérieux ce que vivent des chrétiens et des marxistes combattants côte à côte au service de la justice. Si nous affirmons — avec les communistes eux-mêmes — des incompatibilités théoriques et pratiques entre la foi des chrétiens et le marxisme, nous acceptons la tâche que d'un dialogue et d'une confrontation ; mais il nous faut en préciser les limites, car les chrétiens entendent bien rester eux-mêmes ce qu'ils sont ».

Trois catégories d'hommes sont distinguées : ceux qui sont proches du marxisme ; ceux qui se veulent « pleinement marxistes et pleinement chrétiens » ; ceux qui adhèrent au parti communiste.

Nous n'avons pas, disent les évêques, « à donner des consignes dans un domaine qui relève de la responsabilité propre des individus dans leur choix de société. Mais il est nécessaire de dissiper des malentendus : les mêmes mots de justice ou de liberté, repris politiquement, n'ont pas toujours le même sens pour les chrétiens et les marxistes ».

Sur des « objectifs ponctuels » et seulement là, il est possible que chrétiens et marxistes de travailler ensemble.

Enfin, les évêques signalent l'échec d'un capitalisme néolibéral, d'un capitalisme destructeur des libertés, et recommandent l'urgence « d'inventer des voies nouvelles et des nouveaux styles démocratiques ».

\* Documents - Episcopat, C.C.P. 33 238 54 J, Centre Le Source, 108, rue du Bac, 75014 Paris cedex 07. (4 P.)

### LE MATIN : une séparation claire.

« La déclaration épiscopale va bien au-delà d'une condamnation de principe du marxisme. Bien que rédigée avec la prudence chère aux gens d'Eglise, le texte est formel : on ne peut être chrétien et membre du parti communiste. Pour lever toute équivoque sur ce point, l'Eglise, séparée, clairement les chrétiens et les autres. Pour le citoyen, en général, elle rappelle le droit au pluralisme politique. En revanche, elle interdit aux chrétiens le droit d'adhérer à l'une des composantes de ce pluralisme : le parti communiste ».

On peut remarquer le contraste qui existe entre cette exclusion frappant l'un des partis de l'Union de la gauche et la mollesse qui caractérise l'attitude de la hiérarchie catholique à l'égard des trotskistes. Visiblement, l'Eglise se refuse à prendre en considération l'évolution, importante du P.C.F. qui a commencé voilà quelques années et qui s'est accélérée ces derniers mois. Sa suspension, enfin, il faut bien le constater, celle d'une partie importante de l'opinion publique et de nombreux responsables politiques qui ne sont pas tous « de droite ».

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.

Le monde spatial européen répond à la demande des constructeurs des satellites. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires. Les constructeurs des satellites européens ont une demande croissante de satellites pour les applications civiles et militaires.



## SCIENCES

### L'Agence spatiale européenne repousse à la fin de juillet le choix des constructeurs des satellites de télécommunications

L'Agence spatiale européenne a repoussé au lundi 25 juillet le choix, primitivement attendu le 27 juin, puis le 8 juillet, du groupe industriel qui construira pour l'Europe un satellite lourd de télécommunications et de télévision. Deux groupes sont en concurrence vigoureuse. L'enjeu est d'importance : le satellite lourd est un prototype, qui devrait être suivi par plusieurs satellites opérationnels, dont la construction reviendra à ceux qui auront fait le prototype.

Engagés depuis le mois de février dernier dans la définition des programmes futurs de l'Europe spatiale, les pays membres de l'Agence spatiale européenne se sont trouvés presque inopinément devant un délicat problème de politique industrielle : y aura-t-il, en Europe, un ou deux groupes industriels constructeurs de satellites de télécommunications ? (Le Monde du 10 juin.) Le marché européen pour ces satellites ne sera pas négligeable dans les dix prochaines années. Le marché sera encore plus prometteur dans les pays du tiers-monde ; mais il faudra lutter, avec des armes forcément inégales, contre cinq constructeurs américains.

Le problème n'a pas été examiné au fond. Il s'est posé incidemment quand fut décidé de lancer un appel d'offres pour la construction d'un futur satellite H-SAT (heavy satellite, satellite lourd) d'un poids voisin de 900 kilos, donc adapté au lanceur Ariane qui peut envoyer cette masse en orbite géostationnaire. Deux fois plus lourd que les E.C.S. (European communication satellite) dont la construction était déjà prévue, H-SAT pourrait relayer un plus grand nombre de communications, et surtout renvoyer directement vers les antennes des particuliers plusieurs programmes de télévision. Cette dernière utilisation paraît avoir un bel avenir et elle explique la décision de principe de construire H-SAT.

Pour la charge utile, c'est-à-dire les relais et antennes récepteurs à bord du satellite, un seul groupe d'industriels, mené par la Société ouest-allemande AEG-Telefunken, a fait une proposition. Mais pour le corps du satellite — les techniciens parlent de plate-forme — l'Agence a reçu deux réponses : l'une du consortium MESSI, mené par la firme française Matra, et l'autre d'Eurosatellite, groupement dont le leader est une autre firme française, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS). Or il est déjà constructeur

La décision sera-t-elle prise le 25 juillet ? La République fédérale d'Allemagne, qui pousse à une décision rapide, semble montrer maintenant des réserves et choisirait éventuellement de construire un satellite national, adapté à ses besoins propres. Est-ce une évolution de sa politique, ou est-ce une manière de se placer pour la grande négociation finale de septembre ?

assurés, pourra aborder la très dure compétition internationale avec les Américains. La SNIAS répond qu'elle est bien d'accord sur le point de départ ; s'il y a deux constructeurs sur le marché européen, « ils seront forcément » et, ayant absolument besoin de marchés hors d'Europe, ils s'y montreront d'autant plus agressifs.

Il paraît cependant probable qu'au moment de la réunion d'Eurosatellite, pour des raisons de politique industrielle allemande, Le composant ouest-allemand de MESSI est la firme Erno, qui construit déjà le deuxième étage du lanceur Ariane et l'essentiel du laboratoire orbital Spacecab. Le composant allemand d'Eurosatellite est M.B.S. qui se retrouverait pratiquement sans plan de charge si le satellite lourd H-SAT lui échappait.

Mais peut-être aucun choix ne sera-t-il fait le 25 juillet. La République fédérale d'Allemagne paraît réservée. Elle n'apprécie guère le programme européen de télécommunications pour des raisons géographiques : les postes ouest-allemands perçoivent des redevances de transit pour les télécommunications inter-européennes qui traversent leur territoire. Ces redevances disparaîtraient si les communications se faisaient par satellite. Aussi, les postes allemands refusent-ils actuellement de participer à l'exploitation des satellites E.C.S.

#### L'ultime négociation

La satellite lourd, qui permet la diffusion directe de programmes télévisés, intéresse cependant l'Allemagne. Mais elle pourrait envisager de construire son satellite national, et l'a fait savoir de façon informelle. En février dernier déjà, lors de la réunion du conseil de l'Agence, l'Allemagne estimait que l'Agence devait avoir la charge de la recherche et du développement, mais non des phases opérationnelles, la commercialisation étant du ressort des industries concernées.

De toute façon, une décision prise le 25 juillet ne serait pas définitive. Ce ne serait que le choix d'un constructeur éventuel. Il faudra aussi approuver formellement — donc financer — la construction d'un satellite H-SAT. Cela fera partie du grand marchandage final, attendu pour septembre, où sera décidé l'ensemble du programme de télécommunications (H-SAT, le deuxième Ariane, deux E.C.S.) et les autres programmes (construction de six lanceurs Ariane, satellite SPOT d'observation de la Terre, etc.). Les difficultés actuelles traduisent peut-être la volonté des Etats membres de mieux se placer pour cette ultime négociation.

MAURICE ARVONNY.

De 15-7 au 31-8

#### PRÉPARATION PAR CORRESPONDANCE

Entrée  
Année préparatoire  
Fin Année Préparatoire  
Entrée 2<sup>e</sup> année  
Baccalauréat anglais  
15, av. Victor-Hugo  
75116 PARIS  
553-97-89

## ÉDUCATION

### L'institut des sciences juridiques d'Amiens va être transféré progressivement à Compiègne

L'institut des sciences juridiques d'Amiens, unité d'enseignement et de recherche « à dérogation », créée à la dernière rentrée, va sans doute progressivement être transféré à Compiègne, et va peut-être transformer ses activités. Cet institut avait été créé par une scission de l'U.E.R. de droit d'Amiens, pour accueillir les enseignants et les étudiants essentiellement de droit privé — hostiles à la grève contre la réforme du deuxième cycle universitaire au

printemps 1976. Le conseil d'administration de l'institut, réuni le mercredi 6 juillet, a décidé d'entreprendre des négociations avec le recteur de l'académie et la municipalité de Compiègne pour installer dans cette ville sa première année d'études, « compte tenu du refus du secrétariat d'Etat aux universités de maintenir à Amiens deux établissements dispensant un enseignement juridique » (Le Monde du 22 juin).

En fait, le secrétariat d'Etat, qui avait accordé au nouvel institut le droit de délivrer une licence en droit privé en 1976-1977, souhaitait désormais donner une orientation plus professionnelle à l'I.S.J. et en faire une sorte d'établissement de spécialisation au niveau de la maîtrise. Le groupe d'études techniques chargé d'examiner les formations de deuxième cycle s'est montré réservé sur les projets de diplômes présentés par l'I.S.J. Celui-ci n'a réussi à attirer qu'un nombre limité d'étudiants, et M. Georges Rouhette, ancien doyen de l'U.E.R. de droit d'Amiens, qui avait été un des responsables de la scission, a demandé à quitter Amiens pour Clermont-Ferrand, de même que son épouse, qui enseigne aussi à l'I.S.J.

#### Admissions aux grandes écoles

#### ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRONIQUE DE L'OUEST

Miles et MM. Abgrall, Sylvie Allard, Augereau, Olivier Bachelot, Barbaud, Bardon, Baril, Gilles Bataille, Luc Bello, Belleney, Bader, Belleuvre, Lolo Berthout, Bernard Body, Bonnaud, Bonnaud, Bonquillon de Frescheville, Jean-François Bouche, Bonnet, Boucher, Bourazel, Erick Brasseur, Brel, Brouillet, Elisabeth Brunel, Bulle;

Codu, Callet, Galtuoch, Caste, Carlin, Coudes, Chapeau, Gérard Chaignon, Clotier, Cocault, Christian Colas, Cornie, Olivier Cousin, Duden, Daudin, David, Jean-Marc Delattre, Desloges, Douais, Drenot, Dudard, Pascal Dufour, Jean-Marcel Duval, Eusault, Renoult, Fred Gailbourg, Bernard Girard, de Gouberville, Goult, Gourdon, Grison, Guichet, Guillard, Guilleux, Hénola, Jean, Pierre Jean, Jousaud, Joutteau, Pascale Julien, de Keratien, Estrouff, Kemaure;

Laboue, Frédéric Lacroix, Alain Le Dantec, Denis Le Marchal, Alain Yves Le Roux, Le Tonic, Lepinay, Loez, Margarin, Maquieu, Carole Martineau, Véronique Martineau, Meles, Jean-Marie Melay, Mevel, Molson, Moru, Padellès, Pairo, Pessat, Penabaz, Gérard Petit, Picardat, Piteau, Gilles Pissard, Pierre Piquet, Marc Prémel-Cabre, Gérard Prieux, Christophe Quesson, Rainteau, Ricordeau, Sylvie Robin, Daniel Romatin, Jean-Paul Savois, Sébastien Séchet, Siro, Soudard, Jean-François Tessier, Tsingopoulos, Vilato.

#### ARCHÉOLOGIE

Une exposition sur « L'archéologie, méthodes et techniques actuelles » est ouverte, jusqu'au 28 juillet, au musée archéologique de Dijon. Elle résume des efforts conjugués de trois établissements : le musée d'Annecy, qui a élaboré les panneaux, et les musées de Montbliard et de Dijon, qui ont illustré le sujet. Dans le cadre de l'exposition seront présentés des projections de films, de 20 heures à 22 heures sur l'archéologie aérienne du nord de la France et le travail archéologique en laboratoire. (Corresp.)

5, rue du Docteur-Maret. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

## JEUNESSE

PRECISION. — Sous le titre « Les associations de jeunes Russes émigrés comptent près d'un million de membres », nous avions donné, dans le Monde du 19 avril, la liste de quatre organisations groupant des jeunes Russes blancs de la « troisième génération ». Cette liste est incomplète. Il existe aussi une association des Éclaireurs russes en France, dont le siège social est 12, rue Daru, 75008 Paris (tél. : 227-37-34). Son vice-président, M. Vladimir Golovinski, nous a indiqué qu'elle compte une centaine de membres, et s'est notamment donnée pour objectif « de participer à l'œuvre de mutuelle compréhension et entendement des peuples », et maintenant le lien de ses membres « avec la nationalité de leurs aïeux ».

#### Un choix difficile

Il s'agit donc bien de choisir le constructeur de cette série. Si c'est MESSI, l'Europe n'aura qu'un constructeur. Si c'est Eurosatellite, il y en aura deux, l'un (MESSI) spécialisé dans les satellites de télécommunications de 900 kilos, l'autre (Eurosatellite) spécialisé pour la « gamme » des 900 kilos.

Conscient de ce problème, le conseil de l'Agence a décidé... de se donner le temps de la réflexion. Le choix du constructeur devait être fait le 7 juillet. Il est renvoyé au 25 du même mois.

La question est donc : un groupe ou deux groupes ? Le choix ne sera pas facile, les arguments s'équilibrent : Matra prétend que l'Europe ne peut « nourrir » qu'un constructeur qui, ses arrières

**Le Hameau de la Lubiane/Vence**

dans un parc de 5.000 m<sup>2</sup> avec une rivière ;  
5 petits immeubles de 3 étages du studio au 5 pièces  
habitable 3ème trimestre 77

- Cuisine équipée
- Chauffage électrique individuel
- Crédit possible
- Excellent placement locatif

Bureau de vente sur place :  
Chemin de St Colomba  
ou  
D.I.C. 82, la Croisette  
Cannes - 06  
Tél. (03) 99.25.81/99.35.15

**TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU**

GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS 1 ou 2 places « Toutes essences de bois »

**DU CAL**

EXPOSITION et DEMONSTRATION  
**CAPELOU** distributeur  
37, Av. de la République  
PARIS XI<sup>e</sup> - Métro PARENTIER  
Tél. 357.48.35

Quel mari laisserait sa femme seule dans une chambre d'hôtel, en voyage de noces, pour rechercher l'aventure dans les petites rues de Naples ? Et quelle épouse s'assourdirait d'ennui en attendant son retour ? Ces personnages existent dans

**LA DAME CHASSERESSE**  
contée par Philippe de Balfine  
le roman de l'été, chez

**TCHOU**

Un orgue électronique **HAMMOND** avec 1760 F au comptant

**ILLE CENTER MUSIQUE**  
(instruments de musique, cassettes, disques)  
209, rue de la Fayette - Paris 10  
Tél. : 208.61.87

Les mémoires les plus hardis jamais publiés

**Roger Peyrefitte**

propos secrets

Albin Michel

**Roger Peyrefitte**

propos secrets

Albin Michel

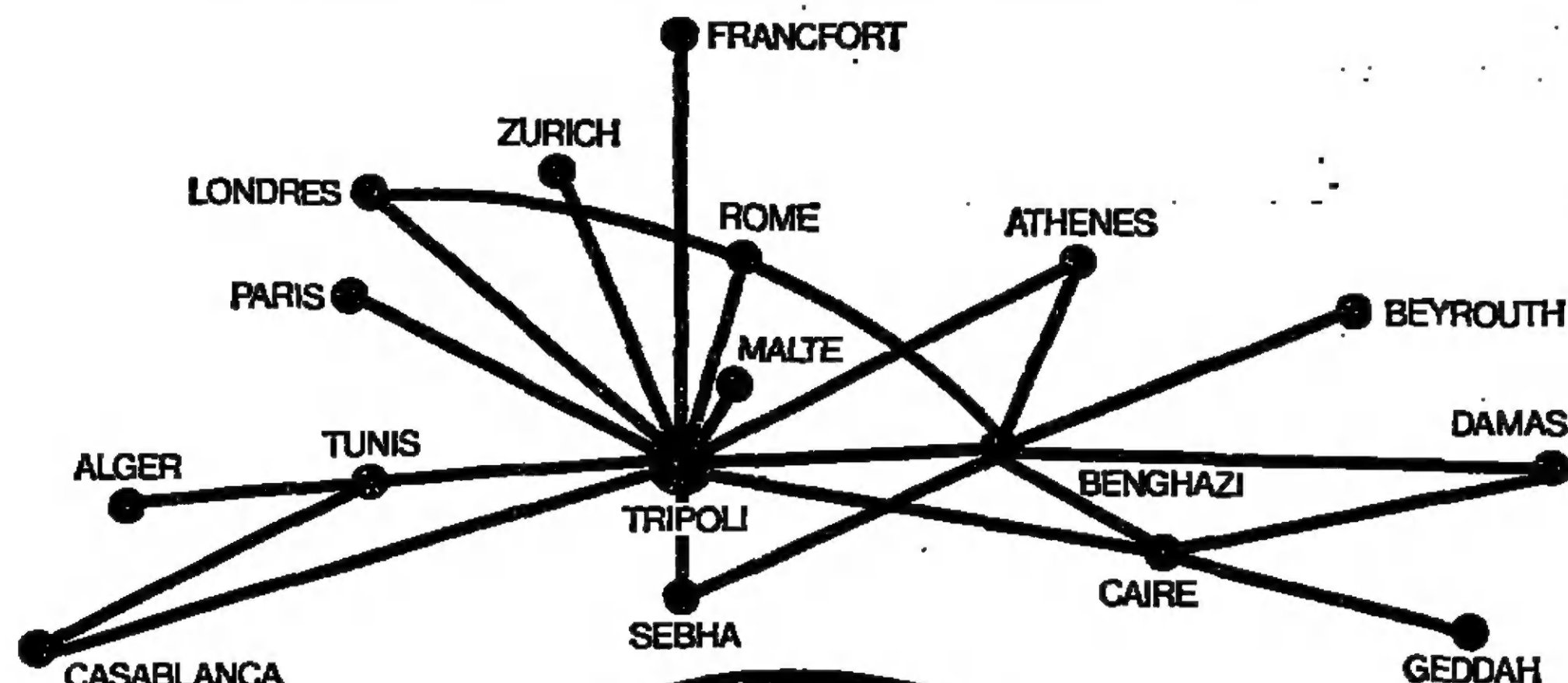
**Roger Peyrefitte**

propos secrets

Albin Michel



● **FRANCEFORT**



**\*JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE SOCIALISTE.**

**MICHEL BOLE-RICHARD.**

**LAURENT GREU CÂME**

**GEORGES SUEUR.**

M<sup>r</sup> Jean-Jacques de Félice, n'apportant le débat dans un cadre plus général, rappelait le statut juridique diminué du travailleur immigré, sur lequel pèse la menace permanente de l'expulsion, même au niveau de la seconde génération : de jeunes étrangers vivant en France depuis leur naissance, se retrouvent alors

**SECRET**

[illegible]

Chaque français  
utilise 6 kilos de pétrole par  
jour.  
Il faut bien que quelqu'un  
les trouve.

**Companias BAA**



# JUSTICE

## L'OCCITAN AU PRÉTOIRE

De notre envoyé spécial

Castres. — « Vous vous appelez bien Serge Viaules ? »  
— « Oui, répond le prévenu, un solide paysan taraté âgé de vingt-six ans, chevelu et barbu, qui arbore sur son veston un écusson catalan. Vivant de l'élevage de ses chèvres et des allocations de chômage, il paraît être complètement heureux s'il ne s'était senti un jour concerné par le sort des habitants du Larzac. Le 1<sup>er</sup> janvier 1976, il renvoie son livret militaire au ministre de la Défense. Aujourd'hui, mercredi 6 juillet, devant le tribunal d'instance de Castres, « Sergi Viaules » veut assumer lui-même sa défense en occitan et a refusé le concours d'un avocat. Il sort de sa poche deux feuillets qu'il veut lire devant les juges. Il n'arrive pas à terminer sa première phrase : « Vous êtes devant un tribunal français, vous êtes citoyen français, exprimez-vous en français », réplique Mlle Ariette Lafont, la présidente.  
Le prévenu s'obstine à répondre en occitan à toutes les questions posées en français. Il arrive cependant pas à émouvoir l'avocat général, M<sup>re</sup> François Saint-Germes, qui, ancien élève de Liberté Salviat, premier maître de la langue d'oc, nourri de sa gascogne, lance au prévenu : « Ce que vous prenez pour de l'occitan n'est dans votre bouche que du patois. » Et de citer à l'appui deux beaux vers languedociens de la Toulouse-Lautaud.  
Que faire, pourtant, du gentil chervier, chômeur et idéaliste ? L'avocat général ne va pas très loin dans son réquisitoire. Le président entraîne ses assesseurs dans un bref délibéré. Réponse : 400 F d'amende. « Grâce au Larzac, l'occitan est entré dans un prétoire », dira, en sortant, un ami du prévenu. LÉO PALACIO.

## SPORTS

### LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

#### Le plan d'Eddy Merckx

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Après six étapes et une journée de repos propice à la réflexion, on dénombre une dizaine de favoris... qui suscitent tous des réactions. Eddy Merckx est bien jeune, et Merckx ne l'est peut-être plus assez. Thénisien est fort, mais irrégulier ; Laurent, régulier mais présumé fragile ; Kuiper, solide mais isolé, en dépit des apparences. Quant à Van Impe et Zoetemelk, ils ont cédé du terrain sur le circuit du lac à Bordeaux, et il est évident qu'ils ne s'imaginent pas à l'heure actuelle à l'heure de l'effort. Thureau a porté son avance à cinq minutes secondes. Cette marge de sécurité peut sembler dérisoire, compte tenu des difficultés qui l'attendent. Cependant, il a enlevé trois étapes, dont deux contre la montre, prouvant peu à peu sa confiance en ses moyens. Il a consolidé sa position et impressionné l'adversaire en différentes circonstances. Ce n'est pas négligeable.

JACQUES AUGENDRE.

### OMNISPORTS

#### LES FÉDÉRATIONS A LA RECHERCHE DES RESSOURCES EXTRA-BUDGÉTAIRES

Un Comité d'action pour le développement de la pratique sportive (C.A.D.S.) vient d'être créé sur l'initiative de M. Collard, président du Comité national olympique et sportif français, et de M. Sastre, président de la Fédération française de football. Le comité se donne pour mission non seulement de sensibiliser l'opinion publique sur la nécessité de développer le sport de masse, mais aussi de rechercher des moyens extra-budgétaires pour financer son programme.

Le gouvernement, au demeurant, s'était engagé, lors de la discussion sur la loi de finances, en novembre 1976, à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un rapport sur la recherche des moyens budgétaires et extra-budgétaires en faveur du sport. Quels pourraient être ces moyens ? Le C.A.D.S. envisage trois possibilités : 1) le mécénat industriel (assort d'allégements fiscaux) ; 2) les concours de promotions sur les matches de football ; 3) un prélèvement de 1 % sur la part revenant aux parieurs du P.M.U. et du Loto.

Il s'agit de créer un fonds d'aide à la pratique sportive pour couvrir des besoins estimés à 220 millions de francs.

(Publité)  
4<sup>e</sup> aux terminales  
dès la rentrée 77, préparez  
un bac « C »

Bâtiment de l'équipe SOS-MATH, l'Institut de Monceau (mixte) propose pour accéder à la section « C », des études intensives avec horaires renforcés et petits effectifs dans un système rigoureux.

INSTITUT DE MONCEAU  
Etablissement d'enseignement privé  
31, r. de Monceau (87). 753-61-24  
Métro St-Philippe ou Étoile (RER)

SC. PO.  
IPEC  
Enseignement supérieur privé  
46, bd St-Michel  
63012/63015/63017  
(au cœur du Quartier Latin)  
documentation sur demande

L'année préparatoire à  
**Médecine**

vous permet d'acquies (octobre à juin) un niveau supérieur au Bac C, car les chances de réussite en fin de 1<sup>re</sup> année, sans préparation et sans méthode sont : Bac A et B = 1 %  
Bac C = 6 %  
CEPES 1977-1978 : 722.914 et 745.019

Plusieurs cycles  
de préparation  
pour entrer en Année  
Préparatoire et 2<sup>e</sup> année  
de l'IEP.  
Petits groupes.  
Contrôles fréquents.

1 million de tonnes de pétrole  
extraites chaque année en France.  
Reste 99 millions de tonnes  
à trouver.

Compagnies Pétrolières : de l'énergie à votre service.

## Le procès de deux auteurs présumés du raid contre les chais Ramel en 1976

Ne pas réveiller un volcan mal éteint

De notre envoyé spécial

propos de la partie civile, constituée par M. Pierre Ramel, que dans ceux de la défense ou de l'accusation, il y avait un dénominateur commun : le mot « espionnage ». M. Ramel ne demandait qu'un franc symbolique de dommages et intérêts — après avoir reconnu que les dégâts subis avaient été, depuis, indemnisés par les pouvoirs publics. Pour sa part, le procureur de la République, M. Taillole, a fait remarquer que les deux prévenus n'étaient que des « complices », les « principaux » et véritables responsables » du « commando » contre les chais Ramel n'ayant pu être retrouvés.

« Noire beau pays de France »

Le dossier était particulièrement mince, et le procureur l'a admis en déclarant que l'instruction avait été très « déficiente » et que les éléments retenus pour l'accusation n'étaient ni vraiment « nets », ni satisfaisants. A l'appui de ce, le représentant du ministère public a lu les conclusions du rapport d'enquête des services de police judiciaire de Montpellier, dans lequel les enquêteurs avaient pris le soin de préciser : « Le climat social dans lequel se déroule cette enquête ne permet pas d'aboutir à un meilleur résultat. » Cela signifie, en réalité, que l'on s'est gardé de pousser trop loin les investigations dans cette affaire, de crainte de provoquer une nouvelle explosion.

La défense n'a pas appelé que, juste avant les faits, les dirigeants du comité d'action viticole auraient, lors de démonstrations, obtenu les noms des cinq grands importateurs de vin italien, un de leurs interlocuteurs leur ayant même précisé que M. Ramel était

## EN BREF...

■ L'ancien détenu avait été libéré abusivement. — Le tribunal d'instance du quatorzième arrondissement a condamné, le 28 juin, l'Association du foyer du jeune libéré, du pasteur Ernest Arnaud, à payer 3.181 F d'indemnité légale de licenciement et 65.000 F à titre d'indemnité pour licenciement abusif à M. Robert Segal, un ancien détenu relâché le 13 décembre 1976 de son poste de directeur du foyer Aléa.

■ L'avocat du « Meilleur » suspendu pour trois mois. — Le cour d'appel de Toulouse a confirmé, mardi 5 juillet, la décision du conseil de l'ordre des avocats de Toulouse suspendant pour trois mois M<sup>re</sup> René Segal, l'avocat toulousain qui avait plaidé à plusieurs reprises pour l'abandon de la poursuite de la Meilleur dans des procès en diffamation (le Monde des 13-14 et 29 mars). Il est reproché à M<sup>re</sup> Segal, un ancien détenu relâché d'abusivement d'une campagne de Meilleur mettant en cause d'autres avocats de Toulouse.

■ Le docteur Jean Lamy et Mme Madeleine Darc, directrice d'une maison d'accueil pour enfants de Grasse, poursuivis pour homicide involontaire, non-assistance à personne en danger et non-déclaration de maladie contagieuse après la mort d'une fillette, Nathalie Gras, le 9 octobre 1976 (le Monde du 17 octobre et du 14-15 décembre 1976), ont été relaxés, mardi 5 juillet, par le tribunal correctionnel de Grasse. Le tribunal a estimé que les accusés ne se trouvaient pas dans une situation de responsabilité « sans fondement ». — (Corresp.)

■ Mort d'un nouveau-né dans une couveuse à Roanne. — Un bébé, Nardes Bonchou, dont les parents sont domiciliés à Amplepuis (Rhône), a succombé, samedi 3 juillet, vers 4 heures, dans une couveuse du centre hospitalier de Roanne, où sa mère avait accouché la veille. Par suite d'une série de défaillances techniques, la température de l'incubateur était passée de 28 à 41 degrés. Le par-

## FAITS ET JUGEMENTS

Procès de Jean Pierotti  
devant le tribunal  
correctionnel de Toulon.

Poursuivi pour escroquerie, abus de confiance aggravé par l'appel à l'épargne publique, abus de biens sociaux, infraction aux lois sur les sociétés, usurpation de la profession de banquier et faux en écritures de commerce, M. Jean Pierotti, âgé de quarante-neuf ans, directeur d'un cabinet de prêts hypothécaires à Toulon, a comparu, le mercredi 6 juillet, devant le tribunal correctionnel de cette ville, que présidait M. Adolphe Amseisen. Arrêté le 20 septembre 1974 (le Monde du 25 septembre 1974) et incarcéré depuis cette date, M. Pierotti, surnommé « Monsieur 15 % » pour avoir consenti des placements rémunérés à ce taux, avait réussi à drainer en quelques années une somme de 11 millions de francs provenant de 8.777 prêteurs. En dehors de Toulon, il avait ouvert des bureaux à Nice, à Grasse, à Marseille et à Nancy. L'affaire a fait apparaître un « trou » provisoirement estimé à 22 millions de francs, dont 2,5 millions de francs provenant de prélèvements personnels effectués par M. Pierotti.

Aux côtés de M. Pierotti, comparaissent son comptable, M. Alfred Mancini, âgé de soixante ans, inculpé de faux en écritures de commerce.  
Au cours de l'audience, le courtier toulonnais a estimé que la cause de sa déconfiture provenait de son arrestation et qu'il aurait pu redresser la situation. M. Girard, pour la partie civile, s'est interrogé sur le laxisme de certaines autorités à propos d'une affaire dont on pouvait redouter dès 1969 qu'elle déstabilise un jour, puis à cette date, M. Pierotti avait fait l'objet d'une plainte de la commission de contrôle des banques et d'une enquête financière du S.R.P.J. M<sup>re</sup> Girard a également laissé entendre que le courtier bénéficiait de protections. — (Corresp. rég.)

Non-lieu  
pour Fabienne R...  
à Pontoise.

Une ordonnance de non-lieu a été rendue, le 6 juillet, par M. Claude Hermès, juge d'instruction au tribunal de Pontoise (Val-d'Oise) en faveur d'une jeune fille, Fabienne R., dix-neuf ans, qui était inculpée d'infanticide le 1<sup>er</sup> juin dernier dans des circonstances et sur des présomptions pour le moins discutables (le Monde du 5 juillet). Cette ordonnance a été prononcée par M. Claude Hermès un an après la découverte du cadavre d'une nourrisson, retrouvé noyé dans l'Oise et par suite d'un rapprochement effectué avec une lettre trouvée dans un couloir du lycée de Pontoise, où il était question d'une certaine Fabienne, en état de grossesse. Fabienne R. avait refusé à plusieurs reprises de se soumettre à l'expertise gynécologique exigée par le magistrat instructeur.

La mort d'une fillette  
dans un institut  
médico-pédagogique.

« La condition humaine est telle qu'il est souvent plus facile de découvrir après un accident ce qu'il aurait fallu faire pour l'éviter, que de prévoir avant qu'il ne se réalise », affirme le tribunal correctionnel de Saint-Etienne dans un jugement du mardi 5 juillet par lequel il refuse de retenir le délit d'homicide involontaire contre Mlle Suzanne Rieu, directrice de l'institut médico-pédagogique Sainte-Mathilde de Saint-Chamond (Loire). Dans cet établissement, une fillette, âgée de quatre ans, Alexandrine Louvignat, était morte étouffée, la tête coincée entre deux barreaux de son lit au cours de la nuit du 8 au 9 juin 1976. La Croix-Rouge, civilement responsable, devra verser 63.000 francs de dommages et intérêts à la famille de l'enfant. — (Corresp.)

Chaque français  
utilise 6 kilos de pétrole par jour.  
Il faut bien que quelqu'un  
les trouve.

Compagnies Pétrolières : de l'énergie à votre service.



Compagnies Pétrolières : de l'énergie à votre service.



Compagnies Pétrolières : de l'énergie à votre service.



## AÉRONAUTIQUE

### L'abandon du bombardier B-1 ne remet pas en cause l'accord SNECMA-General Electric sur le réacteur CFM-56

La décision du président Carter d'abandonner la production en série du bombardier B-1 ne devrait pas avoir d'effet sur la construction, en commun, par la France et les États-Unis, du réacteur CFM-56 de 10 tonnes de poussée qui emprunte beaucoup à la technologie du réacteur destiné au B-1 américain. C'est du moins ce qu'il est affirmé, de sources officielles, à General Electric et à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA), partenaires dans le programme en coopération du réacteur CFM-56.

Depuis la fin de 1971, General Electric et la SNECMA ont conclu un accord de collaboration aux termes duquel la société américaine est responsable du développement du générateur de gaz et du système de régulation du CFM-56, tandis que la SNECMA est chargée du développement du reste du moteur et de sa certification.

Or le corps haute pression du réacteur CFM-56, qui revient à General Electric, emprunte beaucoup d'éléments au réacteur F-101 qui devait équiper le bombardier américain B-1. Le fait que la partie centrale du F-101 soit commune avec le réacteur CFM-56 avait, du reste, été à l'origine du refus de l'administration américaine, à la fin de 1972, d'autoriser la collaboration entre General Electric et la SNECMA. Ce n'est que lors de l'entrevue de Reykjavik, en mai 1973, que Georges Pompidou obtint du président Nixon que l'administration américaine lève l'embargo sur l'accord concernant le CFM-56. Le Pentagone et le ministère américain du Commerce justifiaient leur attitude en raison du fait que le F-101 était un réacteur militaire couvert par le secret de défense et que cette technologie ne pouvait, sans risque, tomber aux mains de clients civils du CFM-56.

Depuis, la collaboration entre la SNECMA et General Electric a continué dans de bonnes conditions. Le CFM-56 a atteint, à ce jour, treize mille heures d'essais sur les vingt mille heures nécessaires à sa certification internationale. Ce réacteur est en essai sur un avion de transport améri-

## MÉDECINE

### La Fédération française des industries du médicament réaffirme son hostilité à la nationalisation du secteur pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique est une industrie mal aimée, que son cynisme même a posée en cible, ces dernières années, des tenants de l'austérité et nationalisations. Ainsi pourraient être résumées les motivations des dirigeants de la Fédération française des industries du médicament, qui réunissent, mardi 5 juillet, pour la première fois, devant eux, le bilan de la vaste entreprise de relations publiques menée depuis le 13 avril (Le Monde du 9 avril).

Des relations publiques d'un mode particulier puisqu'elles ont emprunté un train dénommé "pour la circonstance" "truth and security", transformé en forum et autour duquel se sont organisés pendant près de trois mois, et dans toute la France, des débats (Le Monde du 9 avril).

M. Gabriel Maillard, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, a indiqué

## AUJOURD'HUI

### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 7 juillet 1977 :

#### UN DÉCRET :

● Portant application de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-986 du 17 mai 1945 et relatif aux conditions d'entrée en jouissance d'une pension de retraite différée pour les agents des collectivités locales avant la qualification d'ancien combattant ou prisonnier de guerre.

#### UN ARRÊTÉ :

● Relatif au tarif des honoraires alloués aux architectes et techniciens appelés à prêter leur concours aux organismes bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré en vue de la construction d'immeubles d'habitation.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 7 JUILLET, À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 7 juillet à 6 heures et le vendredi 8 juillet à 24 heures.

La perturbation venue d'Espagne, qui apportait jeudi matin des nuages plus abondants avec quelques pluies et orages sur le Bassin aquitain et le Limousin continuera à se déplacer vers l'est et affectera une grande partie de la France, mais avec une activité plus marquée sur le Midi et le Centre.

Vendredi, cette perturbation apportera nos régions d'étendues de la Bretagne aux frontières du nord et du nord-est, où le temps restera bien brumeux, avec quelques pluies temporaires, mais sans caractère de pluie de pluie.

Sur le reste de la France, le temps sera assez variable. Le matin on notera des orages peu nombreux et quelques pluies des Charentes au Massif Central, aux Alpes, et à la Corse, et aussi quelques pluies, réduites des orages de la vallée, sur le Bassin aquitain. Le soir, les orages, plus nombreux, se localiseront surtout du Val de Loire au sud du Bassin parisien, au Jura et aux reliefs de l'Est et du Sud-Est. Ils seront parfois violents et accompagnés de fortes rafales de vent. Les températures maximales seront un peu basses, parfois sensibles, sous les orages.

Jeudi 7 juillet à 6 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-La Bourget de 1015,5 millibars soit 755,9 millibars de mercure.

### PRÉVISIONS POUR LES 8-11-77 DÉBUT DE MATINÉE



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 7 juillet) : Aljicé, 18 min ; Biarritz, 21 et 17 ; Bordeaux, 23 et 17 ; Brét, 25 et 15 ; Caen, 24 et 14 ; Cherbourg, 22 et 15 ; Clermont-Ferrand, 23 et 15 ; Dijon, 22 et 17 ; Grenoble, 25 et 15 ; Lille, 27 et 15 ; Lyon, 23 et 15 ; Marseille-Marseille, 25 et 18 ; Nancy, 27 et 13 ; Nantes, 26 et 18 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Paris-La Bourget, 23 et 18 ; Pau, 23 et 18 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 23 et 18 ; Toulon, 23 et 18 ; Toulouse, 23 et 18 ; Vannes, 23 et 18 ; Zénaga, 23 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 18 degrés ; Amsterdam, 27 et 14 ; Athènes, 31 et 24 ; Berlin, 23 et 14 ; Bonn, 23 et 14 ; Bruxelles, 27 et 18 ; Casablanca, 24 et 18 ; Copenhague, 22 et 15 ; Genève, 23 et 15 ; Lisbonne, 23 et 18 ; Londres, 23 et 13 ; Madrid, 26 et 11 ; Moscou, 25 et 18 ; New-York, 28 et 20 ; Palma de Majorque, 28 et 17 ; Rome, 27 et 18 ; Stockholm, 17 et 14 ; Téhéran, 39 et 27.

## DÉFENSE

### L'Irak recevra pour 7 milliards de francs de matériels militaires de conception française

Après le voyage du premier ministre à Bagdad, les 25 et 26 juin dernier, le gouvernement irakien vient de confirmer à la France la conclusion d'une série d'accords sur des ventes de matériels militaires comprenant, principalement, des avions Mirage F1, des hélicoptères et des missiles (Le Monde du 27 juin).

Selon des informations de bonne source à Paris, le montant de ces transactions est de 7 milliards de francs. Pour l'essentiel, il s'agit de la fourniture à l'Irak de soixante-douze intercepteurs Mirage F1 en deux tranches de livraison, avec leurs missiles Magie, au terme de négociations entre les deux pays qui durent depuis plusieurs années et qui ont longtemps échoué sur le montant financier de la commande et sur la nature des matériels électroniques accompagnant les avions. L'équipement au sol de l'armée irakienne devra être modernisé et la formation des pilotes ou mécaniciens assurée par l'armée de l'air française et les industriels concernés.

En plus de cet accord de prin-

### LA C.G.T. : la propagande du C.N.P.F.

C'est précisément en une nationalisation de l'industrie pharmaceutique dans son ensemble que la C.G.T., pour sa part, voit un remède à l'empirisme de quelques généraux et à la féodalité financière. Tenant au même moment une conférence de presse parallèle, les responsables de la Fédération nationale des industries chimiques (F.N.I.C.) ont signalé l'initiative du "train santé", qui, ont-ils dit, s'inscrit en droite ligne dans la propagande du pouvoir et du C.N.P.F.

Non seulement les dirigeants de la branche maintiennent les spéculations sur la santé de la population, estime la C.G.T., pour qui les trusts de ces industries réalisent scandaleusement des bénéfices colossaux et dépriment l'innovation des groupes étrangers dans cette branche, alors que la recherche en France se trouve placée dans une situation de misère.

Les responsables de la Fédération ont conclu sur la nécessité d'instaurer "un grand débat public télévisé sur le thème de la nationalisation de l'industrie pharmaceutique". — C. B.

● La Confédération nationale des syndicats dentaires (C.N.S.D.) vient de signer avec la Caisse nationale d'assurance maladie un accord remettant en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1977 la convention provisoire signée le 18 juillet 1975 qui n'avait pas été reconduite le 1<sup>er</sup> janvier dernier. La signature d'une convention définitive reste liée pour les dirigeants de la C.N.S.D. à la satisfaction de leurs principales revendications : notamment un meilleur remboursement des soins conservateurs et des prothèses.

Cabinet Pelletier et Savaget, avocats, Saint-Nazaire, S.O.P. Jozel, S.O.P. Tardieu, notaires à Nantes.

● Vite aux enchères, salle municipale Mesquieu, le 8 septembre 1977, 14 h. de pour la plupart constructibles

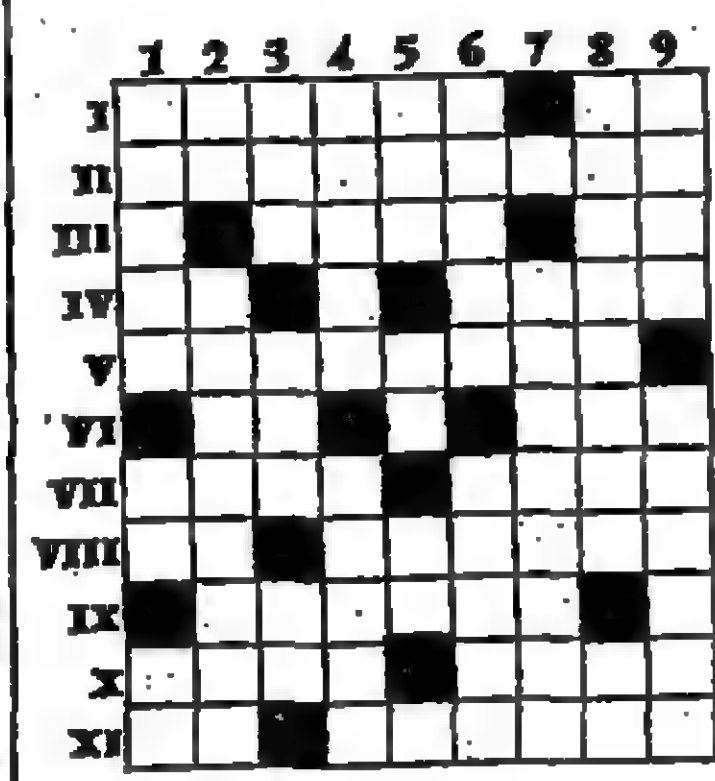
19 PARCELLES pour MESQUER et PIRAC (44)

Etude de M<sup>re</sup> Georges LEMAITRE, notaire à BUE. — FAL : 25-06-11 Le samedi 23 juillet 1977, à 15 heures, en la salle du CROTOY (Somme)

des 9 HUTTES de CHASSE du Marais du CROTOY appartenant à ladite Commune

## MOTS CROISÉS

### PROBLEME N° 1808



#### HORIZONTALEMENT

I. Nérolus qu'en plein jour ; Ensis par une brèche égarée.  
II. Mal en point. — III. Fut ravie ; Au Japon, ne prête pas à rire.  
IV. Préface ; Conforme à la raison. — V. Cressent des trous pour en boucher d'autres. — VI. Marque un progrès en amour ; Elément d'une frange. — VII. Oriental vigoureux ; Mit tout le monde sur pied. — VIII. Abréviation ; En rapport avec des sommiers. — IX. Ancien moyen de communication. — X. Acoustique grave ; Travail d'un maître. — XI. Participe à la couleur locale ; Frappée.

VERTICALEMENT

1. Souvent traité par son corps ; Cressant ; Symbole. — 2. Extrait de Chopin ; Sans mélanges savants. — 3. En Suisse ; Non violé ; Plus en place (épée). — 4. Voie d'eau ; Coiffure ou bijou. — 5. Ne tire donc pas à conséquence ; Recours d'écrousses ; Négation. — 6. Ville de Syrie ; Habitait l'Olympe. — 7. Point du jour. — 8. Pour le diable, c'est l'enfer ; Fin de participation. — 9. Son aventure ne put que le charmer ; Fugitives impressions.

Solution du problème n° 1807

Horizontalement  
I. Force ; Alt. — II. Ondines.  
III. Ré ; Tut. — IV. Transpire.  
V. Ut. — VI. Nus ; Alas.  
VII. Escalier. — VIII. Eldern.  
IX. Ass ; Sasse. — X. Viseur.  
XI. Cobes ; Ste.

Verticalement  
1. Fortune ; Arc. — 2. Onérouse.  
3. RD ; Sola. — 4. Cima ; Ad.  
Vé ; 6. Enz ; Aléa. — 6. Fal.  
Vé ; 7. Asti ; Messes. — 8. Ur.  
A.R. ; Sut. — 9. Ratas ; Stère.

GUY BROUTY.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 487-23

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - EOM.

108 F 155 F 201 F 278 F

TOUTES PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

155 F 215 F 253 F 330 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PARIS-BAS - SUISSE

115 F 130 F 165 F 200 F

II. - TUNISIE

175 F 225 F 275 F 330 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par

chèque postal (toute volte) vou-

dront bien vouloir en faire la

leur demande.

Changements d'adresse dé-

clatés ou provisoires (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

répondre aux lettres reçues en

capitales d'impression.

# Le Monde DES L

The little big man

## Quand Octavio Paz dit la lumière

### Visites, conférences

#### VENDREDI 8 JUILLET

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : 10 h. 30, Grand Palais, M<sup>me</sup> Germaine Albaret, « L'Isle de la 45, 46, 47, avenue des Gobelins, M<sup>me</sup> Bachet, « La Manufacture des Gobelins ».

15 h., 15 h. 30, 15 h. 45, 16 h., 16 h. 30, 16 h. 45, 17 h., 17 h. 30, 17 h. 45, 18 h., 18 h. 30, 18 h. 45, 19 h., 19 h. 30, 19 h. 45, 20 h., 20 h. 30, 20 h. 45, 21 h., 21 h. 30, 21 h. 45, 22 h., 22 h. 30, 22 h. 45, 23 h., 23 h. 30, 23 h. 45, 24 h., 24 h. 30, 24 h. 45, 25 h., 25 h. 30, 25 h. 45, 26 h., 26 h. 30, 26 h. 45, 27 h., 27 h. 30, 27 h. 45, 28 h., 28 h. 30, 28 h. 45, 29 h., 29 h. 30, 29 h. 45, 30 h., 30 h. 30, 30 h. 45, 31 h., 31 h. 30, 31 h. 45, 32 h., 32 h. 30, 32 h. 45, 33 h., 33 h. 30, 33 h. 45, 34 h., 34 h. 30, 34 h. 45, 35 h., 35 h. 30, 35 h. 45, 36 h., 36 h. 30, 36 h. 45, 37 h., 37 h. 30, 37 h. 45, 38 h., 38 h. 30, 38 h. 45, 39 h., 39 h. 30, 39 h. 45, 40 h., 40 h. 30, 40 h. 45, 41 h., 41 h. 30, 41 h. 45, 42 h., 42 h. 30, 42 h. 45, 43 h., 43 h. 30, 43 h. 45, 44 h., 44 h. 30, 44 h. 45, 45 h., 45 h. 30, 45 h. 45, 46 h., 46 h. 30, 46 h. 45, 47 h., 47 h. 30, 47 h. 45, 48 h., 48 h. 30, 48 h. 45, 49 h., 49 h. 30, 49 h. 45, 50 h., 50 h. 30, 50 h. 45, 51 h., 51 h. 30, 51 h. 45, 52 h., 52 h. 30, 52 h. 45, 53 h., 53 h. 30, 53 h. 45, 54 h., 54 h. 30, 54 h. 45, 55 h., 55 h. 30, 55 h. 45, 56 h., 56 h. 30, 56 h. 45, 57 h., 57 h. 30, 57 h. 45, 58 h., 58 h. 30, 58 h. 45, 59 h., 59 h. 30, 59 h. 45, 60 h., 60 h. 30, 60 h. 45, 61 h., 61 h. 30, 61 h. 45, 62 h., 62 h. 30, 62 h. 45, 63 h., 63 h. 30, 63 h. 45, 64 h., 64 h. 30, 64 h. 45, 65 h., 65 h. 30, 65 h. 45, 66 h., 66 h. 30, 66 h. 45, 67 h., 67 h. 30, 67 h. 45, 68 h., 68 h. 30, 68 h. 45, 69 h., 69 h. 30, 69 h. 45, 70 h., 70 h. 30, 70 h. 45, 71 h., 71 h. 30, 71 h. 45, 72 h., 72 h. 30, 72 h. 45, 73 h., 73 h. 30, 73 h. 45, 74 h., 74 h. 30, 74 h. 45, 75 h., 75 h. 30, 75 h. 45, 76 h., 76 h. 30, 76 h. 45, 77 h., 77 h. 30, 77 h. 45, 78 h., 78 h. 30, 78 h. 45, 79 h., 79 h. 30, 79 h. 45, 80 h., 80 h. 30, 80 h. 45, 81 h., 81 h. 30, 81 h. 45, 82 h., 82 h. 30, 82 h. 45, 83 h., 83 h. 30, 83 h. 45, 84 h., 84 h. 30, 84 h. 45, 85 h., 85 h. 30, 85 h. 45, 86 h., 86 h. 30, 86 h. 45, 87 h., 87 h. 30, 87 h. 45, 88 h., 88 h. 30, 88 h. 45, 89 h., 89 h. 30, 89 h. 45, 90 h., 90 h. 30, 90 h. 45, 91 h., 91 h. 30, 91 h. 45, 92 h., 92 h. 30, 92 h. 45, 93 h., 93 h. 30, 93 h. 45, 94 h., 94 h. 30, 94 h. 45, 95 h., 95 h. 30, 95 h. 45, 96 h., 96 h. 30, 96 h. 45, 97 h., 97 h. 30, 97 h. 45, 98 h., 98 h. 30, 98 h. 45, 99 h., 99 h. 30, 99 h. 45, 100 h., 100 h. 30, 100 h. 45, 101 h., 101 h. 30, 101 h. 45, 102 h., 102 h. 30, 102 h. 45, 103 h., 103 h. 30, 103 h. 45, 104 h., 104 h. 30, 104 h. 45, 105 h., 105 h. 30, 105 h. 45, 106 h., 106 h. 30, 106 h. 45, 107 h., 107 h. 30, 107 h. 45, 108 h., 108 h. 30, 108 h. 45, 109 h., 109 h. 30, 109 h. 45, 110 h., 110 h. 30, 110 h. 45, 111 h., 111 h. 30, 111 h. 45, 112 h., 112 h. 30, 112 h. 45, 113 h., 113 h. 30, 113 h. 45, 114 h., 114 h. 30, 114 h. 45, 115 h., 115 h. 30, 115 h. 45, 116 h., 116 h. 30, 116 h. 45, 117 h., 117 h. 30, 117 h. 45, 118 h., 118 h. 30, 118 h. 45, 119 h., 119 h. 30, 119 h. 45, 120 h., 120 h. 30, 120 h. 45, 121 h., 121 h. 30, 121 h. 45, 122 h., 122 h. 30, 122 h. 45, 123 h., 123 h. 30, 123 h. 45, 124 h., 124 h. 30, 124 h. 45, 125 h., 125 h. 30, 125 h. 45, 126 h., 126 h. 30, 126 h. 45, 127 h., 127 h. 30, 127 h. 45, 128 h., 128 h. 30, 128 h. 45, 129 h., 129 h. 30, 129 h. 45, 130 h., 130 h. 30, 130 h. 45, 131 h., 131 h. 30, 131 h. 45, 132 h., 132 h. 30, 132 h. 45, 133 h., 133 h. 30, 133 h. 45, 134 h., 134 h. 30, 134 h. 45, 135 h., 135 h. 30, 135 h. 45, 136 h., 136 h. 30, 136 h. 45, 137 h., 137 h. 30, 137 h. 45, 138 h., 138 h. 30, 138 h. 45, 139 h., 139 h. 30, 139 h. 45, 140 h., 140 h. 30, 140 h. 45, 141 h., 141 h. 30, 141 h. 45, 142 h., 142 h. 30, 142 h. 45, 143 h., 143 h. 30, 143 h. 45, 144 h., 144 h. 30, 144 h. 45, 145 h., 145 h. 30, 145 h. 45, 146 h., 146 h. 30, 146 h. 45, 147 h., 147 h. 30, 147 h. 45, 148 h., 148 h. 30, 148 h. 45, 149 h., 149 h. 30, 149 h. 45, 150 h., 150 h. 30, 150 h. 45, 151 h., 151 h. 30, 151 h. 45, 152 h., 152 h. 30, 152 h. 45, 153 h., 153 h. 30, 153 h. 45, 154 h., 154 h. 30, 154 h. 45, 155 h., 155 h. 30, 155 h. 45, 156 h., 156 h. 30, 156 h. 45, 157 h., 157 h. 30, 157 h. 45, 158 h., 158 h. 30, 158 h. 45, 159 h., 159 h. 30, 159 h. 45, 160 h., 160 h. 30, 160 h. 45, 161 h., 161 h. 30, 161 h. 45, 162 h., 162 h. 30, 162 h. 45, 163 h., 163 h. 30, 163 h. 45, 164 h., 164 h. 30, 164 h. 45, 165 h., 165 h. 30, 165 h. 45, 166 h., 166 h. 30, 166 h. 45, 167 h., 167 h. 30, 167 h. 45, 168 h., 168 h. 30, 168 h. 45, 169 h., 169 h. 30, 169 h. 45, 170 h., 170 h. 30, 170 h. 45, 171 h., 171 h. 30, 171 h. 45, 172 h., 172 h. 30, 172 h. 45, 173 h., 173 h. 30, 173 h. 45, 174 h., 174 h. 30, 174 h. 45, 175 h., 175 h. 30, 175 h. 45, 176 h., 176 h. 30, 176 h. 45, 177 h., 177 h. 30, 177 h. 45, 178 h., 178 h. 30, 178 h. 45, 179 h., 179 h. 30, 179 h. 45, 180 h., 180 h. 30, 180 h. 45, 181 h., 181 h. 30, 181 h. 45, 182 h., 182 h. 30, 182 h. 45, 183 h., 183 h. 30, 183 h. 45, 184 h., 184 h. 30, 184 h. 45, 185 h., 185 h. 30, 185 h. 45, 186 h., 186 h. 30, 186 h. 45, 187 h., 187 h. 30, 187 h. 45, 188 h., 188 h. 30, 188 h. 45, 189 h., 189 h. 30, 189 h. 45, 190 h., 190 h. 30, 190 h. 45, 191 h., 191 h. 30, 191 h. 45, 192 h., 192 h. 30, 192 h. 45, 193 h., 193 h. 30, 193 h. 45, 194 h., 194 h. 30, 194 h. 45, 195 h., 195 h. 30, 195 h. 45, 196 h., 196 h. 30, 196 h. 45, 197 h., 197 h. 30, 197 h. 45, 198 h., 198 h. 30, 198 h. 45, 199 h., 199 h. 30, 199 h. 45, 200 h., 200 h. 30, 200 h. 45, 201 h., 201 h. 30, 201 h. 45, 202 h., 202 h. 30, 202 h. 45, 203 h., 203 h. 30, 203 h. 45, 204 h., 204 h. 30, 204 h. 45, 205 h., 205 h. 30, 205 h. 45, 206 h., 206 h. 30, 206 h. 45, 207 h., 207 h. 30, 207 h. 45, 208 h., 208 h. 30, 208 h. 45, 209 h., 209 h. 30, 209 h. 45, 210 h., 210 h. 30, 210 h. 45, 211 h., 211 h. 30, 211 h. 45, 212 h., 212 h. 30, 212 h. 45, 213 h., 213 h. 30, 213 h. 45, 214 h., 214 h. 30, 214 h. 45, 215 h., 215 h. 30, 215 h. 45, 216 h., 216 h. 30, 216 h. 45, 217 h., 217 h. 30, 217 h. 45, 218 h., 218 h. 30, 218 h. 45, 219 h., 219 h. 30, 219 h. 45, 220 h., 220 h. 30, 220 h. 45, 221 h., 221 h. 30, 221 h. 45, 222 h., 222 h. 30, 222 h. 45, 223 h., 223 h. 30, 223 h. 45, 224 h., 224 h. 30, 224 h. 45, 225 h., 225 h. 30, 225 h. 45, 226 h., 226 h. 30, 226 h. 45, 227 h., 227 h. 30, 227 h. 45, 228 h., 228 h. 30, 228 h. 45, 229 h., 229 h. 30, 229 h. 45, 230 h., 230 h. 30, 230 h. 45, 231 h., 231 h. 30, 231 h. 45, 232 h., 232 h. 30, 232 h. 45, 233 h., 233 h. 30, 233 h. 45, 234 h., 234 h. 30, 234 h. 45, 235 h., 235 h. 30, 235 h. 45, 236 h., 236 h. 30, 236 h. 45, 237 h., 237 h. 30, 237 h. 45, 238 h., 238 h. 30, 238 h. 45, 239 h.,



# Le Monde DES LIVRES

## « The little big man »

● Jean Tulard et l'ombre de Napoléon.

EN 1989, la France, privée de principe de légitimité monarchique, a perdu son équilibre politique. Elle ne l'a jamais entièrement retrouvé. Elle oscille depuis, sur longue période, entre régime d'Assemblée et pouvoir personnel d'un sauveur. Napoléon est le premier de ces sauveurs. L'attitude de la société française à un moment donné face au mythe napoléonien est un révélateur du climat politique. Comme un papier tournesol indique le caractère acide d'une solution, l'intensité du bonapartisme mesure la tendance à la personnalisation du système politique français. L'ombre de Napoléon est sur Bonaparte, Pétain ou de Gaulle. Elle n'est pas sur Giscard, plus proche de l'Empereur, malgré la V<sup>e</sup> République qui institutionnalise le sauveur, et nous habituera sans doute à être sauvés tous les sept ans.

Parce que le mythe napoléonien renseigne sur la France, on peut, on doit récrire, à l'infinitif, la biographie de ce premier sauveur. En 1977, la France est peut-être dans le doute. Jean Tulard nous donne une biographie nuancée, presque fractionnée, de Napoléon, qui détaille l'homme mais le dissout dans son environnement historique. Fasciné par le personnage, il le réduit pourtant, par l'analyse historique. Souvent, il le dit grand et le montre petit. Cette synthèse très complète est plus qu'une biographie, un tableau général de la société napoléonienne, mêlant agréablement débats historiques de fond et anecdotes plaisantes. La petite histoire peut éclairer la grande. Ainsi, le « débat » sur les femmes de Napoléon révèle que les plus belles du temps — Mme Tallien, Mme Récamier, Alexandrine de Bleschamps — ont résisté à l'Empereur. « Voilà qui sera révélateur sur les limites de la dictature napoléonienne. » On sourit, puis l'on se dit que cette mesure du despotisme en vaut bien d'autres. Tulard montre bien l'essence de la stabilisation napoléonienne.



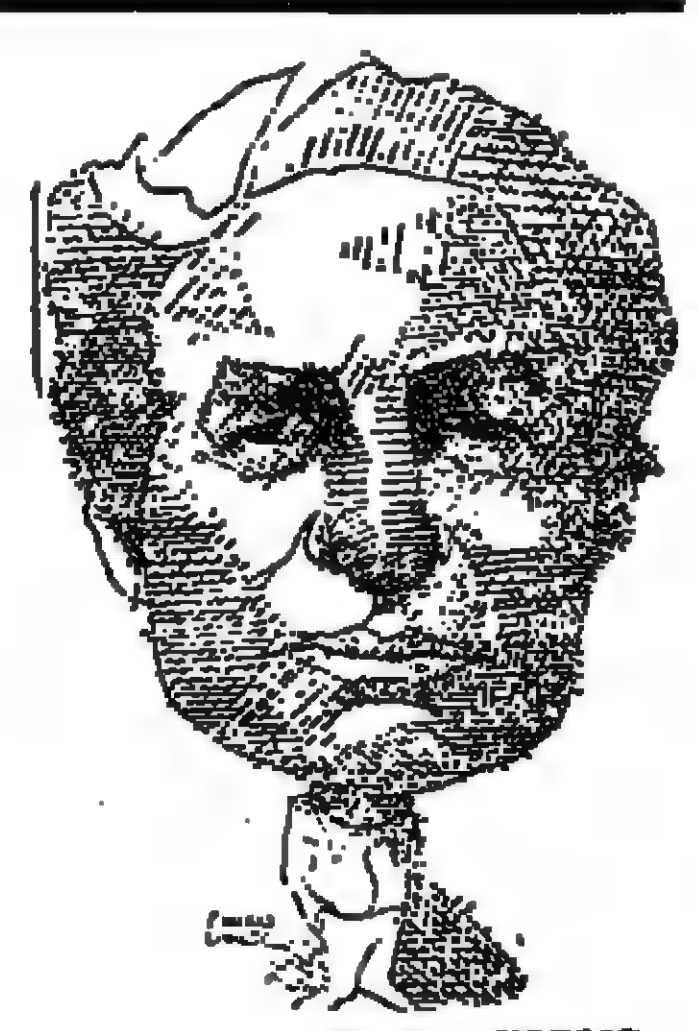
★ Dessin de Levine. Copyright New-York book review, Opera Mundi.

transfert des énergies révolutionnaires vers l'action extérieure — reconversion déjà largement opérée par le Directoire.

Sous le Consulat, puis l'Empire, s'organise une nation paisible et bourgeoise, plus rentière et administrative que commerçante — le règne des notables. C'est déjà la France de Balzac. Le modèle français de révolution bourgeoise — contrairement au modèle britannique — n'ouvre pas la voie

à la révolution industrielle. Dans le prolongement de l'œuvre révolutionnaire, la modernisation administrative et légale va très vite : code civil, Conseil d'Etat, préfets. On sent le sauveur poussé par une bourgeoisie qui sait ce qu'elle veut.

Si l'on excepte un an de paix, après le traité d'Amiens de 1802, la France est en guerre. Mais quelle guerre de révolte ! L'armée française vit surtout à l'extérieur du pays, de pillages et des compensations obtenues de l'Autriche ou de la Prusse après chaque campagne victorieuse. Financièrement, la guerre nourrit la guerre. La conscription débarrasse les campagnes des bras inutiles accumulés par soixante ans d'expansion démographique, fait ainsi monter légèrement les salaires ouvriers. Seul point noir : le Blocus continental prive les notables de sucre et de café.



Dessin d'ORLIC.

D'une partie jamais terminée par laquelle l'écrivain, le langage, l'apparence et le réel s'effritent et se dérobent :

« Les mots luttent dans l'ombre. Et la notre marche des syllabes course le papier, elle entretient leurs racines d'encre dans le sous-sol du langage... »

HUBERT JUIN.  
(Lire la suite page 17.)

Cette coupure entre France paisible — apaisée par la saignée — et Europe transformée en champ de manoeuvre, est responsable de la double image de Napoléon.

EMMANUEL TODD.  
(Lire la suite page 19.)

## Quand Octavio Paz dit la lumière

● L'un des grands poètes du temps présent. L'un des essayistes les plus lucides d'aujourd'hui.

ON est toujours avide de ce que publie Octavio Paz. Il est non seulement l'un des plus grands poètes du temps présent, mais il est aussi l'un des esprits les plus fermes et les plus lucides d'aujourd'hui. Il est difficile de parler de la poésie, ou, pour reprendre les termes de Mallarmé, de ce « quelque chose comme les lettres », sans faire référence à la démarche d'Octavio Paz et aux textes qu'il a consacrés à la poésie. Des livres tels que *L'Arc et la Lyre*, *Conjonctions et Disjonctions*, sans oublier le *Stige grammarien*, sont indispensables à qui veut connaître ce

qu'est l'enjeu actuel de la poésie.

Mais ces travaux ne sont pas ceux, lointains, d'un théoricien. C'est au contraire : Octavio Paz s'est mis tout entier dans son langage, ce qui nous oblige à interroger conjointement ses poèmes et ses essais. On y voit le Mexique des anciens deux rejoindre la modernité la plus dédaigneuse. On y perçoit les métamorphoses de l'histoire et du monde. On y déchiffre les lignes fondatrices d'une érotique sans laquelle tout serait néant, et s'évanouirait. Deux livres d'Octavio Paz viennent de paraître en traduction française : un essai intitulé *Marcel Duchamp : l'apparence mise à nu...*, transcrit par Monique Fong, et un poème dédié, traduit admirablement par Roger Cailliot : *Mise au net*. Il faut prendre les deux ensemble et les mélanger l'un avec l'autre, un peu comme on bat les cartes avant la donne. Car il s'agit bien de cela : d'une donne.

## Comment Anna O devint une active féministe

● Son cas est le plus célèbre des débuts de la psychanalyse. Lucy Freeman a retracé sa vie mouvementée et passionnante.

QUI fut exactement Anna O ? Ernest Jones nous a révélé son vrai nom : Bertha Pappenheim. Les *Etudes sur l'hystérie* et les nombreux commentaires que Freud lui-même donna de ce cas, soigné par Breuer, ont fait de ce cas une sorte de classique de la psychanalyse. L'histoire de cette jeune femme, née à Vienne dans une famille juive bourgeoise, est d'abord celle d'une maladie.

Tandis que Breuer est frappé par l'étrangeté du cas et la richesse de la personnalité de la jeune fille, celle-ci développe, à son égard un attachement croissant. L'issue tragico-comique en est bien connue : la grossesse nerveuse qui suivit l'arrêt de la cure, l'attribution d'un bébé imaginaire à Breuer, qui dut partir avec sa femme à Venise pour une seconde lune de miel, afin de mettre un terme à sa jalousie. Par la suite, Freud ironisera souvent sur ce transfert non mûri, et Breuer fuira toutes les patientes hystériques.

de découvrir le féminisme à travers une revue. Les femmes juives lui semblent encore plus humiliées et défavorisées que les autres. Elles n'ont aucun droit, et aucune organisation ne les protège. Elle rédige des tracts, des essais, et pièces de théâtre — féministes et décide de lutter contre la prostitution et la traite des blanches.

Breuer dira seulement : « Non seulement je l'admire, mais je l'aime et je l'aimerais jusqu'à la mort. »

### Une énigme

Malgré cette excellente biographie, le cas d'Anna O ne cesse d'apparaître comme une énigme. Il y a le mystère des six années qui séparent la fin du traitement et l'arrivée à Francfort. Il y a surtout le contraste entre le portrait tracé par Breuer de cette jeune fille séduisante et l'étonnant désert affectif qui fut sa vie. Bertha Pappenheim ne se maria jamais et sembla toujours se délier des hommes. Tout se passe comme si Breuer avait été le substitut passager de l'amour qu'elle avait pour son père et, que, avec leur disparition, elle ait renoncé à toute vie sexuelle. Elle, qui se sentait coupable de n'avoir pas assez soigné son père, consacra sa vie à aider les autres. Mais son histoire demeure brisée en deux morceaux distincts qu'il est difficile de rassembler. On sent confusément qu'il existe des rapports étroits entre Anna O et Bertha Pappenheim, que son adhésion au féminisme et sa lutte contre la prostitution s'enracinent dans les suites de sa névrose. Mais comment comprendre cette femme qui consacre son temps à s'entourer d'objets rares et précieux, à fabriquer des colliers de perles et des dentelles lorsqu'elle ne se rend pas, en pèlerinage, dans les maisons closes d'Alexandrie ? Il est enfin impossible de ne pas être frappé par l'ambiguïté de son intérêt pour les prosti-

### La traite des Blanches

Lorsque paraîtront, en 1895, les *Etudes sur l'hystérie*, Bertha Pappenheim vivait avec sa mère à Francfort, et rien ne laisse supposer qu'elle les ait lues. La jeune bourgeoise viennoise est devenue infirmière volontaire. Elle consacre son temps aux enfants juifs qui ont survécu aux pogroms, leur distribue de la soupe et écrit pour eux, sous un pseudonyme masculin, des contes de fées. Prenant conscience de leur misère, elle devient même directrice bénévole d'un orphelinat.

C'est à la même époque qu'elle découvre le féminisme à travers une revue. Les femmes juives lui semblent encore plus humiliées et défavorisées que les autres. Elles n'ont aucun droit, et aucune organisation ne les protège. Elle rédige des tracts, des essais, et pièces de théâtre — féministes et décide de lutter contre la prostitution et la traite des blanches.

## Roger-la-peste

NOUS aurions juré que Marcel Jouhandeau et Roger Peyrefitte, férus qu'ils sont de prose polie et repolée, seraient les derniers écrivains à suivre la mode des propos recueillis au magnétophone. Voici pourtant qui est fait. Pour Jouhandeau, passe encore : le grand âge, malgré sa verdeur, lui donne l'excuse de l'urgence. Mais Peyrefitte, si rose et si rose qu'on ne le dirait jamais au bord des soixante-dix ans, et si fier de ses imparfaits du subjonctif ! Fallait-il que les ragots, son cher péché, le dérangeassent !

Propos secrets prolongés, en effet, le chapelet, si l'on peut dire, des Indiscrétions croustillantes qui ont jalonné sa vingtaine de livres. L'auteur pense acquiescer le droit à ce débailage en livrant quelques-uns de ses propres secrets. Mais on verra qu'il paie en monnaie de singe : quelques péchés véniels de collège, accords de police et ennuis de santé. Son sujet reste les autres, surpris systématiquement dans leurs bassesses par le trou de serrure.

ETTE manie ne s'explique pas seulement par un fond de voyeurisme. Peyrefitte avoue ne lire aucun de ses contemporains et leur préférer Rastin ou Voltaire, ce qui est son droit et sans doute la sagesse. Du coup, les gens ne l'intéressent et ne lui sont connus que par leur biographie officielle ou les potins qui courent sur eux. Au lieu de leurs œuvres, il consulte et cite à longueur de page. Les divers *Who's Who*, complétés par ce qui se chuchote dans les dîners en ville. La notoriété mondaine, le physique et ce que les gens cachent sont ses critères à peu près exclusifs.

Homme d'ordre affiché, il exerce le parti communiste mais reproche surtout à Georges Marchais de rassembler à Frankenstein ou à Georges Séguy d'être « gras à lard ». De Valéry Giscard d'Estaing, pour qui il vote et dont il goûte la distinction, il retient principalement qu'il ne l'a pas remercié

par Bertrand Poirot-Delpech

pour l'envoi d'un de ses livres. A l'inverse, Duclos est pardonné de ses opinions pour avoir confié qu'il admirait l'auteur. La haine pour de Gaulle se contente moins des motifs que des occasions de trépannement. L'indulgence pour Pompidou n'exclut pas l'évocation de scènes triviales avec le général dans les toilettes de la rue de Solferino. Surtout, on ne raconte qu'il espère savoureux, il n'y a plus d'estime ni d'amitié qui tiennent. Question de vérité, jure-t-il ; plaisir de salir serait plus juste.

MEME les intimes qu'il dit aimer, il ne peut s'empêcher d'en dire pis que pendre. Les femmes, en particulier, comme Marie-Laure de Noailles, Lise Deharme, Leonor Fini ou Josette Day. Sa tendresse pour Denise Bourdet ne le retient pas d'étaler en propriétaire les confidences qu'elle a pu lui faire. Sans le moindre scrupule, il détaille les milliards de l'une, les malheurs physiques de l'autre, ses expériences de sodomie avec telle ou telle nommée désignée. Le tabou de la vie privée et le droit à la dissimulation, voilà pour lui la seule impuderie.

L'homosexualité inavouée l'exaspère plus que tout. Il n'a de cesse de la démasquer. Pour mieux briser, dit-il, le carcé d'infamie où vivent encore, et meurent, les hommes de son espèce ; mais aussi par un vieux plaisir de confondre les honteux et de les attirer de force dans son camp, qu'il a « converti » après coup et sans preuves, sinon de piètre police, n'importe qui.

La liste des pédérastes clandestins, malgré eux ou qui s'ignorent, s'est encore allongée. Toute la haute administration française, du Quai d'Orsay à la police, serait acquise la nuit aux tendances que, pour donner le change, elle persécute le jour. Quant aux écrivains, qui tous l'ont été, le sont ou le seront, comme on l'a dit pour les Français et le gaullisme, l'auteur les juge en grande partie à l'aide qu'ils ont apportée à la « cause ». Genet, par exemple, est taxé de l'avoir négligée, outre sa présence, jugée pendable dans le *Who's Who* américain !

ETTE trivialité de « gendeletré » et de mondain, Peyrefitte a au moins l'avantage de l'assumer pleinement. De Thomas Mann, aperçu dans un palace de Taormina — car presque tous ses témoignages sont de rencontres à dîner ou en villégiature, — il retient qu'il a pris du Franz Lehár pour du Wagner. Faute d'avoir croisé l'auteur d'*Au-dessous du volcan* dans un hôtel ou d'avoir recueilli sur lui quelque bobard, il déclare ne pas connaître Malcolm Lowry.

(Lire la suite page 16.)

★ PROPOS SECRETS, de Roger Peyrefitte. Albin Michel. 338 p., 49 F.

## LOGIE



INVESTISSEMENTS POUR LES ENTREPRENEURS DE MATIÈRE

Liste officielle									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

## MOISÉS

armand colin

JACQUES-PIERRE AMETTE

Bermuda

"Cette littérature, à la fois insolente et filant doux, exprime si bien une certaine façon d'être des jeunes gens, leur goût pour la flânerie, leur irrespect viscéral, que se posent des questions sur Amette c'est en poser sur la sensibilité de toute une classe d'âge"

François Nourissier / Le Point

144 pages 27 F

SEUIL




Publications de la Sorbonne

**NOUVEAU WINSTANLEY**  
Olivier LUTAUD  
Socialisme et Christianisme sous CROMWELL  
Un message politique, social et religieux  
qui surgit du passé révolutionnaire,  
et qui interpelle notre temps.  
**Didier**  
15, rue Cujas, 75005 Paris - 329.21.33

**M.G. FRANCE**  
déménagement  
vos bureaux et archives  
**727.12.53**  
8, rue Picot 75116 Paris - Tél. 610.803

**LE NOUVEAU COMMERCE**  
CAHIER 36/37 - PRINTEMPS 1977  
**GÉRARD MACÉ - Une sœur orale**  
La première étude sur l'œuvre de DANIELLE SARRABA  
**EMMANUEL LÉVINAS**  
Questions et réponses  
L'écriture nomade et CHARLOTTE CALMIS  
ANDRÉ DALMAS et CLAUDE VIVIEN  
GEORGES PERROS et BÉATRICE SEGUR  
LOUIS COUTURAT  
La logique et la philosophie contemporaine  
En librairie : 28 F. Abonnement : 90 F. N.O.L. - 78, bd St-Michel, 75006 Paris.

**GRAND PRIX LITTÉRAIRE DES LECTRICES DE «ELLE»**  
  
**Guyette LYR**  
**La fuite en douce**  
Prix Hermès ESCP  
**Mercure de France**

**Tous les métiers mènent à l'édition**

A la lumière des six cent vingt notices que comporte le Dictionnaire biographique de l'édition et des arts graphiques francophones, publié par France-Expansion sous le titre *Ceux qui font l'édition*, il apparaît que 85 % des éditeurs ont fait des études universitaires, mais que le droit et l'économie entrent pour autant dans leur formation que les lettres et la philosophie.

Si 10 % d'entre eux sont passés par Sciences Po, les chemins qui mènent au métier d'éditeur les autres sont néanmoins variés et parfois buissonniers : agriculteur, ajusteur, énarque, chirurgien-dentiste, capitaine au long cours, pilote de chasse, etc. L'un a vingt ans ; l'autre, quatre-vingt-deux. Celui-ci a comme violon d'ingrès... la filie à bec, et celle-là, qu'on croyait plus d...sée, la tapisserie. Tel s'adonne au scrabble, et tel autre à l'héraldique. L'un pousse la fantaisie jusqu'à exercer au... bilboquet, et l'autre la restraint jusqu'à ne pratiquer que... le violon.

Mais la grande majorité se délassa dans l'exercice du bricolage et de la voile. Une façon d'être toujours dans le vent.

**Plus de « soufre » pour l'« enfer »**

Depuis le 27 juin, l'« enfer » n'existe plus. L'administration de la Bibliothèque nationale a décidé de transférer ses prétendus reliets sulfureux — moins de deux mille volumes sur les sept millions qu'abrite la Bibliothèque nationale — à la réserve Déclaration purement administrative. De même que relève du simple administratif l'autorisation qu'il convient de demander à M. Pierrot, conservateur en chef des imprimés, pour avoir accès aux ouvrages de l'ex-« enfer », soumis au même régime que tous les livres précieux. Pas plus qu'auparavant, il n'est besoin de produire un certificat de bonne moralité et mœurs insoupçonnables. Belzébuth n'est pas mort ; il n'a jamais existé. Du moins dans les murs illustres de la Bibliothèque nationale.

**Sous le signe du dragon**

Dans la collection « La nuit des mondes » (Tchou), Suzanne White vient de faire paraître un livre sur l'Astrologie chinoise, ce qu'elle peut apprendre sur soi-même et sur l'avenir. L'astrologie chinoise ne se fonde pas sur les signes du zodiaque et leur répartition au fil des mois, mais procède par années vouées à un animal : le rat, le boeuf, le tigre, le chat, le dragon, le serpent, le cheval, la chèvre, le singe, le coq, le chien, le cochon. Le dragon fait aussi partie du Dictionnaire des superstitions et des croyances populaires, publié par Pierre Canavaggio, chez Jean-Claude Simoen, avec une préface de Jean Duvinage. Les dragons vraiment fantastiques sont au nombre de sept : la Chair salée de Troyes,

**la vie littéraire**

Le Dragon de Louvain, le Grand-Goulet de Poitiers, le Graoulli de Metz, la Gargouille de Rouen, la Kraulle de Reims, la Tarasque de Tarnagon. Le dragon français est l'incarnation du Mal. Chez les Chinois, il est artiste, intuitif, enthousiaste. Il est vrai que le rat, objet de répulsion chez nous, est, pour les Fils du Ciel, humoriste, intellectuel (de là vient sans doute l'appellation « rat de bibliothèque »). Quant au cochon considéré généralement comme sale, il est, là-bas, cultivé, loyal et assuel. D'où, vraisemblablement, l'expression : « un cochon qui sommeille ».

**Le gauchisme et la nuance**

Dans le dernier bulletin « Hachette Informations », Jean-François Bizot, ancien directeur d'Actual, auteur du roman, *Les Déclassés*, paru aux Éditions du Sagittaire, à l'automne dernier, répond aux questions de Frédéric Vitoux touchant à ses rapports avec le groupe.

« Le fait que Le Sagittaire appartienne au groupe Hachette a posé pour moi un petit problème théorique et politique. Hachette a des ramifications telles qu'on prêterait... que cela se développe de tous les côtés. Et qu'il existe une multiplicité de petits éditeurs... Cela dit, le travail avec Le Sagittaire n'a posé aucun problème. Le gauchisme s'est suffisamment trompé quand il a cru que lorsqu'une société en contrôlait une autre financièrement, ça amenait automatiquement un contrôle totalitaire sur l'ensemble des activités de cette société. Non, ce n'est pas absolument vrai. C'est plus nuancé. »

**Maophiles**

Deleuze ? Un « petit professeur de l'embuscade délinquante », qui développe un « lachisme de la pomme de terre » (Rhizome). Lacan ? « Scapitque bourgeois », il propage une « conviction dangereuse : rien de nouveau sous le soleil ». L'Ange, de Lardreau et Jambet « décourage d'embêter, éternel idéaliste et fasciste ». Les althussériens ? Ce sont les « chouettes scolastiques de la nuit du P.C.F. ». Et une note annonce (ou esquive ?) « nous parlerons de Foucault une autre fois ».

Toutes ces amabilités peuvent se lire dans un recueil d'articles concernant « la situation actuelle sur le front de la philosophie », édité chez François Maspéro dans la collection « Venant », animée par Alain Badiou et Sylvain Lazarus. On y lit aussi qu'il n'y a qu'un grand philosophe de ce temps : Mao Tse-tung.

Une précision : présenter ainsi cette brochure dénote à coup sûr un esprit petit-bourgeois et malveillant.

**En marge**

Comme revendication, au lieu de demander 20 000 balles d'augmentation, se demander deux heures de travail en moins... C'est Léo qui parle, dans un café, place de la République. Il y a quelques mois, il partageait encore la vie, les vols et

les drogues d'une bande de « loubards ». Depuis, il a décidé de s'en sortir, de vivre autrement d'échapper au dilemme : aller à l'usine ou aller en tôle. Il tente d'être en marge.

Après bien d'autres, Jacques Lévy-Shringer a exploré ces marges et publie aujourd'hui un ensemble d'entretiens, de regards et de réflexions sur les Marginaux, où il dicte une « nouvelle force politique en France ». Si les contours en sont flous et mouvants, son existence hors des partis institute est réelle — ce qui n'est plus aujourd'hui une découverte. Cette enquête inaugure une nouvelle collection, dirigée par l'auteur aux Éditions Fayolle : *Intervalle*. Elle publiera notamment un livre de Bernard Brégoulet sur l'extrême droite en France, intitulé carrément les « Faches ». Des marginaux de l'autre bord...

**« Tankonala Santé »**

Il est assez rare qu'une revue se mette en boîte : les comités de rédaction, presque toujours, se prennent fort au sérieux. Mais il est franchement exceptionnel que cette mise en boîte se concrétise, sous la forme d'un cylindre de fer blanc, hermétiquement clos, contenant un numéro spécial qui risque d'être le dernier. C'est pourtant ce qui est arrivé à *Tankonala Santé* (1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, n° 22, 15 F.), qui paraît depuis plusieurs années actions et réflexions sur les changements de la pratique médicale, ses abus et ses insuffisances. La revue « confirme par ce conditionnement son caractère d'objet de consommation », précise une belle étiquette jaunie.

A l'intérieur, outre onze thèses générales sur la médecine et la contestation aujourd'hui, on trouve une « carte postale molle à sujet fibre » à dessiner et à rédiger soi-même, puis à envoyer à la rédaction, qui ne la publiera pas. Comme dit encore l'emballage : « Cherez la boîte, il en sortira peut-être quelque chose. » Tant qu'on a la santé...

**La conspiration des milliardaires**

Sous ce titre qui pourrait être actuel, paraît, aux Éditions 10-18, le premier roman de Guy de Maupassant, coigné par Gustave Guillon et publié par fascicules en 1889 et 1900.

Il s'agit, rédigée dans ce style à la fois d'anticipation, d'aventures et de policier, qui était à la base du roman populaire, de l'histoire d'un professeur universitaire d'une locomotive sous-marine, sorte de « Concorde » subaquatique et prémonitrice que « torpille » (au sens figuré) le Club des milliardaires américains, désemparés, sous la conduite du roi de la conserve, de placer l'Europe sous leur tutelle économique.

L'histoire n'en finit pas de se répéter, à moins que tout simplement, elle ne se prolonge.

**en bref**

LES CINQ ROMANS du précurseur français de la science-fiction et pionnier de l'astronautique, J.-B. Rossi alias : « le diable du ciel », « le Pélin géant », « Vauvrière », « Sphérop », « Belgeur du genre bleu » viennent d'être réédités par Tallandier. Il s'agit, comme on le sait, de la fréquence la plus insolite de la littérature contemporaine, l'épopée des âges primitifs telles que les préhistoriens les ont dégagées des entrailles de la Terre.

LE BRASIER DES ANCIENS, poèmes populaires de la Bretagne, font l'objet d'une réédition bilingue en deux tomes chez 10-18. Les textes bretons ont été établis par Louis Ar Fiech et traduits par Jean-Pierre Fouché.

L'ASSOCIATION DES AMIS DES CARTES DU NOUVEAU COMMERCE, créée autour de la revue, vient de faire paraître son dix-septième carnet de lecture/critique. La publication a occasionné depuis le début son originalité qui est de laisser à ses collaborateurs le libre choix des livres dont ils rendent compte (réservé aux membres l'Association) : à C.M.C., à rue de la Commerce, 75001 Paris).

LA NOUVELLE POÉSIE FRANÇAISE, de Bernard Devalle, anthologie qui groupe une centaine de poètes modernes, de moins de quarante ans, tournant le dos à l'école, mais ne dédaignant pas le romantisme, s'est sur la ville, le voyage, le sexe et le langage, vient de faire l'objet, chez Seghers, d'une troisième édition mise à jour, revue et augmentée, en deux tomes, précédée d'une introduction.

UNE PLAQUE A RÊTE APPOSÉE, au numéro 12 de la rue Clemenceau, en plein cœur d'Alsace-Provence, où Blaise Cendrars écrit entre autres « l'Homme fondroyé » et « la Main coupée », pendant son séjour, de 1940 à 1942. Séjour au cours duquel il se lia d'amitié avec Edouard Pelletan.

**vient de paraître**

**Roman**  
JEAN-PIERRE FAYE : *Les Portes des villes du monde*. — Dans la collection qui a été inaugurée avec *Le Pied* de Jean-Louis Bory, Jean-Pierre Faye se livre à son tour, à cette expérience de romancier par... à deux, celle de la, celle de l'autre. (Belfond, coll. « Le désir », 180 p., 39 F.)

**Essai**  
JACQUES LEAUTE : *Noire violence*. — Le directeur de l'Institut de criminologie de Paris livre à une réflexion sur le criminalisme, la délinquance, mais aussi les institutions de nos (Denoël, coll. « Regards sur le monde », 185 p., 36 F.)

**Récit**  
VINCENT BUGLIOSI et CURT GENTRY : *Le monde des hommes*. — Le récit de ce « monde » du crime par le procureur qui dirige

**Voyages**  
JACQUES LACARRIÈRE : *Chemins (autour) de la Méditerranée des routes*. — Le journal d'un errant heureux, des Vosges jusqu'aux Corbières. Mille kilomètres à pied à travers la France. Par l'auteur de *L'Été des routes*. (Fayard, 300 p., 39 F.)

**Histoire**  
GEORGES BORDONOVE : *La Vie quotidienne de Napoléon en route vers Saint-Hélène*. — L'ordinateur des jours d'une route vers l'exil et la déportation. (Fayard, 276 p., 38 F.)

**MAX HEILBRONN : La Princesse Tramboulle. — Une relecture en mémoire par des experts choisis de la vie et du rôle d'une des figures de l'insurrection russe de 1825. (Éditions France Asie, 255 p., 30 F.)**

**ROBERT LACEY : Sa Majesté Belzébuth II et la Maison de Windsor. — Un reporter du *London Sunday Times* a « vécu » avec la reine d'Angleterre. Pour son bon républicanisme, il a été chassé de la monarchie des aurores. Traduit par Sabine Delorme et Hervé-François d'Adelant. (Bleuier - Sequoia, coll. « Documents - Témoins », 262 p., 38 F.)**

**Histoire**  
MICHEL ROQUEBERT : *l'Épopée cathare* (1213-1216). — Après l'Invasion, publiée en 1970 pour la période 1198-1212, l'auteur termine son deuxième tome *Mars ou la déposition*. (Privat, 482 p., 130 F.)

**Politique**  
JILIAN BECKER : *La Bande à Baudet*. — La traduction de l'en-

quête d'un journaliste américain publiée aux États-Unis sous le titre *History's Children*. (Fayard, 355 p., 58 F.)

**Philosophie**  
JOSEPH JUZEZAK : *L'Anthropologie de Hegel à travers la pensée moderne*. — Un prolongement des travaux d'Eric Weil, par l'un de ses élèves. (Ed. Anthropos, 262 p., 50 F.)

**Sciences occultes**  
ROGER DE LAFOREST : *La Réalité magique*. — Cet ancien romancier, lauréat du prix Imaginaire en 1959 pour *Les Fugitives de la mort*, s'applique à démontrer que la science expérimentale

l'instruction et sonder l'occultisme. Traduit de l'américain par Dominique Piss. (Laffont, coll. « Vécu », 469 p., 34 F.)

**En poche**  
**D'ILE EN ILE**  
RHODES, Skiros, Spetsaï, Lesbos, Paros, Naxos... Un archipel ? Des îles ? Un défilé pour touristes en mal de dépaysement ? Un tissu fait de réalités brodées d'un rêve infini ? Pour Michel Déon ce sont des lieux hantés par des souvenirs futurs, des rendez-vous avec soi-même. Chaque port, chaque paysage, se détache de la mémoire, secrets successifs ouverts au vent et au mythe.

A la recherche de la solitude on rencontre l'errance : un yacht, la *Cordelia*, porteur de messages rescapés d'un autre monde. Des épreuves, des « types » qui voyagent pour oublier ou pour se souvenir. Dans ce spleen surgissent aussi les autochtones qui, eux, errent sur place et à travers les siècles, tels Panayotis, le coiffeur, qui parle de Renoir. Stratia qui adore les mystifications, ou encore les deux vieilles sœurs, Andromaque et Kouta, qui vivent dans leur demeure kitch avec le souvenir du prince qu'elles ont aimé.

Il y a aussi la Grâce telle que l'auteur du *Taxi mauve*, après Laurence Durrell et Henry Miller, l'a vécue : « Limpide et transparente, si transparente que son passé se dessine à chaque instant dans le présent, images superposées dont les temps sont mêlés confusément. »

D'une île à l'autre, Michel Déon retrouve la séduction, et ce fond de tristesse, et d'optimisme que laisse le voyage. Beaucoup plus que le catique qui le trimbale en mer Egée, c'est la voix du poète G. Seféria dont il cite les vers, qui relie ces étapes où l'on goûte un répit : « Mais que cherchent-elles, nos âmes, à voyager ainsi sur des ponts de bateaux délabrés... »

DIMITRI T. ANALIS.

★ LE RENDEZ-VOUS DE PATMOS, de Michel Déon. Folio 391 p., 2,75 F.

**la amour cannibale**

**EN VILLAGE NOMME - FUY**  
Une chronique de l'indivisible et insaisissable.

**Deux livres de Roger Kempf**  
**Mœurs**  
Dandies

**FAYARD**



## vie littéraire

Le monde des livres

### Un amour de cannibale

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

## romans

### Un amour de cannibale

● **Frappé trois fois par la censure française, couvert d'or aux Etats-Unis, le Robinson de Michel Gall nous revient. Choquerait-il encore ?**

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres



Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

### Le domaine musical de Jean-Paul Goux

● **A lire avec l'oreille**

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

## Après "LES VORACES" BALLAND présente de Burnier et Rambaud "PARODIES"

- SIMONE DE BEAUVOIR, la farce des choses.
- MARGUERITE DURAS, Mirot chinois mon amour.
- HENRY DE MONTERLANT, Les culottes courtes.
- G. DELEUZE et F. GUATTARI, Deux roues et cycloversalité.
- SAMUEL BECKETT, le retour de Godot.
- EMMANUELLE ARSAN, Emmanuelle dans l'autorail.
- FRANÇOIS MITTERRAND, le tronc et l'écorce.
- ROLAND BARTHES, le niveau zéro.

Le résultat est honteux : on rit d'un bout à l'autre. Une très vilaine action. Ne vous en privez surtout pas. Le Canard Enchaîné

- FRANÇOISE SAGAN, un navire dans tes yeux.
- MAURICE CLAVEL, satan est satan, par satan!
- GERARD DE VILLIERS, SAS, la tigresse de Pékin.
- CHARLES DE GAULLE, vers la cime.
- etc, etc...

1 volume 196 pages. 36 F.

**Deux livres de Roger Kempf**

**Mœurs**  
Ethnologie et fiction  
"Ranimez-vous en lisant Roger Kempf  
Jean Barie/Le Quotidien de Paris  
"Une vigoureuse entreprise de dépoussiérage"  
Angelo Rinaldi/L'Express  
"Une grande pénétration"  
Robert Kanfer/Le Figaro  
Coll. Pierres Vives 224 pages 45 F

**Dandies**  
Baudelaire et Cie  
"Une vraie fête de l'esprit et de l'érudition"  
J. Chalon/Le Figaro  
"Cet essai superbement écrit qui a la radicalité et l'originalité de son objet"  
Jean-Paul Aron/Le Nouvel Observateur



## Roger - la - peste

(Suite de la page 13.)

S'il apprécie Sartre, curieusement, c'est moins pour le *Mur* que pour son refus persistant des honneurs, mérite qu'en effet ils partagent, à défaut de tout autre point commun.

Cocoteau ne s'est pas montré aussi intraitable, et Peyrefitte ne lui pardonne pas. Malgré les goûts et l'amitié qui les liaient, l'auteur des *Enfants terribles* se voit soupçonné du pire : non pas d'avoir hanté à vingt ans les bouges de Marseille, ce qui figure dans toutes les biographies et n'a rien d'une révélation, mais d'avoir « détruit » Radiguet jusqu'à causer sa mort par dépit que le *Diable au corps* ait éclipsé le *Potomak* et le *Grand Écart*. Cet acharnement à dénoncer la vanité et l'imposture chez les autres est, à lui seul, une manière d'avoir que l'auteur ne se sent pas blanc à cet égard.

AVEC Malraux, l'excès dans le mépris devient insupportable et... méprisable. Tout en notant que l'ancien ministre de de Gaulle a subventionné et sélectionné pour Cannes le film tiré des *Amitiés particulières*, Peyrefitte accuse contre lui les accusations gratuites de bluff et d'imposture, lui reprochant péle-mêle de porter une « méche vulgaire » et d'avoir écrit, avec *l'Espoir*, un livre « illisible ».

Le sort réservé à Montherlant choque davantage encore. Le dernier des Grecs avait en effet une amitié évidente pour le dernier des Romains. On les appelait Castor et Pollux. Les mêmes chasses nocturnes les rapprochaient, un même opprobre. Rien n'y fait, pas même la mort choisie par le disparu, et qualifiée de théâtrale.

Peyrefitte révèle les détails les plus intimes sur la per-

sonne et les habitudes de son ancien complice, tout ce que ce dernier tremblait qu'on n'apprenne un jour. Ce faisant, il pense le rendre plus « proche et plus captivant ». Mais c'est, une fois de plus, un alibi. Par un raisonnement contraire à la liberté, dont il se dit le champion, l'auteur ne supporte pas que l'autre redoute une publicité qui, lui, l'amusait, et cultive un secret qui l'horripila. « Exhibez-vous comme il me plaît de le faire, sinon le racisme n'importe qu'il sur ce que vous cachez ! » La tolérance proclamée rejoint, par ce chantage, la pire intolérance, et l'horreur des polices, la pire « fiquerie ».

LES confidences personnelles dont il prétend payer son droit à la goulaterie n'en sont pas, on l'a dit. En quoi l'aveu du plaisir pris à la lecture de la *Garçonne* ou sur les pentes du Lycabette, des coups reçus à Saint-Malo,

par Bertrand Poirot-Delpech

en 1938, de la plainte subie pour attentat à la pudeur au Luxembourg, ou d'une maladie vénérienne soignée pendant l'exode, permettrait-il de fouiller de face les secrets d'autrui ? En quoi tout cela, de surcroît, peut-il nous intéresser et ajouter aux beautés incontestables des *Amitiés particulières* ou de la *Mort d'une mère* ?

La logique et la morale voudraient donc qu'on laisse Peyrefitte à sa joie de jouer les pestes et les pestiférés. Ne confesse-t-il pas qu'un collègue il prenait un « plaisir salace à dénoncer les actes impurs » qu'il voyait ? N'admet-il pas

son besoin tenace, sans doute hérité de son éducation religieuse, de fouiller les tiroirs et de surprendre les autres sur le vil, par vengeance ou volupté d'agacer ? Comment croire, après cela, que l'amour de la vérité l'emporte chez lui sur la passion du scandale, comme il l'affirme, et qu'il accomplisse une véritable « mission » ?

MAIS son cas ne peut se ramener à celui d'une médiocratie jubilante. Dénoncer les hypocrisies relatives, pour les minorités sexuelles, de la légitime défense. Du moins est-ce de bonne guerre, après ce qu'elles ont subi et qu'elles subissent encore.

On ne saurait nier, d'autre part, la curiosité que le public éprouve pour ce genre d'indiscrétions, et pas seulement les lecteurs jugés malsains. Après tout, beaucoup d'universitaires passent leur temps à fouiller les vies privées pour y trouver le secret des grands destins et des créations. La poésie béjart a permis de mieux comprendre Molière : les escapades de Montherlant aident peut-être à mieux apprécier l'auteur de la *Reine morte*.

Si on peut regretter la publication de *Propos secrets*, c'est pour d'autres raisons, plus directement littéraires. Un écrivain que la « beau langage » obsède, qui se plaît à raffiner Bouhours et à corriger *Candide*, dont la joie et l'honneur sont de perfectionner sans cesse sa langue, aurait dû résister à la tentation du livre dicté. Quoi qu'il en dise, les imperfections abondent. Jamais, raturant comme à l'habitude, il n'aurait laissé subsister un « Robespierre dont l'ivy a bapisé une de ses rues » (page 22) ou « hésiter de » (page 29). Plus gravement, ce qui donnait sa marque aux *Amitiés particulières* et à d'autres textes, le mystère du style, est absent. Tout cela, pour le petit plaisir de cancaner ! Voilà Peyrefitte bien puni.

## poésie

### Les joyeux mimétismes de Jacques Roubaud

● La poésie, c'est aussi les poèmes des autres.

Il y a dix ans, le premier livre de poèmes de Jacques Roubaud, *E*, avait fait sensation : on découvrait un philosophe et un mathématicien du langage pour qui comptait avant tout l'architecture secrète et savante du livre ; chaque texte individuel prenait une place particulière dans un ensemble qui exigeait du lecteur des connaissances autres que littéraires. Encore difficiles de construction, les recueils suivants, *Mono no aware* (1970) et *Trenis et sa az cube* (1973), s'imposaient par leur chant lyrique et leur émotion, à peine retenus.

Autobiographie, chapitre dix est, en comparaison avec ces expériences intellectuelles, une explosion de joie et de malice. Changeant de genre et pro-

nant son parti de sa propre érudition en poésie, Jacques Roubaud puise son inspiration dans tous ceux qui l'ont précédé, et en premier lieu les poètes des années 10 et 20, à l'époque où, pour la première fois, le langage volait en éclats, pour le meilleur et pour le pire. Rien n'est plus éloigné du pastiche, cependant : il s'agit pour Jacques Roubaud de se créer une mémoire, de véritablement se désincorporer et de faire passer ses anctères par le halo de son esprit, l'imbue de liberté et persuadé en même temps que le mimétisme, quand il est appliqué avec une certaine terreur, est l'une des formes des beaux-arts. Puisqu'on se met tout entier dans ses poèmes — cette attitude romantique ne déplaît pas à Jacques Roubaud — on doit aussi y mettre ses lectures, donc les autres, à condition de les piller à ses constantes et à ses astuces.

Usant de toutes les formules modernes — pas de ponctuation, blancs arbitraires, éventail de

typographies diverses, graphismes bizarres et pseudo-scientifiques. — Jacques Roubaud nous livre ainsi ce qui pourrait former une anthologie des poètes resnaux qu'il aurait aimé lire et qu'il soumet à ses caprices, sinon à son échelle des valeurs esthétiques. Les poèmes sont séparés par d'irréversibles déclarations en prose : des souvenirs à la fois inventés et destinés à semer la panique dans l'esprit du lecteur. Bien sûr, toutes les hantises d'identité et de comportement défilent dans ces explications, dont il faut surtout se dire qu'elles sont séduisantes. La grande affaire, c'est d'exprimer son amour à des milliers d'années que les autres ont inventées.

Le ton désopilant est donné dès les premières lignes : « Mon

grand-père avait l'habitude de dire : « Il faut arriver à temps dans une gare pour rater le train précédent. » On trouve peu après un poème un peu alambiqué intitulé *Pont de midi*, qui est évidemment une déclamation des poèmes « post-mallarméens » d'André Breton recueillis dans *Mont-de-piété*. Quand Jacques Roubaud écrit *Mes deux aventures célestes*, c'est dans la mentalité dadaïste de Tristan Tzara qu'il fait éfraction, tandis que *L'Amour la poésie l'amour se réfère à Paul Eluard*. De même, quelle que soit sa beauté intrinsèque, le poème tiré *l'Inconception* doit obligatoirement faire penser à l'immuable *Conception*, le livre écrit conjointement par Breton et Eluard :

elle est couchée sur le dos  
tu es couché sur elle et c'est la sépulture  
elle est couchée sur le dos  
tu es couché sous elle et c'est la couverture  
elle est couchée sur le côté  
tu es couché sur le côté ses yeux t'observent c'est le départ en l'orbique  
tu es couché sur le côté  
elle est couchée sur le côté et seul son dos s'observe c'est la rose de tulle  
tu es couché sur le côté  
elle est couchée sur le côté elle t'entoure de ses jambes c'est la fenêtre ouverte.

Poursuivant sa promenade chez les poètes de l'entre-deux-guerres, Jacques Roubaud rend visite à Philippe Soupault et, longuement, à Blaise Cendrars. Il n'oublie pas Robert Desnos ni Benjamin Péret, pour qui il a une affection particulière. Pierre Reverdy, Jacques Prévert et Robert Desnos sont également de la fête : il suffit de les démasquer, et un élève de seconde ne s'y laisserait pas prendre. En fin de

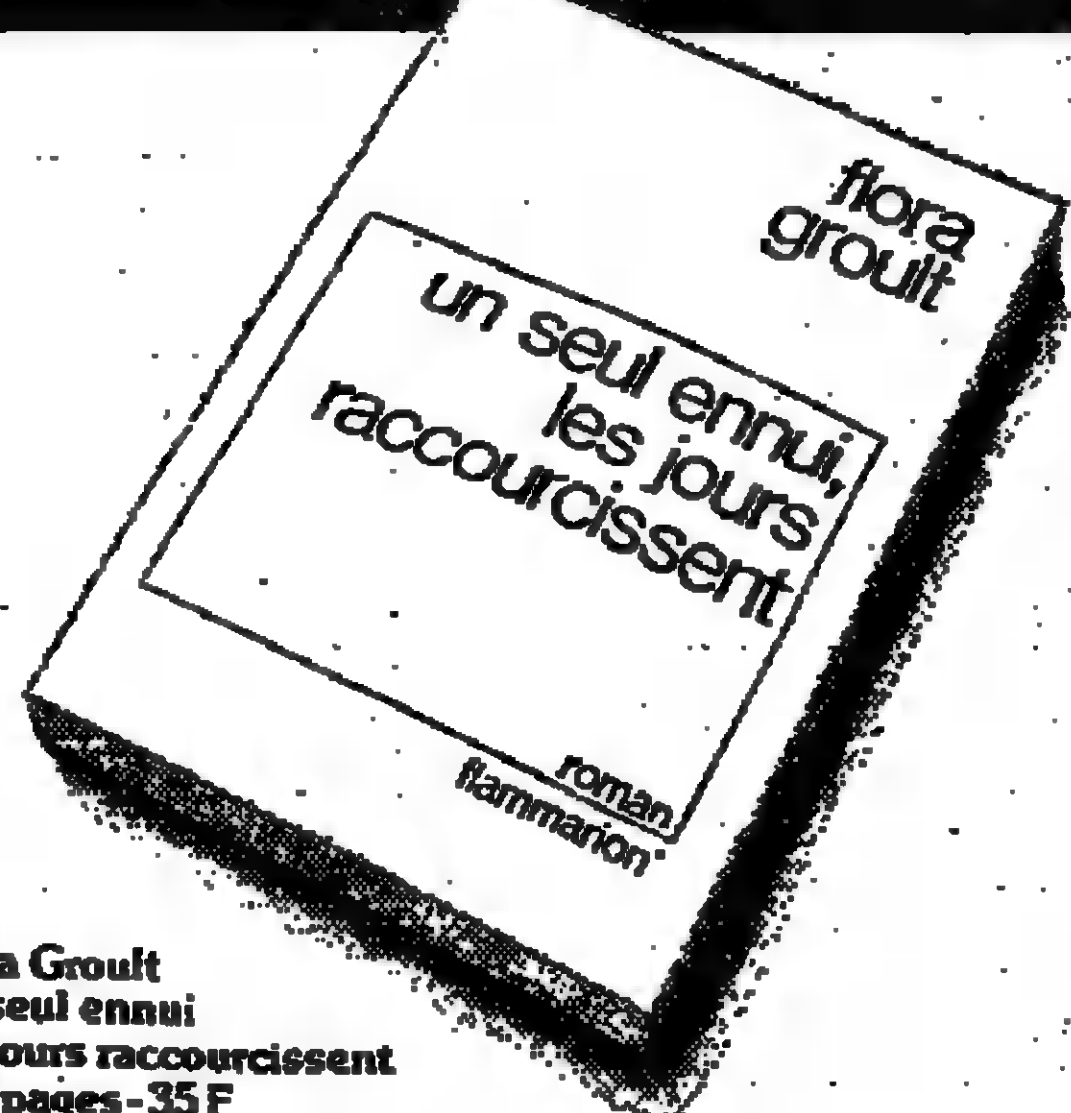
compte, prendre la succession de Raymond Queneau — avec ses terreurs, ses girouettes et ses trouvailles innombrables — n'est pas un mince mérite. La poésie est un très grand jeu.

ALAIN BOSQUET.

\* AUTOMATISME, CHAPITRE DIX, POÈMES AVEC DES MOMENTS DE REPOS EN PROSE, de Jacques Roubaud. Gallimard, 190 p., 35 F.

## La jeunesse à quarante ans.

Flammarion.



Flora Groult  
Un seul ennui  
les jours raccourcissent  
240 pages - 35 F

FLAMMARION

## LIVRES ET REVUES DE FRANCE

Royons de livres anciens/Achat de bibliothèques  
Recherches de livres épuisés

et en occasion, romans en tout genre, bandes dessinées, etc.  
Une librairie-bouquinerie qu'il faut visiter et dont on doit conserver l'adresse :

8, rue Péllet, BIARRITZ (quartier Saint-Charles)

Le mardi 12 juillet TABARY signera ses albums (Ed. DARGAUD)

ROBERT LAFFONT

Il a fallu un siècle pour que soit traduit en français le plus célèbre des textes bretons.  
Un événement.

Max Gallo (l'Express)

## LA BATAILLE DE KERGUIDU

par IAN INISAN

## shōgun

Le roman  
des samourais

JAMES CLAVELL

Shogun est au Japon  
ce qu'« Autant en emporte le vent »  
est à l'Amérique

STOCK

lettres étrangères

## Le contre-monde de Hubert Fichte

Hubert Fichte est un écrivain allemand, né en 1928 à Berlin. Il a écrit plusieurs romans et nouvelles, dont *Le contre-monde*, paru en 1976. Ce roman explore les thèmes de la violence, de la guerre, et de la condition humaine dans un monde dévasté.

## Octavio P.

Sempé

Simple  
question  
d'équilibre



150 150 150



lettres étrangères

# Le contre-monde de Hubert Fichte

● Vie sexuelle et rituels archaïques par un jeune écrivain allemand vivant à Hambourg.

PRECIS comme s'il étudiait la mécanique des étoiles, le jeune romancier allemand Hubert Fichte a voulu définir la dialectique qui nous lie du sexe et les rituels archaïques de la magie. Par le reportage et le poème, l'interview et la litanie, en France, au Brésil, à Hambourg, trois héros différents s'expriment sur leurs métamorphoses pubertaires : un homosexuel de soixante ans, un assassin de trente et un ans et le narrateur, le « je ». Une sincérité provocante, ironique et amère fait de ce livre, par certains aspects, aussi révolutionnaire que l'Amant de Lady Chatterley, non pas un ouvrage érotique, mais une manœuvre d'Aufklärung (éclaircissement) telle que le Siècle des Lumières en lançait contre l'obscurantisme.

Hubert Fichte est né en 1935. Il a déjà publié cinq romans, précédant celui-ci, et un ouvrage sur les religions afro-américaines, Xango, en collaboration avec la photographe Léonore Mau. Il représente une manifestation extrême de la subjectivité qui traverse aujourd'hui les lettres allemandes. Hubert Fichte vit à Hambourg, où nous l'avons rencontré. L'entretien a eu lieu en français.

● Quelles expériences, quelles images vous ont amené à cette frontière du sexe et du magique ?

— La destruction du corps m'a été révélée dès les bombardements de Hambourg, pendant la guerre, et d'une façon beaucoup plus terrible encore par les photos des camps de concentration en 1945 et 1946. Alors s'est éveillée en moi une tendance irrationnelle à préserver le corps humain. Blessé, battu, détruit, par la condamnation à mort, la guerre ou la torture, pour moi, c'est vraiment le contre-monde. Lire Sade me rend malade. En 1968, je suis parti pour le Brésil. Là, j'ai assisté à une cérémonie rituelle, le candomblé, qui comporte un bain de sang. Et à Bahia-de-Tous-saints j'ai visité la morgue, où l'on dissèque systématiquement tous les cadavres. J'ai vu là aussi un rite religieux propre

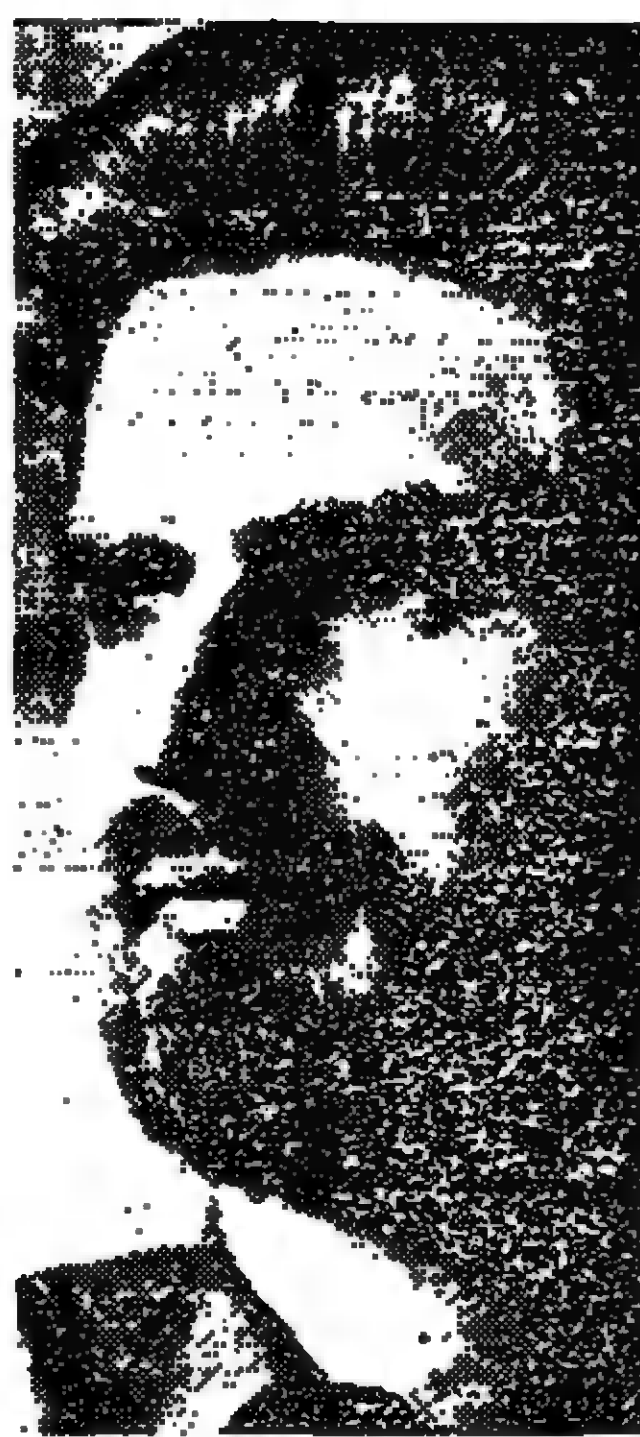
à cette ville de Bahia. Alors, tout à coup, ma propre puberté, mes propres désirs, mes tentatives de tendresse, mon horreur, toute ma sensibilité, ont été pris dans une dialectique très particulière avec les religions afro-américaines. Car j'ai toujours eu une grande attirance envers tout ce qui est religieux.

C'est pour éclairer ce contre-monde que je me suis lancé dans une analyse des rites. Tout ce que j'ai écrit a été écrit dans un but d'Aufklärung, sans exception. En analysant ces rites qui paraissent de prime abord très exotiques, j'ai cru m'apercevoir que j'analysais des couches de moi-même, que j'apprenais beaucoup plus sur moi-même en participant à cela, que sur eux.

● Ne craignez-vous pas d'assombrir l'être humain au lieu de l'éclairer, en lui présentant des scènes sadomasochistes ?

— C'est un danger. On m'a reproché, avant la publication de ce livre, de ne suivre que la fascination de la magie. Mais pas un lecteur ne peut me prendre pour un sadique qui à un plaisir exagéré à décrire certaines scènes, flagellation, bain de sang, rites du culte. C'est un livre très froid, qui essaie d'analyser le moi et le sadisme, pour exercer une influence subconsciente et non pour créer une clientèle.

● Votre « influence subconsciente » a passé de Freud. — La fable freudienne ne tient plus. Pour un homosexuel, l'Édipe



est une chose terrible. Mais c'est aussi un refuge. Je ne crois pas qu'il y ait une possibilité de fuite dans ce mythe d'Édipe. Nous sommes beaucoup plus seuls que Freud ne l'a été. Les mythes freudiens sont les derniers mythes qui nous quittent.

● Il y a chez tous une relation assez rare entre l'érotisme et l'amour pour les autres, l'agapè. Vous étudiez la misère du monde, vous avez réalisé des reportages dans les bidonvilles du Brésil, des interviews avec des prostituées de Saint-Pauli.

— Je vais là-bas non en sociologue ou en philosophe, mais en être humain. Il n'y a qu'une tendresse.

Propos recueillis par NICOLE CASANOVA.

★ PUBERTÉ, de Hubert Fichte, traduit de l'allemand par Raymond Barthe (Gallimard), 380 p., 55 F.

## Octavio Paz

(Suite de la page 13.)

L'essai sur Marcel Duchamp (l'un des textes fondamentaux, avec les quatre volets du catalogue Duchamp, édité par le Centre Georges-Pompidou, récemment paru) ne dit pas autre chose : il faut nier à la fois l'histoire linéaire et le concept de l'éternel retour. Ce qui vaut, ce qui compte, c'est l'instant. Qu'est-ce que l'instant, lui ? C'est le brusque surgissement, fugace, il est vrai, du monde nu, de l'être. C'est la négation de l'ombre. C'est, aussi, l'espace du poème :

« Ni ici ni là : par cette marge de doute, où seuls circulent mirages et lucres, où le langage se renie, je vais à la rencontre de [moi-même]. L'heure est bouée de cristal... »

Le grand dépouillement de Mise au net, cette sorte de lachisme éclaté, dont la venue était déjà perceptible dans les derniers feuillets d'un précédent recueil anthologique : Versant Est — impose le sentiment qu'une présence va s'établir, s'instaurer, que la lumière sera ! Octavio Paz, dans cette quête d'une réconciliation, d'un sens souverain, d'une fondation

(comme on dit d'un empire), s'il approche la présence, s'il en manifeste le pressentiment, est malgré tout rendu à son humaine condition. L'ombre à peine disparue reparait. Cette retombée est la fin du poème :

« Je suis où je suis : je suis derrière le murmure, pas au-dessus de moi, entre [dus avec les yeux, le murmure est mental, les pas (sont moi-même, j'entends les voix que je pense, les voix qui me pensent quand je les pense, Je suis l'ombre que projettent mes mots... »

Poème en dix-neuf laisses, et poème envoi d'un équilibre étrangement solitaire. Mise au net est le tracé d'une expérience fondamentale de la poésie. Ici, un homme dit la lumière avant de replonger dans sa nuit.

HUBERT JUIN.

★ MISE AU NET, par Octavio Paz. Édition bilingue. Traduit de l'espagnol par Roger Caillois. Éditions Gallimard, 82 p., 55 F.

★ MARCEL DUCHAMP : L'APPARENCE MISE À NU... par Octavio Paz. Traduit de l'espagnol par Monique Font. Éditions Gallimard, 189 p., 55 F.

## La solitude de Vladimir Holan

● Le poète cloîtré de Prague.

APRÈS Une nuit avec Hamlet, qu'avait préfacé Aragon, voici un choix des meilleurs poèmes de l'écrivain tchèque Vladimir Holan : *Histoires*, remarquablement mis en français par Dominique Grandmont, qui est lui-même un poète. Il y a là une voix qui ne peut laisser personne indifférent. A la fois baroque et obsidément moderne, le poème de Vladimir Holan démantèle le langage commun, et le force à parler — c'est-à-dire à produire un sens nouveau :

« La croûte de la parole devient amère comme de la croûte de pain, même s'il est Apollon qui parle. Ne fais donc pas pleurer la voix ! »

★ HISTOIRES, de Vladimir Holan, traduit du tchèque par Dominique Grandmont. Gallimard, 233 p., 49 F.

Et chante de nouveau, chante tout de nouveau, pendant qu'il en est temps... L'obscurité qu'on reproche à Holan, non sans mauvaise foi, n'est rien d'autre qu'une façon, nécessaire aux yeux du poète, d'aigreur. Son œuvre n'est pas un cheminement de tout repos : le trivial facilement s'y mélange au lyrique, des notations intimes viennent se loger dans de brusques souffles épiques. Parfois, la poésie se fait énigme pour s'avouer plus facilement évidente :

« Et toi qui l'enhardissais plus haut que le triple son du piano, de la motte, de la source — même amèrement célébrés (bien que je ne le connaisse pas d'arc) la nécessité brisée de l'air !... »

Étrange ouvrage que celui-ci ! L'engagement terrestre y rencontre la lutte spirituelle. C'est un socialiste déterminé, mais qui est en route vers un christianisme de combat. À l'époque de Munich, son poème condamnant Daladier se hausse à la satire. Au moment de la libération du territoire par les troupes soviétiques, son texte se fait élogique et évoque des visages de soldats, à peine entrevus mais aussitôt glorifiés. Puis l'œuvre s'ouvre au lyrisme : c'est le cas, par exemple, des longues laisses qui composent *Une nuit avec Hamlet*, où, déjà, l'exigence d'un socialisme « à visage humain » se fait jour :

« Et plutôt se jeter sauter les yeux que de leur faire voir les horreurs de l'époque présente et n'entendre plus que chanter les morts, morts il y a longtemps, mais libres !... »

Né à Prague en 1905, Vladimir Holan est d'abord influencé par le surréalisme, ainsi qu'en témoignent ses premiers vers publiés en 1926. La guerre et l'occupation vont métamorphoser sa voix : chantre de l'engagement

(PUBLICITE)

GAGNER DE L'ARGENT AVEC SA PLUME... EST-CE POSSIBLE ? vous le saurez en lisant la brochure n° 411 « le plaisir d'écrire », envoyée contre 2 F par l'ÉCOLE FRANÇAISE DE RÉDACTION. Établissement privé soumis au contrôle pédagogique de l'État. 10, r. de la Vrillière, 75001 Paris.

FABRICANT - VENTE DIRECTE COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRE FRANOR 70, RUE AMÉLOI TEL. 700.87.94 M<sup>re</sup> St-Sébastien. Fermé le samedi.

La dame chasseresse aime les alcools durs, les hommes fragiles, la chasse plus que la proie. Disponible et tentatrice, elle traverse un monde d'hommes. Mais qui, est

LA DAME CHASSERESSE ? de Philippe de Baleine, publié chez TCHOU

Georges Roditi

## L'esprit de perfection

Un ouvrage capital. L'esprit de perfection classe d'emblée son auteur dans la grande lignée des moralistes français.

Henry Bonnier, La Dépêche du Midi Réactionnaire et hautement subversif, modeste et d'une grande portée. Michel Tourmier, Le Monde

3<sup>e</sup> tirage Stock

Rafael Pividal

pays sages

UN RIRE NEUF

Je n'ai pas l'habitude de crier à la révélation : tout le monde en abuse et ça ne prend plus. Mais ici la découverte est flagrante... Pividal met enfin le conte philosophique français à l'heure du fantastique et du "non-sens" anglo-saxons... Par un prodige de logique en délire et de perception, Pays sages met à nu toute l'oppression tragique des États en place, à l'est comme à l'ouest.

Bertrand Poirot-Delpech - LE MONDE

éditions rupture

204 pages - 25 F. Diffusion - Paris : Livres-service - Bd Saint-Germain & Cévennes tél-direct 577-73-50 - Province : C.R.D.L. Hachette

## Agustin Gomez-Arcos Ana non

LIVRE INTER 77



«Quelle violence tragique ! Quelle flamme rouge et noire !» Yves Florenne/LE MONDE  
«Le tranquille message d'Ana-Amour... Un étincelant talent !» Alain Pâris/RADIO FRANCE

Roman | Stock

## este

est...  
est...  
est...

## ech

est...  
est...  
est...

## étismes de Jacques Rivoli

est...  
est...  
est...

## tet

est...  
est...  
est...

## La jeunesse à quarante ans

est...  
est...  
est...

Sempé

Simple question d'équilibre

64 p. noir et couleur : 42 F

denoël

FAYARD

FERNAND DUPUY

## L'ALBINE

Scènes de la vie en Limousin et en Périgord vert

FAYARD

FABRICANT - VENTE DIRECTE COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRE FRANOR 70, RUE AMÉLOI TEL. 700.87.94 M<sup>re</sup> St-Sébastien. Fermé le samedi.

La dame chasseresse aime les alcools durs, les hommes fragiles, la chasse plus que la proie. Disponible et tentatrice, elle traverse un monde d'hommes. Mais qui, est

LA DAME CHASSERESSE ? de Philippe de Baleine, publié chez TCHOU

Agustin Gomez-Arcos

## Ana non

LIVRE INTER 77

«Quelle violence tragique ! Quelle flamme rouge et noire !» Yves Florenne/LE MONDE  
«Le tranquille message d'Ana-Amour... Un étincelant talent !» Alain Pâris/RADIO FRANCE

Roman | Stock



ROBERT LAFFONT

"Pour ne pas bronzer-idiote cet été." Dominique DESANTI (Le Monde)

**NOËLLE LORiot**

Un père singulier

roman

LA PENSÉE UNIVERSELLE

Important Editeur Parisien

recherche d'urgence pour création et lancement de nouvelles collections

manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adresser manuscrits et C.V. 3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS

Tél. 325.85.44

Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

## Prix de l'Académie Française

Grand Prix de Littérature pour l'ensemble de son œuvre à

**MARGUERITE YOURCENAR**

dernier titre paru :

**Souvenirs Pieux.**

Grand Prix de la Poésie pour l'ensemble de son œuvre à

**ROBERT MALLET**

dernier titre paru :

**Silex éclaté.**

Prix de la Nouvelle pour l'ensemble de son œuvre à

**NOËL DEVAULX**

dernier titre paru :

**Le Lézard d'immortalité.**

Premier Prix Gobert à

**GEORGES DUBY**

pour

**Le Temps des cathédrales.**

GALLIMARD

## sciences humaines

# Les mésaventures de l'identité

● Un séminaire pluridisciplinaire dirigé au Collège de France par Claude Lévi-Strauss et publié par Jean-Marie Benoist.

Q'UN est-il de l'identité ? Voudrait-on que cette notion ou, mieux, cette relation, est l'occasion de bien des malentendus. La difficulté commence avec le couteau de Jeannot. Le lundi, il en a remplacé la lame et le mardi le manche. Et si se tenait encore pour propriétaire de son couteau, le même couteau de Jeannot ? Qui lui rendait les mêmes services. Le nom, la fonction et le modèle suffiraient-ils à assurer l'identité de la chose ? Pourtant le couteau du lundi avait disparu le mardi. Le même serait-il donc un autre ?

Que dire, par exemple, d'une maison dont un jour on change le toit ? Cela ferait-il quelque différence ? Nullement. Vous continuerez d'y habiter, pensant et disant : « On est en train de changer mon toit, mais les architectes ont prévu l'événement », et votre maison demeurerait là où elle est, celle-là même dont on change le toit. Si la cage d'escalier s'effondre, cela introduira, pour vous, quelque « discontinuité ». Il vous faudra déménager en attendant. Et après réparation la maison retrouvera son identité, sa vie d'honnête maison. Quelque chose résiste en elle. Quelque « trignon » d'identité selon lequel, relativement à quelques propriétés qui la maintiennent, elle demeure la même en son changement.

Allons jusqu'au bout. Jusqu'à un incendie dévastateur. Quelque part, en quelque tiroir, en quelque tête subsiste encore le plan. On reconstruit la maison, la même, à la même place. Grande discontinuité pour vos habitudes et votre budget. Mais pour la maison, quelle importance ? Elle renait de ses cendres, la même, il en va ainsi des choses artificielles. Leur identité réside en dehors d'elles. Leur disparition n'a d'autre importance que celle d'un manque à servir, à gagner ou à consommer. On en refait d'autres, les mêmes, car leur identité est toujours en réserve.

Qu'en serait-il maintenant des arbres et des ponts, des hérissons et des hommes, et de leurs sociétés ? Où trouver ici (et faut-il le chercher ?) le « trignon d'identité », en

ces sortes d'être où tout, naissances et morts, continuités et ruptures, changements et répétitions, vus du dehors, s'enracinent au dedans et se produisent « lui » ? Tous ces êtres « naturels » qui, pour paraphraser le vieil Aristote, semblent posséder en eux le principe de leur stabilité et de leur changement, comment découvrir le lieu, l'espace et le temps où s'articule l'antique relation du même et de l'autre, de l'identité et de la différence ? Qui est le maître ? La concordance qui maintient l'identité ou le conflit, « père de toutes choses » ?

A ces questions, Claude Lévi-Strauss a consacré, en 1974-1975, son séminaire du Collège de France. On sera reconnaissant à Jean-Marie Benoist, qui fut la cheville ouvrière du séminaire, d'avoir réuni les exposés qu'y prononcèrent les invités (ethnologues, linguistes, biologistes, psychologues, mathématiciens), ainsi que les discussions qui suivirent. Le livre ainsi produit est un exemple de cette pluridisciplinarité tant souhaitée : les recherches convergent ou se recoupent à raison de leur différence. Livre difficile aussi, à cause de la variété, de la richesse, et parfois de la technicité de diverses contributions. Mais l'idée est la même : il faut payer le sérieux du travail. Aussi les auteurs ne pardonnent-ils si, pour commencer, et « rendre » sensibles quelques-uns des problèmes qui me paraissent les plus originaux, l'usage de la logique et de la transposition.

### Dix cailloux tout ronds

Imaginez donc que vous ayez devant vous, mettons dix cailloux, tous tout ronds, de même taille et en cela seulement (mais la chose suffit) identiques. Vous allez jouer à former avec ces cailloux toutes les configurations distinctes qu'ils permettent et que vous pouvez concevoir. Vous fabriquerez ainsi (ce que vous faites tous les jours) de l'autre avec du même. Vous ne dépasserez pas cependant les possibilités que vous offre la combinatoire. Et quelque algèbre que vous le sachiez ou non, habitera vos gestes. Chaque configuration produite apparaîtra ainsi comme un point d'arrêt. Vous pourrez la fixer par la photographie et ordonner les images obtenues en une suite dont les éléments resteront séparés, discontinus.

Supposons maintenant que, par quelque ressort caché de leur nature, ces cailloux se mettent en mouvement d'eux-mêmes, réalisant spontanément et d'une manière pour vous imprévisible les configurations mêmes que vous auriez produites artificiellement et d'autres encore que vous n'auriez pas conçues. Imaginez que ce mouve-

ment se prolonge sans interruption pendant un laps de temps assez long, et que, l'ayant filmé, vous projetiez le film ainsi obtenu. Vous verrez alors les configurations produites surgir l'une de l'autre, se transformer l'une dans l'autre, en un mouvement continu dont vous efforcez, à se comprendre l'enchaînement, les enchaînements et les ruptures. La combinatoire aurait-elle disparu de votre horizon ? Nullement. A vrai dire tout se passe encore par arrangements et combinaisons. Mais un autre phénomène s'y manifeste : l'engendrement, peut-être régi, mais interrompu des mouvements et des formes. Quelle logique, quelle raison et quel discours vous permettraient-ils de tenir ensemble l'algèbre de la combinatoire et la dynamique de la modification ?

### La stabilité et les transformations

Toute une classe de problèmes homologues de celui-ci, mais bien plus sérieux et complexes, se posent pour les systèmes « naturels » : organismes vivants et espèces, sociétés animales et humaines, langues, enchaînements de conduites dans un environnement neutre, etc. Ils se posent avec des exigences d'autant plus fortes que les sciences qui s'appliquent à l'étude de ces systèmes (et dont certaines se nomment « humaines ») ont atteint et sont en voie de dépasser le stade structural : c'est-à-dire en gros celui de la mise en évidence des règles internes et proprement combinatoires qui assurent et définissent les conditions de stabilité et de reproduction et de transformation des systèmes considérés. Ces problèmes me paraissent se ramener au suivant : qu'est-ce qui excède la pure algèbre de la structure dès le moment où le système manifeste, produit et impose sa dynamique propre ? Ne serait-ce pas précisément dans cet excès (si on parvenait à en déchiffrer la logique) que se trouverait le secret même de l'apparente stabilité des structures ? Et ne faudrait-il pas alors apprendre à penser l'« identité » par l'intermédiaire d'une logique du procès : celui de la production des différences ?

Je serais bien en peine, n'étant pas du métier, de dire si les invités de Claude Lévi-Strauss sont parvenus à mettre sur pied une telle logique. Du moins puis-je dire que leurs contributions y convergent : en ceci semble-t-il que ce qui excède la pure position d'identité (le « trignon » substantiel dont nous parlions en commençant) se trouve désigné et déployé selon son droit propre.

Chacun s'y efforce en son champ

et selon ses intérêts et sa complexité : Julia Kristeva, en cherchant dans la « sémiotique » le discours enraciné des pulsions ; ce qui excède l'unité du sujet qui se révèle, au cœur de la langue poétique, le sujet qui, réellement, vit et parle. Michel Serres, en dévolant les espaces très anciens, plus vieux que notre Euclide, mais encore présents ici où nous sommes, avec notre corps et nos discours, espaces qui s'articulent, se désolent et se composent, engendrant chemins : et non-chemins, ponts et puits, en un feuillet de structures qui doit déchiffrer une topologie spécifique. Antoine Damien, en montrant comment le devenir du vivant excède sans jamais la subvertir la loi du programme génétique. Jean Petitot, en cherchant dans les travaux du mathématicien René Thom (« Théorie des catastrophes ») précisément les procédures permettant de construire cette logique de la différence : logique qui, sans renier l'algèbre, devra davantage à la topologie différentielle. André Green, en montrant comment, au cœur de l'« atome de parenté » lévi-straussien, vit cependant, avec son poids affectif, la relation de la mère à l'enfant. Ainsi se renouent les fils de l'anthropologie, de la biologie, de la linguistique, de la psychanalyse et... de la géométrie différentielle la plus sophistiquée.

### S'instruire

Un mot pour finir. Ce livre est difficile. Peut-être est-il bon de l'aborder par les contributions concrètes, mais du plus haut intérêt théorique, fournies par les anthropologues (F. Héritier, F. Zolobed, Christopher Crutcher, M. Izard, P.-H. Stahl). Le lecteur disposera ainsi du matériel lui donnant un accès plus aisé aux textes assez abstraits évoqués plus haut. Il aura la chance de s'instruire beaucoup et de voir, sur le tas, que rien n'est plus élaboré, plus compliqué, que les procédures par lesquelles, dans des sociétés éloignées de la nôtre, quelqu'un peut être dit être lui-même. Ainsi se dissipe et parait presque se dissoudre cette identité simple et substantielle que nous : millions aujourd'hui, en notre monde de fabrications, aux êtres et aux choses.

Ajoutons qu'il importe d'être attentif aux discussions qui suivent les exposés. Elles offrent l'avantage d'être introduites par Claude Lévi-Strauss lui-même. L'intérêt théorique et le sens profond y sont toujours dégagés avec clarté et précision. Ce qui, de nos jours, n'a pas de prix.

JEAN-TOUSSAINT DESANTI.

\* L'IDENTITÉ. Grasset, coll. « Figures », 322 p., 80 F.

## CORRESPONDANCE

# A propos de Noam Chomsky

L'article de Jean-Pierre Faye, « Noam Chomsky ou la révolution possible » (Le Monde des Livres du 17 Mars 1977), a surpris M. Claude Hagège, directeur d'études à l'École pratique des hautes études et auteur d'un ouvrage sur les difficultés théoriques non résolues par les travaux de linguistique américaine et de son école (La Grammaire générative. Réflexions critiques, P.U.F., coll. « La Linguistique »), qui nous a adressé la lettre suivante :

Personne ne songe à nier l'importance des lites hardies et chaleureuses menées par Chomsky, à l'avant-garde de l'intelligence de Nouvelle-Angleterre, contre la manière traditionnelle de l'oppression économique et politique. Il est encore moins question d'oublier le caractère exemplaire d'une activité de savant profondément engagé dans le combat pour la liberté.

Mais précisément, la sympathie que l'on peut ressentir pour cet engagement ne devrait pas avoir pour résultat d'écarter toute critique à l'égard de la contribution proprement scientifique de Chomsky, inconditionnellement admise par qu'elle est le fait de celui-là même dont on admire les prises de position publiques. Une telle attitude, en effet, aboutit, paradoxalement, à constituer une recherche scientifique simple en dogme oppressif d'une manière totalement contraire à l'inspiration même de Chomsky. Il est regrettable que les disciples français de Chomsky en soient restés à cette aveugle docilité, comme pour administrer une preuve de plus

du décalage de dix à vingt ans (et parfois beaucoup plus) entre les deux rives de l'Atlantique. Aux États-Unis, en effet, dès la fin des années 60, des réserves de plus en plus sérieuses ont été soulevées contre les fondements scientifiques de la grammaire générative, qui apparaît à beaucoup comme largement dépassée, à raison même de l'intégration de certaines de ses meilleures démarches dans d'autres direc-

tions de recherche. Même si l'on décidait de ne pas tenir compte de cette évolution, il resterait que l'indépendance et le rationalisme chomskien, prolongent un courant tout à fait traditionnel, tout loin d'être de soi en matière de langage. On ne voit pas non plus en quoi le transformationnisme est une perspective de libération poétique, et on voit beaucoup mieux en quoi il serait plutôt le contraire (...).

## La psychanalyse comme terrain de jeux

CURIEX ouvrage de celui-ci : mélangeant allègrement théorie et fiction, histoires de cas et biographies imaginaires, une réflexion sur Carpeccio, une partie du roman de l'hystérique Dora, un peu de Freud avec un peu d'Ovide et la discussion de l'analyse avec celui de l'analysant. Il réussit, non sans bonheur, à échapper à tous les genres connus.

Il est vrai que le propos de René Major n'est guère plus que : « dé-cadastre la psychanalyse », autrement dit en faire non plus le territoire revendiqué par une chapelle, mais un terrain de rencontre et pourquoi pas de jeux. L'entreprise demandait une liberté certaine d'allure et de mouvement. Premier volume d'une collection qui se veut, elle aussi, oisive des chemins et lieu de confrontation. Réver l'autre nous propose donc, de Charcot à Lacan, une sorte de travelling sur toute l'histoire de la psychanalyse, où le lecteur éprouvera quelquefois un sentiment de vertige.

Mais la logique qui sous-tend ces ruptures, ces renvois et ces bonds est bien toujours, aussi énigmatique que rigoureuse, celle même de l'inconscient.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

\* REVER L'AUTRE, de René Major. Aubier-Montaigne, coll. « La Psychanalyse prise au mot », 272 pages, 45 F.

denoël

quelques années d'inconscience de plus

et l'automobile

de St. Exupéry

un souvenir

françois wasservogel

l'auto immobile

un document percutant

préface de pierre dreynus

un volume 35 F

collection COULEES FRANÇAISES

histoire

les impénétrables archives de René de Chambrun

« The little »

cinéma question

L'ESPRIT DU CINÉMA

EXPERIENCE HERETIQUE

LE CERCLE BRISE

MÉTAPHYSIQUE DU CINÉMA

PAYOT

27/12/1970



# tures de l'identité

La stabilité et les transformations...  
 La stabilité et les transformations...  
 La stabilité et les transformations...

## La stabilité et les transformations

La stabilité et les transformations...  
 La stabilité et les transformations...  
 La stabilité et les transformations...

## La stabilité et les transformations

La stabilité et les transformations...  
 La stabilité et les transformations...  
 La stabilité et les transformations...

## CORRESPONDANCE

## Propos de Noam Chomsky

Propos de Noam Chomsky...  
 Propos de Noam Chomsky...  
 Propos de Noam Chomsky...

## La psychanalyse comme terrain

La psychanalyse comme terrain...  
 La psychanalyse comme terrain...  
 La psychanalyse comme terrain...

## histoire

### Les inépuisables archives de René de Chambrun

Quand La Fayette était le « prisonnier de l'Europe ».

LORSQUE Gilbert de La Fayette, libéré après des années de geôles prussiennes et rescapé du cul-de-basse-fosse d'Olmütz, obtient de Bonaparte, en 1799, de rentrer en France, Adrienne de La Fayette, la femme d'une exceptionnelle fermeté d'âme, amoureuse, dont la passion et l'abnégation donnent à rêver aujourd'hui encore. Elle apparaît, à beaucoup, comme la tête la plus solide du couple, au moins en plusieurs circonstances, contre-poids modéré, à d'autres, des impulsions pas toujours raisonnables et de l'incorrigible optimisme du marquis.

La vie de nouveau sur la scène, aux heures les plus héroïques et les plus touchantes de son existence, lutant, au péril de sa vie, pour sauver les enfants de Gilbert, les biens de Gilbert, et Gilbert lui-même; puis, quand elle fut sortie des prisons où la Terreur était venue chercher, à ses côtés, plusieurs de ses proches les plus chers, se démenant pour

pondances, et sa bibliothèque, et les souvenirs accumulés autour du héros : autant de témoins sur la guerre d'indépendance, la fin de l'Ancien Régime, la Révolution, l'Empire.

Bientôt ouverte à André Maurois, cette mine lui permet de révéler au grand public, par une de ces biographies chaleureuses dont il avait le secret (Rachette, 1961), le personnage d'Adrienne de La Fayette, femme d'une exceptionnelle fermeté d'âme, amoureuse, dont la passion et l'abnégation donnent à rêver aujourd'hui encore. Elle apparaît, à beaucoup, comme la tête la plus solide du couple, au moins en plusieurs circonstances, contre-poids modéré, à d'autres, des impulsions pas toujours raisonnables et de l'incorrigible optimisme du marquis.

La vie de nouveau sur la scène, aux heures les plus héroïques et les plus touchantes de son existence, lutant, au péril de sa vie, pour sauver les enfants de Gilbert, les biens de Gilbert, et Gilbert lui-même; puis, quand elle fut sortie des prisons où la Terreur était venue chercher, à ses côtés, plusieurs de ses proches les plus chers, se démenant pour

## « The little big man »

(Suite de la page 13.)

A Paris, il est un despote aimable, pittoresque, légèrement ridicule dans sa vie sentimentale. A Berlin, à Vienne, à Londres ou à Moscou, il est l'antichrist.

Cette époque est celle de David peignant le charmant portrait de Mme Récamier. Elle est aussi celle de la cavalerie française réquisitionnant pour ses chevaux la récolte des paysans prussiens. Ceux-ci, après la famine, ne seront plus des spectateurs indifférents. A partir de 1808, en Espagne, en Allemagne, en Russie, Napoléon se heurte à la haine des peuples. Ce deuxième volet de l'aventure impériale est essentiel à la compréhension de l'Europe moderne, jusqu'à 1945.

Dans la deuxième moitié du règne, la guerre ne paye plus. Elle n'est plus ni fraîche ni joyeuse. En enrôlé des conscrits de plus en plus jeunes, Napoléon devient l'Ogre. La bourgeoisie française se lasse de son sauveur. Mais il faudra que l'Europe craquelée prenne Paris pour que l'Empereur abdique et que le régime s'effondre. « Le gouvernement impérial, assés après 1807, d'être celui d'une classe pour devenir le jouet des caprices d'un individu. » Le système politique a pris quelque autonomie à l'égard de la société, il ne dépend plus d'une bourgeoisie en mal de stabilisation. Le vingtième siècle donnera l'habitude de ces « décollages » fâcheux des superstructures politiques, où l'Etat l'emporte sur la société.

La France a inventé la levée en masse, et par conséquent la guerre totale. L'affrontement idéologique égaieraient les armées françaises s'employaient à liquider le féodalisme et à exporter le code civil. Napoléon n'est pourtant pas un idéologue ou un théoricien. Il ne sait pas qu'il forge l'Europe moderne et ses haines nationales. Plus tard, à Saint-Étienne, il réfléchira sur son rôle historique. Empereur, il vit un rêve glorieux, plutôt rétro, accroché à Alexandre et à l'Antiquité. Napoléon Bonaparte est en fait le prototype de quelque chose de beaucoup plus inquiétant : celui du chef d'Etat qui peut tout, non parce qu'il est génial, mais parce qu'il a atteint ce que Bertrand de Jouvenel a appelé « la chambre des machines », ce centre de commandement d'un

JACK THIEULOU ET RENÉ GARBIT AUX ÉDITIONS DE L'ATHANOR Pour la rentrée littéraire de septembre, l'Athanor annonce deux romans :

LOI DE DIEU, de Jack Thieulou (si l'auteur n'est plus à présenter, son œuvre est encore à découvrir) et LOULOU-METRO, de René Garbit (son deuxième roman après « Le Temps fou », chez Julliard).

L'Athanor, un éditeur un peu plus fou, un peu plus pauvre, un peu plus téméraire que les autres ? ÉDITIONS DE L'ATHANOR 23, rue Vaneau 75007 Paris



La Fayette (collection ambassade des États-Unis). Adrienne de La Fayette (fondation José et René de Chambrun, château de La Grange).

rejoindre, à Olmütz, le prisonnier de l'Europe, dont elle obtiendra de partager la captivité. Une captivité terriblement dure : les coillies se vengent sordidement de l'homme qu'ils tiennent pour un suppôt de la Révolution. Dans ce cauchemar, Adrienne perdra la santé.

Livre émouvant, où l'on voit mûrir, pour l'épouse véritablement admirable, les sentiments d'un époux charmant, mais léger, superbement égoïste, « fayettiste » avant toute chose : livre nourri de détails neufs, dus au dépouillement de centaines de lettres, par exemple sur les efforts de La Fayette pour sauver le roi en juin 1793, ou encore sur les préparatifs, par Bollmann, de l'éva-

sion manquée d'Olmütz : ainsi René de Chambrun contribue-t-il à l'éclairage d'un pan d'histoire où tant de zones ombreuses demeurent. De son côté, José de Chambrun s'emploie à constituer, à Lagrange, un musée : pièce après pièce, elle restaure les lieux où La Fayette a vécu les dernières années d'une existence habitée par le souvenir d'Adrienne, et dans l'état où tous deux, enfin réunis et libres, y ont goûté, de 1801 à 1807, leur « seul temps de vrai bonheur ».

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

LES PRISONS DES LA FAYETTE. DIX ANS DE COURAGE ET D'AMOUR, de René de Chambrun. Librairie académique Perrin. 313 p., 55 F.

## françois de closets



## LA FRANCE ET SES MENSONGES

100000 exemplaires en un mois

denoël

PIERRE SERGENT LES MARECHAUX DE LA LEGION L'ODYSSÉE DU 5<sup>e</sup> ÉTRANGER (1940-1945)



EDMOND JOUHAUD Ce que je n'ai pas dit SAKET, O.A.S., EVIAN



## Le Monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

## « LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS »

Pour la seconde année consécutive, « Le Monde de l'éducation » publie un « palmarès des universités », en éditant l'état des disciplines analysées : entre les lettres, les sciences, les sciences sociales et humaines, y figurent la médecine (pour Paris) et les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce.

La domination parisienne se renforce. Les universités de la capitale « produisent » à elles seules plus du tiers des doctorats en lettres et en sciences. Plus de la moitié des élèves qui entrent à l'École polytechnique proviennent des classes préparatoires parisiennes. Les établissements parisiens sont presque toujours en tête pour les sciences sociales et humaines (Dauphine pour l'économie; Sciences-Po Paris pour les sciences politiques; l'École des hautes études en sciences sociales pour la sociologie; Paris-VII pour la linguistique; Paris-V pour la psychologie).

Malgré cela, certains établissements de province obtiennent des résultats remarquables. Ce sont, en particulier, ceux des « grandes métropoles universitaires » du Midi — Aix-Marseille, Lyon, Grenoble, Montpellier, Toulouse, Bordeaux — ainsi que Strasbourg. Parmi les établissements de moindre taille, il faut citer Nice, Lille ou Dijon. Les universités les plus récentes ont du mal à « décoller ». Certaines, toulousaines, y parviennent dans quelques secteurs spécialisés, comme Orléans, Brest, Mulhouse ou Le Mans.

La tribune des législatives : les points de vue de Jean-Pierre Soisson (P.R.) Louis Merxendau (P.S.) Jacques Guvard (P.S.-Cérol) Un choix de livres d'enfants pour les vacances.

Le numéro : 5 F Abonnements (11 numéros) : France, 50 F, Étranger, 68 F. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09. Téléphone : rédaction 246-72-23 et administration, abonnements 820-63-03

FRANÇOIS CARADEC DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS ARGOTIQUE ET POPULAIRE COLLECTION DICTIONNAIRES DE L'HOMME DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE chez tous les libraires LAROUSSE 16,90 F

## cinéma en question

Béla Balazs L'ESPRIT DU CINÉMA Précédé de Béla Balazs, théoricien marxiste du cinéma par Jean-Michel Palmier

Pasolini L'EXPERIENCE HÉRÉTIQUE Langue et cinéma Préface de M.A. Macciocchi

G.H. Morin LE CERCLE BRISÉ L'image de l'Indien dans le western

Henri Agel MÉTAPHYSIQUE DU CINÉMA PAYOT 706, Bd SAINT-GERMAIN 75005 PARIS



# enquête Les nègres en littérature

Prête-moi ta plume pour écrire un livre

Qualifiés co-auteurs par la loi, « collaborateurs d'auteur » par ceux qui les emploient, les « nègres » littéraires.

Il n'a plus grand-chose à voir, le nègre en littérature de 1977, avec celui qui reste associé au nom d'Alexandre Dumas père, et qui s'appelle Auguste Maquet. Ce jeune professeur au lycée Charlemagne avait commis un méfait sur la conspiration de Cellamare.

L'éditeur à qui il le proposa jugea l'idée intéressante, mais fut moins enthousiasmé du résultat. Il demanda à Dumas, connu pour son savoir-faire, de s'occuper de ce récit. Pour parler clair : d'en faire un livre vendable.

Comme on le voit, dans cette aventure littéraire, le vrai « nègre » ne fut pas Maquet mais Dumas. La justice devait, en la circonstance, dire son mot, puisque celui dont le nom resta fut celui qui avait du talent, autrement dit : le « nègre », alors n'était pas l'écrivain. C'est qu'à l'époque la célébrité était consentie sur d'autres critères qu'elle l'est aujourd'hui, où l'information suffit à la fabrication et non point obligatoirement la valeur. Il semble aussi qu'en ces temps difficiles l'éditeur était difficile d'être célèbre sans savoir écrire, maîtriser sa langue, comme le montrent les correspondances, pour ne parler que d'elles. Il ne serait pas venu à quiconque l'idée de demander à la Champs-Élysée de Mlle Mars ou à Rachel de raconter leur vie, moins encore à une lavandière ou à une vivandière.

Ce qui, depuis trente ans, a rendu la « négritude » littéraire de plus en plus florissante, c'est précisément la part prise par les documents, les souvenirs, les témoignages, les Mémoires de toutes sortes, dans la production éditoriale internationale. Des recueils en tous genres sont publiés, venant de tous les domaines. Et pour être « vedette », il suffit d'avoir à un moment ou un autre joué un rôle que l'actualité a retenu et qu'elle peut à l'occasion amplifier. Mais pour un avocat capable d'écrire lui-même et de façon satisfaisante, pour un homme politique, pour une comédienne, pour un chanteur ou un danseur, un médecin ou un psychologue, un explorateur ou un truand, combien d'autres ou bien n'ont pas ce talent, ou bien n'ont pas le temps de l'exprimer.

Le magnétophone a donc remplacé la plume. Grâce à lui, on est assuré d'un « premier jet », d'un brouillon au mieux, et au pire d'une documentation, dont on ne tirera pas les Mémoires d'outre-tombe ni même l'Histoire de sa vie, mais les 250 ou 300 pages, pas trop mal tressées, qui tiendront bien leur place en librairie un trimestre durant.

Ainsi s'explique la prospérité de la « négritude ». Cependant, il y a « nègre » et « nègre ». La corporation, comme celle des sportifs, a ses professionnels et ses amateurs, ses habitués et ses occasionnels. Il y a à la fois des renommées établies, des cotes et des coteries, des heureux et des malheureux, des résignés aussi. Un certain nombre, entrés dans le système, en vivent souvent bien, s'assurant des revenus mensuels de 5 000 et même 6 000 ou 7 000 F. Ils ont accepté leur condition, se déclarent « écrivains publics » ou « porte-plume », puisqu'il en faut.

Un génie, un O.S., mais simplement bon faiseur, connaissant leur métier, ses usages et ses recettes. Ils se trouvent essentiellement soit au bureau de production littéraire, soit dans la grande réserve où pulsent Opera-Mundi et quelques autres, et d'une façon générale, les chercheurs de « best sellers » hypothétiques.

À l'autre bord, certains, qui ont essayé le genre, le plus souvent par nécessité, s'en sont mal accommodés au point de tout. Ils y ont alors dûment mis à l'épreuve leur fierté, ont regimé, quelques fois, mais, en général, sans succès et surtout sans écho.

« On se plait à employer ce mot de « nègre ». C'est bien péjoratif, il y a en vérité, pour nous, un auteur — la personne qui a des souvenirs, une expérience, une histoire à raconter, — et un collaborateur de cet auteur. L'auteur, c'est la bande magnétique, c'est oral, et son collaborateur, c'est écriture. Et pour ce travail, il touchera une part de droits d'auteur variable. Longtemps il ne toucha qu'un forfait. »

La part des droits est en effet variable. Elle peut être égale à celle accordée à l'auteur. C'est d'ailleurs la règle telle que l'a fixée la loi du 11 mars 1957, quand il s'agit de collaborateurs participant à la « création » d'une même œuvre. En ce cas, si les droits d'auteur sont fixés à 10 % du prix de vente, l'auteur touchera 5 % et le « nègre » 5 %.

De tels cas sont rares, car la loi a prévu et admis l'éventualité de « conventions contraires ». Si bien que la part du « nègre » peut n'être que de 40 % des droits, quand ce n'est pas 30 % ou même seulement 25 %, rarement, mais cela arrive, parfois.

Charles Ronas ne voit pas là d'injustice. « Nos Vieux », dit-il, en raison des « auteurs » choisis, connaissent à peu près toujours de gros tirages, et cela à cause de leur nom, c'est évident. Alors la part du collaborateur n'est pas injuste, même ramenée au quart des droits. Il faut voir le résultat en fonction de 50 000 exemplaires et plus. »

Tous les « nègres » ne partagent pas ce point de vue et d'acceptent pas que leur participation soit tenue pour secondaire ou minoritaire.

C'est peut-être bien ce qui pousse quelques-uns à sortir de l'anonymat pour dire à la fois leur présence et leur rôle. Là est aujourd'hui la nouveauté. Le plus fâché serait-il alors l'auteur ? À qui, malgré tout, on retire, peu ou prou, l'aubaine usurpée d'écrivain. Car tous les « nègres » ont conscience que leur nom seul mentionné en couverture ou ailleurs, qu'il ne soit pas, dès que le livre est en librairie, celui qui en est pour les bulletins d'éditeurs, pour les libraires, pour la critique aussi, l'auteur et surtout le seul auteur, se comporte tout à fait comme tel. Sans gêne ni honte, sans trouble ni scrupule, il déclare, il parle à la radio, paraît à la télévision, sans jamais songer à dire à qui il doit, pour partie au moins, ce droit aux trompettes de la renommée.

À ce jeu, devenu industrie, du « prête-moi ta plume », comment joue-t-on ? Charles Ronas, passé expert, le dit. Et d'abord il livre quelques indications qui, depuis longtemps, ne sont plus, pour lui du moins, ni pour la plus grande partie de l'éditeurs, des secrets.

« Marcelle Roulier (un nom dans la « négritude » des lettres) a travaillé avec Simone Bertrando pour notre livre sur Pléiade. Elle vient de terminer avec Michèle Morvan (Avec ces yeux-là). Entre les deux, on pourrait en citer d'autres. Aujourd'hui on dirait que certains éditeurs ont honte de ce genre : alors qu'ils n'ont fait qu'imiter ce que nous avons commencé. »

Puis, il va jusqu'à placer dans la catégorie des collections comme celle de Claude Glaymann, chez Stock, qui ont défilé la gare et les faubourgs vers l'interview totale et avouée, ce en donnant forme de livre à des entretiens enregistrés plus qu'écrits avec de grands journalistes et grands écrivains. Et les Traversées du siècle du Seuil ?

Que sait-on de la « cuisine », de la manière de faire prendre des sautes et d'écouter, ce en Première condition : le « nègre » et son « auteur » doivent se connaître. Ils risquent ainsi de mieux s'entendre, ce qui est important. Il faut que « ça marche » entre eux. C'est le cheval et le cavalier. « On peut d'ailleurs changer de cavalier en cours de route », dit à ce sujet l'entraîneur Ronas.

Si Yves-Guy Berges a été pressenti — ce qui ensuite n'alla pas sans orages — pour écrire les souvenirs de Rolf Steiner, c'est parce que ce grand reporter avait connu le légionnaire au Biafra et avait ainsi suivi son procès à Khartoum. Si Jean-Marie Fitte devient la plume de Gilberte Pierre-Brossollet, c'est qu'il s'est fait auparavant une spécialité de la Résistance de Pierre Brossollet. Si tel chroniqueur judiciaire prépare les souvenirs du docteur Yves Roumajon, c'est qu'en trente ans de carrière il a pu à la fois beaucoup écouter les dépositions de cet expert, le souvent interviewé et qu'il se sentent mutuellement en confiance.

Après quoi, la recette, à quelques variantes près, est la même : entretien avec un magnétophone, le temps qu'il faut, ou — moins fréquemment — examen d'un manuscrit qui existait déjà ou de notes soignées, mais à compléter en général, selon ce que ces « documents » apportent, le travail du « nègre » est différent. Selon l'humour aussi de son « auteur », qui peut quand même avoir des idées, ses idées, et y tenir. C'est alors que peut surgir le conflit. Si le « nègre » possède à la fois bien le sujet traité et une bonne connaissance de son « auteur », il peut s'apercevoir que celui-ci triche ou escamote. Doit-il réagir ? Rectifier ? Y a-t-il une « classe de conscience » du porte-plume ? Ceux qui ont voulu l'invoquer, c'est-à-dire revendiquer le droit de faire savoir dans le livre, par une préface ou une post-face, qu'ils n'ont pas été dupes, se sont cassés les dents. Ils se sont vu opposer en général leur contrat ou une lettre-contrat, qui, évidemment, n'avait pas prévu cette éventualité.

La personnalité

Voici d'ailleurs ce qui est attendu du « nègre », selon une lettre reçue par l'un d'eux, qui se plaignait d'avoir eu à faire la plus grande part du travail avec un « auteur », auquel il fallait tout arracher, incapable de se raconter et qui, de surcroît, embellissait trop les choses.

Le contrat était signé pour « l'élaboration et la rédaction d'un livre de souvenirs ». « Cela veut dire, explique la lettre, et selon de nombreux précédents, l'interrogation de l'auteur, la plus souvent à l'aide d'un magnétophone, sur les différents éléments pouvant servir de base à la rédaction de l'ouvrage dont il s'agit, la mise en forme du récit de l'auteur (en supprimant les tournures du langage parlé, mais en respectant au maximum le style de l'auteur, afin que le lecteur sente sa personnalité), accompagnés d'un certain travail de sélection pour que l'ouvrage soit aussi intéressant que possible et pour que le personnage de l'auteur ressorte sous une lumière sympathique : son interrogation, par la suite, sur des lacunes qui apparaissent, par exemple pour planifier le décor et pour bien rendre l'atmosphère de ce qu'il a vécu. »

Tout n'est-il pas dit ici et en peu de mots ? Un bon « nègre », un professionnel, sait « coller » à ces orientations. Pour se permettre des variantes ou des écarts, il faut à la fois avoir une personnalité et une renommée. Ça existe.

JEAN-MARC THEOLLEYRE

connaître. Ils risquent ainsi de mieux s'entendre, ce qui est important. Il faut que « ça marche » entre eux. C'est le cheval et le cavalier. « On peut d'ailleurs changer de cavalier en cours de route », dit à ce sujet l'entraîneur Ronas.

Si Yves-Guy Berges a été pressenti — ce qui ensuite n'alla pas sans orages — pour écrire les souvenirs de Rolf Steiner, c'est parce que ce grand reporter avait connu le légionnaire au Biafra et avait ainsi suivi son procès à Khartoum. Si Jean-Marie Fitte devient la plume de Gilberte Pierre-Brossollet, c'est qu'il s'est fait auparavant une spécialité de la Résistance de Pierre Brossollet. Si tel chroniqueur judiciaire prépare les souvenirs du docteur Yves Roumajon, c'est qu'en trente ans de carrière il a pu à la fois beaucoup écouter les dépositions de cet expert, le souvent interviewé et qu'il se sentent mutuellement en confiance.

Après quoi, la recette, à quelques variantes près, est la même : entretien avec un magnétophone, le temps qu'il faut, ou — moins fréquemment — examen d'un manuscrit qui existait déjà ou de notes soignées, mais à compléter en général, selon ce que ces « documents » apportent, le travail du « nègre » est différent. Selon l'humour aussi de son « auteur », qui peut quand même avoir des idées, ses idées, et y tenir. C'est alors que peut surgir le conflit. Si le « nègre » possède à la fois bien le sujet traité et une bonne connaissance de son « auteur », il peut s'apercevoir que celui-ci triche ou escamote. Doit-il réagir ? Rectifier ? Y a-t-il une « classe de conscience » du porte-plume ? Ceux qui ont voulu l'invoquer, c'est-à-dire revendiquer le droit de faire savoir dans le livre, par une préface ou une post-face, qu'ils n'ont pas été dupes, se sont cassés les dents. Ils se sont vu opposer en général leur contrat ou une lettre-contrat, qui, évidemment, n'avait pas prévu cette éventualité.

La personnalité

Voici d'ailleurs ce qui est attendu du « nègre », selon une lettre reçue par l'un d'eux, qui se plaignait d'avoir eu à faire la plus grande part du travail avec un « auteur », auquel il fallait tout arracher, incapable de se raconter et qui, de surcroît, embellissait trop les choses.

Le contrat était signé pour « l'élaboration et la rédaction d'un livre de souvenirs ». « Cela veut dire, explique la lettre, et selon de nombreux précédents, l'interrogation de l'auteur, la plus souvent à l'aide d'un magnétophone, sur les différents éléments pouvant servir de base à la rédaction de l'ouvrage dont il s'agit, la mise en forme du récit de l'auteur (en supprimant les tournures du langage parlé, mais en respectant au maximum le style de l'auteur, afin que le lecteur sente sa personnalité), accompagnés d'un certain travail de sélection pour que l'ouvrage soit aussi intéressant que possible et pour que le personnage de l'auteur ressorte sous une lumière sympathique : son interrogation, par la suite, sur des lacunes qui apparaissent, par exemple pour planifier le décor et pour bien rendre l'atmosphère de ce qu'il a vécu. »

Tout n'est-il pas dit ici et en peu de mots ? Un bon « nègre », un professionnel, sait « coller » à ces orientations. Pour se permettre des variantes ou des écarts, il faut à la fois avoir une personnalité et une renommée. Ça existe.

JEAN-MARC THEOLLEYRE



## Les « enfants adoptifs » de Marie Cardinal

MARIE CARDINAL n'était pas encore président du syndicat des écrivains de langue française. Ce SELF qui s'inquiète aussi de la condition des « nègres » les plus obscurs, au moment où, elle aussi, est à l'écriture pour d'autres. « Sept en un », dit-elle. Et payée au forfait, 5 000 F, avec interdiction de dire quoi que ce soit.

Cette interdiction de lever le lièvre n'est à vrai dire mentionnée dans aucun des contrats que nous avons vus. Mais il est si peu de choses que les « nègres » ne sentent pas sur eux, surtout, ou se l'imposent peut-être — sûrement — en songeant à l'avenir, du moins lorsqu'ils ne sont pas des occasionnels.

Pour Marie Cardinal on peut du moins dire « comment ça se passe », c'est-à-dire comment ça s'est passé pour elle. « Je travaillais en général à partir d'un enregistrement. Après quoi je prenais les phrases des gens, je les disais tout haut pour prendre leur rythme, leurs mots. Il faut savoir aussi trouver pour le texte définitif, trouver la phrase de la page 22 de la transcription de la bande qui aura à s'enchainer sur telle autre dénichée à la page 60. Ça a donné quand même des livres qui, je crois, ne sont pas plats et, surtout, qui ressemblent aux personnes censées les avoir écrits elles-mêmes. »

Cependant, elle insiste sur ce qui fut le plus gênant pour un écrivain comme elle : la rapidité d'écriture exigée. « La Cause des femmes, de Gisèle Halimi, traitait évidemment de la contraception et de l'avortement. Et pour l'éditer il fallait absolument que le livre apparaisse en librairie au moment du débat sur la question que l'Assemblée nationale allait engager. Alors il a fallu travailler en vingt-deux jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Mais sans regret et surtout sans le moindre mauvais souvenir — parce que, sur le fond, il y avait accord entre Gisèle et son « nègre ».

Pour la duchesse de Bedford, ce fut tout autre chose. « Elle ne me connaissait pas et moi je ne la connaissais pas davantage. Alors, ça se passa comme ça : on me donna le texte de ses enregistrements, je grattai là-dessus. Pendant ce temps, à l'époque, elle voyageait. Mais elle voulait tout voir, tout contrôler. Alors on lui expédiait mon texte par paquets, à ses escalas, un jour aux Caraïbes, un autre aux Antilles, après à Londres, je ne sais où encore. Elle retournait tout ça avec des indications nouvelles. A la fin elle s'est lassée. Je suppose parce qu'elle trouvait malgré tout que c'était fidèle et pas mal pour de la duchesse de Bedford. C'était encore le temps pour Marie Cardinal de la nécessité. Pourtant, même après le succès rencontré par ses propres livres comme la Clef sur la porte et Les Mots pour le dire, elle a continué à travailler pour d'autres. »

« Mais ça a toujours été caché. Ça faisait partie aussi de mon travail aux éditions Grasset. Mais, de toute façon, ça travaillait ne peut, ne pourra jamais se comparer avec celui que j'accomplis comme écrivain, c'est-à-dire quand il s'agit de faire du Marie Cardinal. »

Elle tient pourtant à ajouter : « Il n'empêche que ce travail de « nègre » m'a quand même enrichi. Je présume mille fois avoir fait ce que des textes publicitaires ou d'importation quel autre « job ». Parce que, finalement, c'est quand même d'une façon plus intéressante de faire « sortir » un livre de quelqu'un, de démontrer ses mécanismes. Pour Gisèle Halimi, tenez, il me fallait d'abord comprendre la structure de son raisonnement pour ne pas le trahir. Et quand j'avais, par-dessus le marché, compris son vocabulaire, sa construction, je pouvais faire une phrase qui n'était plus du tout de moi, mais bien d'elle. On devient très agile pour cela, vous savez. Ça ne donne pas du talent mais ça habitue à l'architecture d'un paragraphe. Ça apprend aussi à voir les fautes, à voir où ça cloche et pourquoi. Surtout pourquoi. Ça aussi ça m'a rendu service. »

Elle résume sa conception du « nègre » : « C'est simple. Ça reçoit en général un mauvais livre pour un bon sujet. Pour moi il faut que ça fasse un bon livre, mais ce bon livre ne doit pas être le mien. Il doit rester celui de l'autre. »

Elle conclut : « Tout de même, ça fait un drôle d'effet de voir, après, ces livres-là en librairie. On a un peu l'impression d'y voir ses enfants adoptifs. »

Mais elle a dit aussi, comme ça, en passant, qu'il y eut des moments où « elle n'en dormait pas ». Et que « idéologiquement, ce n'est pas le rêve », parce qu'on a beau se sentir ou se vouloir seulement « l'ouvrier qui fait une auto » il arrive aussi qu'il faille « écrire des choses tellement contre votre pensée qu'on en souffre vachement ».

J.-M. Th.

## Duels au bord du L...

« L'œuvre de collaboration est la propriété commune de ses auteurs. »

« Les auteurs doivent exercer leurs droits d'un commun accord. »

« En cas de désaccord, il appartient au tribunal civil de statuer. »

« Lorsque la participation de chacun des collaborateurs relève de genres différents, chacun pourra, sauf convention contraire, exploiter séparément sa contribution personnelle, sans toutefois porter préjudice à l'exploitation de l'œuvre commune. »

« L'œuvre de collaboration est soumise à un statut proche de l'indivision, à cette différence que l'indivision « temporaire » alors que le statut de la collaboration littéraire et artistique subsiste obligatoirement pendant toute la durée de la protection pour le droit pécuniaire. »

« L'égalité entre collaborateurs reste malgré tout aléatoire. Depuis une décision de 1884, les auteurs ont des droits égaux sur l'œuvre dont le produit se partage par tête. Mais cela, seulement, à défaut de conventions contraires, que les tribunaux pourraient éventuellement interpréter. Or ces « conventions contraires » pullulent dans les contrats et l'exception devient, en fait, la règle. »

C'est le même flou que laisse la jurisprudence au sujet de l'égalité théorique des droits de signature de l'ouvrage.

La encore, et à défaut de conventions particulières, c'est la notoriété respective des écrivains qui joue un rôle prépondérant dans l'indivision de leurs noms sur la couverture du livre écrit en collaboration. Cela revient à dire qu'un auteur possédant des titres supérieurs doit, dans le propre intérêt de l'œuvre, voir l'ouvrage placé avant tout sous son patronage. Tel est du moins

## LES PUDEURS DE LA LOI

M. HENRI CHOUKROUN, avocat à la cour d'appel de Paris, a reçu beaucoup de « nègre », en colère venus le consulter sur leurs droits et l'éventualité d'une procédure ou d'un arrangement à la suite de débâcles diverses. Sa profession l'oblige à voir les choses en juriste. Il faut alors constater d'une part que les conflits ouverts sont rares, mais plus rares encore la possibilité qui est laissée de plaider avec une chance de succès tant les contrats signés apparessent entre gens de l'édition.

On se recrute les « nègres » à des journalistes, c'est vrai, mais le plus souvent rédacteurs trouvent les « collaborateurs d'auteurs » dont il a besoin dans sa propre maison, ou parmi ses propres auteurs, ou même directeurs littéraires, directeurs de collection, lecteurs. Pour les autres, si ce sont des professionnels, ils savent à quoi s'en tenir. Et surtout la loi du 11 mars

1957 sur la propriété littéraire et artistique donne une définition bien floue et bien pudique de l'œuvre écrite en collaboration.

Article 9, alinéa premier : « Est dite œuvre de collaboration l'œuvre à la création de laquelle ont concouru plusieurs personnes. »

Cela écrit, qu'est-ce que « concourir » à une création ? La jurisprudence à qui la loi a laissé le soin d'en dire plus reste incertaine. Concours direct à la création de l'œuvre, à dit une décision judiciaire. Ainsi mettra-t-on sur le plan pour un opéra l'auteur du livret et le compositeur de la partition musicale.

Évidemment la loi ignore le non. Mais elle reconnaît la chose. Pour elle, il n'y a que des auteurs, et s'ils sont plusieurs, ils sont alors des co-auteurs. C'est dire, et c'est dit, qu'ils ont sur l'œuvre des droits et des obligations égaux. Cela est exprimé en ces termes généraux.

« L'œuvre de collaboration est la propriété commune de ses auteurs. »

« Les auteurs doivent exercer leurs droits d'un commun accord. »

« En cas de désaccord, il appartient au tribunal civil de statuer. »

« Lorsque la participation de chacun des collaborateurs relève de genres différents, chacun pourra, sauf convention contraire, exploiter séparément sa contribution personnelle, sans toutefois porter préjudice à l'exploitation de l'œuvre commune. »

« L'œuvre de collaboration est soumise à un statut proche de l'indivision, à cette différence que l'indivision « temporaire » alors que le statut de la collaboration littéraire et artistique subsiste obligatoirement pendant toute la durée de la protection pour le droit pécuniaire. »

« L'égalité entre collaborateurs reste malgré tout aléatoire. Depuis une décision de 1884, les auteurs ont des droits égaux sur l'œuvre dont le produit se partage par tête. Mais cela, seulement, à défaut de conventions contraires, que les tribunaux pourraient éventuellement interpréter. Or ces « conventions contraires » pullulent dans les contrats et l'exception devient, en fait, la règle. »

C'est le même flou que laisse la jurisprudence au sujet de l'égalité théorique des droits de signature de l'ouvrage.

La encore, et à défaut de conventions particulières, c'est la notoriété respective des écrivains qui joue un rôle prépondérant dans l'indivision de leurs noms sur la couverture du livre écrit en collaboration. Cela revient à dire qu'un auteur possédant des titres supérieurs doit, dans le propre intérêt de l'œuvre, voir l'ouvrage placé avant tout sous son patronage. Tel est du moins

le sens d'un jugement du tribunal de la Seine, mais qui remonte à 1927, époque où la collaboration littéraire n'était pas encore ce qu'elle est devenue. Et c'est aussi parce qu'il remonte à 1923 que paraît être devenu caduc le sentiment du même tribunal pour lequel chaque collaborateur a droit de voir figurer son nom, non seulement sur la couverture de l'ouvrage, mais aussi dans la publicité faite sur cet ouvrage.

Et que ne pourrait-on faire d'imaginer si s'appliquait encore cette obligation : « Les tribunaux doivent condamner à payer des dommages et intérêts le coauteur qui, par fraude ou par fraude, met obstacle à l'exploitation normale du bien et abuse ainsi de son droit ? »

L'exploitation normale ? Ne serait-ce pas celle qui permettrait au lecteur de savoir qui a écrit quoi ? On s'orienterait en ce sens si l'on en juge par l'ap-

partition nettement plus fréquente du nom des « collaborateurs ».

Finalement, il faut peut-être rejoindre Jérôme London, qui n'a jamais eu recours aux « nègres », et qui fait une distinction fondamentale entre l'« écrivain », qu'il vénère, et l'« écrivain » dont il admet l'existence et qu'il n'est point de tout mandriner.

Il ne met pas le premier au-dessus des autres, il dit seulement qu'il s'agit d'une autre espèce. Même si le « nègre » est à d'autres heures un écrivain, car, Jérôme London dans sa grande douceur, « si le « nègre » est vraiment un écrivain, il ne fera pas son travail de « nègre ». Il sera celui qu'on n'aime pas, qui ne ressemble à personne et qui, par définition, va choquer. »

« Ce « nègre-là », aucune vedette au monde n'en voudrait à une époque où l'on a décidé de lire les livres comme on lit les journaux — J.-M. Th.

« Ce « nègre-là », aucune vedette au monde n'en voudrait à une époque où l'on a décidé de lire les livres comme on lit les journaux — J.-M. Th.

« Ce « nègre-là », aucune vedette au monde n'en voudrait à une époque où l'on a décidé de lire les livres comme on lit les journaux — J.-M. Th.



# RADIO-TÉLÉVISION

## RADIO-FRANCE : LES PERSONNELS NON CONVENTIONNÉS REPRENNENT LE TRAVAIL

Après une journée de négociations avec la direction, l'inter-syndicale des personnels non conventionnés de Radio-France a obtenu, mercredi 6 juillet, à 20 heures, une liste de propositions jugées satisfaisantes : la grève est suspendue depuis

0 heure ce jeudi 7 juillet, mais les négociations se poursuivent.

Les propositions de la direction concernent la définition des différentes catégories d'activité des collaborateurs de production, la couverture du risque de maladie par un contrat collectif d'assurance, la prime de maternité, la majoration de certains cachets, l'extension du droit à la prime de cessation de collaboration et la représentation au comité d'entreprise. Ni le problème des conditions de travail ni celui des rémunérations n'ont été abordés.

Des propositions complémentaires pourraient néanmoins être obtenues, ainsi qu'un calendrier précis de réunions.

Quelle que soit l'issue de ce mouvement, les producteurs non conventionnés, dont c'est la première grève, estiment avoir affirmé leur existence et notent que le cachet d'une émission non diffusée pour raison de grève est perdu — même si elle était entièrement réalisée — alors que certains producteurs assurent que deux émissions mensuelles.

## ÉCHECS

## Duels au bord du Léman

Les demi-finales du tournoi des candidats — dont le vainqueur rencontrera, titre en jeu, le champion du monde d'échecs Anatoly Karpov — ont commencé simultanément à Evian (France) et à Genève (Suisse). Elles devraient se prolonger tout le mois de juillet et une partie du mois d'août.

Le duel insolite d'Evian, teinté d'idéologie, entre le dissident russe Polugaevski, réfugié aux Pays-Bas depuis près d'un an, et son ancien compatriote, Lev Portisch, réfugié aux Pays-Bas depuis près d'un an, est celui qui retient le plus l'attention des amateurs. D'autant que si Karpov avait été le départ la faveur des pronostics, on était loin de s'attendre aux péripéties de ce début de match : alors qu'à ce niveau de compétition 60 % au moins des parties se terminent par la nullité, l'apartide a en effet remporté la première partie avec les blancs, et la deuxième avec les noirs.

ajournée dans une position que Polugaevski a jugé lui-même désespérée puisqu'il n'a pas repris la partie. La troisième partie est ajournée dans une position favorable à Karpov.

L'autre demi-finale se déroule aussi sur les bords du Léman, à Genève, distante de 45 kilomètres seulement de la station thermale française, ce qui est une aubaine pour les passionnés d'échecs et pour les journalistes. Elle oppose deux grandes figures du noble jeu, l'ex-champion du monde, le Soviétique Boris Spassky — déchu de son titre par Bobby Fischer il y a cinq ans — et l'excellent joueur hongrois Lajos Portisch. Cette rencontre apparaît plus équilibrée. La première partie ne fut pas, au contraire de celles disputées à Evian, d'un grand intérêt, et donna lieu à une nullité conventionnelle au bout d'une vingtaine de coups.

### De notre envoyé spécial

où les joueurs ne représentent qu'eux-mêmes.

En quart de finale le sort — le mauvais sort l'opposa à l'orthodoxe — Tigran Petrossian, ancien champion du monde. La rencontre, le psychodrame devrait-on dire, est en cours dans une petite ville d'Italie. Les deux hommes, qui de surcroît, se détestaient de longue date, n'échangèrent pas un seul mot au cours des deux parties qu'ils disputèrent (Karpov vainqueur par 6,5 contre 5,5). Petrossian accusa son adversaire de communiquer par télépathie avec ses seconds et charges sa femme d'interrompre le jeu. Petrossian en se plaçant entre eux et en balaçant la tête, Karpov soupçonna Petrossian, qui est sourd, d'espionner un simple appel auditif. En outre, il prétendit craindre une opération de commando du K.G.B. et exigea que deux délégués privés assurassent la sécurité des deux joueurs. Les deux hommes, qui gardaient la porte d'entrée de l'hôtel où se déroulait la rencontre, l'arbitre lui refusa cependant de jouer derrière des parois vitrées à l'extérieur des salles.

Lev Polugaevski, quarante ans, est donc investi du redoutable devoir de barrer la route de la finale au « renégat ». Les deux joueurs ont fait leurs études ensemble, mais ils ne se parlent plus, se contentant de se saluer la main avant chaque partie. Deux grands maîtres assistent Polugaevski dans les analyses : Zaitsev et Baguirov. La délégation soviétique est complétée par une « éminence » tout à fait inattendue, celle de l'ancien champion du monde, le grand maître américain Bobby Fischer, qui est venu à la table. Il n'y aura droit qu'après le 27 juillet, date à laquelle il sera attendu, il proposa, sans rire, de prendre pour ambassadeur le drapeau pirate à tête de mort.

Karpov, qui dispose de deux seconds anglais : le G.M.I. Keene et le M.L. Stean, apparaît comme le plus volontaire des quatre prétendants. Il faut le voir, formidablement concentré, la tête dans les mains, les yeux fixés sur les cases comme vers un horizon mystérieux, pour comprendre qu'il s'y investit entièrement, que chaque partie est une prière répétée pour lui la plus belle des vengeances. A ce niveau, il est vrai, une partie d'échecs n'est plus depuis longtemps une partie de plaisir. C'est un duel féroce, non pas au premier coup, mais au dernier. On le devinerait qui coule à chaque blessure, à chaque coup porté par l'adversaire, de même on imagine les ruisseaux d'adrénaline qui descendent le long des chairs. Les échecs sont un art sans doute, mais un art sans pitié.

Peut-être le climat d'Evian, qu'on dit émollient et où les habitants et les touristes s'appellent « la malle », — peut-être le cadre grandiose de l'hôtel Royal et la parfaite organisation assurée par cette agencière suisse, ont-ils permis à Karpov d'être plus fort que ne l'aurait permis son adversaire. En terme de tennis, on dirait qu'il a déjà fait deux fois le break et peut désormais se contenter d'assurer la nullité. On n'atten-

dait pas un Karpov aussi supérieur. Généralement les adversaires d'un match important commencent par s'observer. Or, succès dans la deuxième partie (avec les noirs) est encore plus convaincant que dans la première, où l'on assista pourtant, et dès le début, à une belle empoignée Polugaevski, qui jouait les blancs dans une « Ouverturée », avait préparé un sacrifice de qualité contre un pion qui lui conférait un avantage positionnel certain. Mais peu à peu les blancs se débattaient, s'opposant même de l'initiative vers le trentième coup. Polugaevski commençait alors la fante en « seigneur » (manque de temps) au trentième coup, en voulant gagner un pion, il permettait à Karpov d'installer ses tours sur les dernières rangées et était condamné à la défaite. Polugaevski obtint alors un avantage positionnel, mais entre le vingt-cinquième et le trentième coup, Karpov renversa la vapeur grâce à une conception stratégique d'une extraordinaire profondeur. Il confirma ainsi qu'il était le plus redoutable des demi-finalistes, même si à une question que nous lui avons posée il répondit que le plus en forme des quatre concurrents était selon lui Portisch.

La rencontre de Genève ne revêtit sans doute pas une telle intensité. Comparés à Karpov, Spassky et Portisch apparaissent comme des « gentils », des gens trop doux au fond pour le bain de sang, de sueur, et parfois de larmes. Boris Spassky, en particulier, est certainement le plus sympathique et le plus déconstruit des champions que les échecs aient connus depuis longtemps. En Islande, contre Fischer, il avait fait figure de jeune homme aimable et enfantin. Avant fait perdre à l'Union soviétique le titre mondial qu'il détenait depuis 1948 il donna, semble-t-il, une période de désastre. Aujourd'hui, sa situation n'est pas banale non plus. Il a épousé une Française, fille d'un diplomate en poste à Moscou, et vit en France depuis près d'un an. Entre autres signes de déconstruc-tion capillaire semble indiquer une certaine « occidentalisation ». Officiellement, il demeure un bon Soviétique, mais les autorités de son pays lui ont interdit de jouer chez nous, où d'ailleurs il n'aurait guère d'adversaire à sa mesure. L'ancien champion du monde est peu entraîné et semble avoir « levé le pied » ces dernières années. Son succès contre le Tchèque Hort en quart de finale n'a pas convaincu, mais il est vrai qu'il dut subir avant la fin du match une opération chirurgicale. Boris Spassky a moins à prouver que le Hongrois Portisch, âgé comme lui de quarante ans, et qui s'est certainement mieux préparé. Véritable encyclopédie vivante des débuts, Lajos Portisch part légèrement favori face à Spassky, qui n'a pas de second, et a-t-il dit. Je suis comme Bobby Fischer, mon système est dans ma tête, et seulement dans la mienne.

Le match de Genève sera plus pacifique et sans doute moins spectaculaire que celui d'Evian. La première et la deuxième parties ont été rapidement conclues par la nullité en vingt coups.

PATRICK SÉRY.



## Les enfants adoptés

M. Philippe Bouvard est arrivé avec une histoire qui les éblouit toutes : la sienne. Voilà seulement quelques semaines, il a pris conscience, brutalement, des dangers que laissait passer sur lui, après des années d'un jeu éhémé, cette obsession. Il a donc décidé de se faire interdire dans les casinos et d'entreprendre la démarche nécessaire : une lettre au ministère de l'Intérieur. C'était, nous avouons, un véritable appel au secours lancé aux pouvoirs publics. Cet S.O.S. est resté sans réponse. Il a fallu qu'il insiste, qu'il supplie, qu'il menace pour obtenir satisfaction au bout de deux mois et demi de déconfortantes tracasseries administratives. L'Etat, apparemment,

répugnait à perdre un suébi bon client. Entre la morale et le profit, effectivement, la balance n'est pas égale. Et c'est là qu'est le scandale. Taser, le rêve, ou plutôt le mirage, ce vieux mirage de l'humanité — on le retrouve à toutes les époques sous toutes les latitudes, — c'est l'encouragement. Même si, grâce à cela, on surveille, on limite, on l'on traque les cercles privés, les tripes clandestins, les book-makers qui fleurissent en Angleterre, c'est spéculer sur la folie, sur la folie.

Alors que faire ? Interdire ? Impossible — comment empêcher la « Combien tu paries ? » qui nous vient spontanément aux lèvres dès l'enfance. Réduire encore ? Ne pas multiplier, au contraire, je pense au quarté et, surtout, au Loto, le plus lourd des Impôts Indirects, — les pièges tendus aux plus démunis d'entre nous, à tous ceux dont le billet pour la loterie se réduit à un ruineux ticket de quai.

CLAUDE SARRAUTE.

## JEUDI 7 JUILLET

### CHAÎNE I : TF 1

**EUROP ASSISTANCE**  
Assureurs,  
Agences de Voyages,  
Caisses d'Épargne,  
Ecureuil,  
Banques.

20 h. 30. Série : Les années d'illusion : 21 h. 30. Magazine : 90 minutes pour convaincre de J.O. Chaffard, F. Moreuil, J.-M. Lech et E. Vannier : Le retour à la tradition de l'Église, avec Michel de Saint-Pierre (voir tribunes et débats).

**A.J. CRONIN**  
Le LIVRE de POCHES  
**LES ANNÉES D'ILLUSION**

## VENDREDI 8 JUILLET

### CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 30 à 20 h. 30, programme ininterrompu, avec, à 18 h. 45, Tour de France cycliste.

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Une femme presque fidèle », de J. Bernard, avec J. Bernard, J. Gauthier, D. Faturel, J. Maucclair.

Une femme reproche à son amant de ne pas être aussi brillant que son mari.

22 h. 35. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. 30, programme ininterrompu, avec, à 18 h. 45, Fenêtre sur : Bande à part. (Enquête sur un privé au-dessus de tout soupçon, réal. E. Miller.)

20 h. 30. Feuilleton : Le confessionnal des pénitents noirs (deuxième épisode : L'Épave) ; 21 h. 45. Littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (Quelle Bretagne, quels Bretons ?) Avec M.M. Xavier Grall (« le Cheval couché »), Yvonne Guérin (« les Escaliers d'acier »), Pierre-Jean Bédou (« les autres et les autres »), Yves Le Berre (traducteur de la Bible de Jérusalem et autres événements survenus en Bretagne pendant la Révolution en 1793), et Charles Le Goff (« le Château d'Amour »).

22 h. 45. Journal.

22 h. 55. FILM (ciné-club) : LA CHAIR ET LE DIABLE, de Cl. Brown (1927), avec G. Garbo, 19 h. 45.

## JEUDI 7 JUILLET

— M. Valéry Giscard d'Estaing répond aux questions d'Yves Mourousi sur les problèmes de la mer à Radio - Monte - Carlo, à 17 heures.

— Le R.P.E. présente une série de séquences filmées sur le thème « Si demain la gauche », commentées par son délégué politique M. Yves Guéna, sur Antenne 2, à 19 h. 45.

## TRIBUNES ET DEBATS

— M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

— M. Michel de Saint-Pierre, romancier, essayiste et journaliste, plaide pour le retour aux traditions dans l'Église, dans « 60 minutes pour convaincre » sur TF1, à 21 h. 30.

22 h. 25. Concert : Symphonie n° 4, de Brahms, par l'Orch. philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine.

23 h. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Téléfilm : M. Klebs et Rozalie, de R. de Obaldia. Réal. J. Duhen. avec M. Bouquet, A. Sinigaglia, S. Barré, J. Rosny.

22 h. 15. Magazine médical. Les jours de notre vie, de P. Desraupes et J. Bernard (Au bout du chemin). Jusqu'à quel point de difficultés physiques la vie nous-elle la peine d'être nue ?

23 h. 15. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (les grands noms de l'histoire du cinéma) : cycle cinéma, français 1968-1976 : LES VOIES CLOS, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

21 h. 55. Journal.

## FRANCE - CULTURE

20 h. 30. Nouveau répertoire dramatique, par L. Attoun : Il va sans dire, de M. Vinaver ; 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

21 h. 55. Journal.

22 h. 30. Festival des Flandres 1976 : musique ancienne, avec J. Buis (organe), le Collegium vocal de Gand, la Musikkollegium Company de Berlin, dir. P. Herreweghe (œuvres de Monteverdi, Palestrina, Lully, etc.) ; 23 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

23 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

24 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

25 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

26 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

27 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

28 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

29 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

30 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

31 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

1 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

2 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

3 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

4 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

5 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

6 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

7 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

8 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

9 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

10 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.

11 h. 30. Musique de chambre : 22 h. 30. Entretiens : Les années d'illusion, de J.-C. Brialy (1972), avec M. Bell, J. Charrier, C. Rouvel, L. Bogaert, C. Allégret, G. Leclerc.







# ARTS ET SPECTACLES

## Musique

### L'Orchestre de l'Île-de-France valse salle Favart

L'Orchestre de l'Île-de-France a bien rempli sa mission les saisons passées en donnant de nombreux concerts dans les villes et bourgades de la grande couronne parisienne, qui, l'été, était considérée comme un désert musical. Il fait montre de beaucoup d'enthousiasme et d'abnégation dans de rudes conditions d'existence, travaillant chaque jour, d'été comme d'hiver, en salle aux équipements et à l'acoustique les plus divers, souvent les plus sommaires. Deux programmes, groupant les œuvres les plus diverses du grand répertoire classique (du Magnificat de Bach à Jeanne au bûcher d'Henri VIII, et à Brévidité de Xenakis) sont en préparation pour la saison prochaine, parmi lesquels les municipalités peuvent choisir.

Intéressé par l'Opéra-Studio, l'Orchestre de l'Île-de-France consacre actuellement trois concerts à « la Valse », salle Favart. C'est un exercice un peu périlleux pour un ensemble aux qualités sonores assez limitées. Jean Fournet lui a certes imposé sa discipline et sa rigueur, mais il faut bien de la virtuosité et du brio pour des

œuvres qui demandent un frémissement et une élégance suprêmes. Passe encore pour la Fête polonoise de Chabrier, joyeuse et pétillante, ou la Danse macabre de Saint-Saëns, qui méritait cependant plus de mystère et, de la part du violon solo, plus de charme maléfique, mais le bal de la Symphonie fantastique et la griseuse Valse de Ravel incitent à songer au Don Quichotte de Strauss qui, alors qu'il croit s'envoler, reste les pieds par terre.

Le ton démodé de ces musiques, jouées avec entrain, et leur popularité, à demi en vacances, ne nous empêchent pas de leur donner encore qu'on n'ait guère envie de danser le valses des châteaux actuelles. Une assistance un peu réduite mercredi soir a témoigné en tout cas de son plaisir avec enthousiasme et conviction.

JACQUES LONCHAMPT.

## Expositions

### Peintures coréennes

La peinture coréenne est si peu connue en France qu'une soixantaine de reproductions peuvent être utiles pour en donner quelque idée à beaucoup de mal - informés ne sachant peut-être pas où placer la dynastie Yi...

On apprend à l'ambassade, devant une soixantaine de charmants cadres suspendus par de précieux nœuds à cordons, que cette fameuse dynastie est fort longue (1392-1911), et la peinture coréenne rare et courte (entre des catastrophes politiques au dix-huitième siècle à lieu un dur l'âge d'or).

Comment dire que des reproductions sont bonnes sans avoir vu les originaux ? Pourtant, à en juger sous des verres, ces petites peintures délicates sont fort belles. Par leur côté « main calme » et quelques effets moins attendus de perspectives parfois puissantes dans le rendu aérien d'une chaîne de montagnes - vraiment en vue plongeante - ou dans tel amas cyclopéen de rochers à l'entrée d'un village.

On retrouve, bien entendu, raffinement et thèmes connus : vision « mentale » du lavis chinois, où flottent crêtes, nuages et lignes de pins suspendus, remplissant l'horizon. On voit, au-dessus, escaladant toute la hauteur de la composition où retombent mille cascades, sans compter les sujets classiques : bambous, rochers, orchidées, carpes ou pruniers symboliques.

L'emploi de la couleur semble dans l'ensemble assez réduit : sauf pour les scènes de genre très ludiques, toutes ces œuvres sur soie ou sur papier

(beaucoup appartiennent au musée de Séoul) ne sont que très légèrement rehaussées. Mais les noirs originaux doivent paraître être très beaux dans des répartitions audacieuses et originales, notamment dans l'une des belles pièces anciennes, précédant l'âge d'or, due à Kang Hui-an (1419-1495).

Une peinture protane moins spectaculaire que les célèbres fresques archaïques de Goguryeo, mais où persistent jusqu'au dix-septième siècle devant la nature et les êtres vivants, des attitudes spirituelles propagées par les religions que l'on sait.

D'où ces nombreux paysages toujours privilégiés par l'émotion poétique, et tant de plantes, d'insectes ou d'animaux. Notons pour tous ces derniers, qui, d'ailleurs, ne sont jamais représentés en nature mortes, que si les lettrés les traitent noblement en les associant avec les vertus qu'ils symbolisent respectivement à l'envi, d'autres peintres, plus attentifs à la vie quotidienne, semblent depuis longtemps en Corée prendre plaisir à tout simplement les figurer. Alors la rendu réaliste prend les caractéristiques japonaises : pour tel chat, qui, sans aucune vertu, vole un poucin, ou pour deux superbes chiens, l'un, Tang (1499, VI Am), d'une invraisemblable drôlerie, l'autre anonyme et tout récent, où la lecture s'occidentale singulièrement, bien qu'il reste, sans en pourvoir, un chien très coréen.

PAULE-MARIE GRAND.

\* 125, rue de Grenelle, jusqu'au 8 juillet.

## Théâtre

### « Judith » à Bellac

Pour le vingt-quatrième Festival de Bellac, le Centre dramatique national du Limousin présente *Judith*, de Jean Giraudoux. Cette tragédie, qui remporta peu de succès à sa création en 1931, a déjà été jouée à Bellac en 1968.

Jean-Pierre Lary, metteur en scène de cette *Judith*, a vu dans la pièce « l'histoire d'un corps et l'histoire d'une société ». La coquette et orgueilleuse Judith du premier acte se métamorphose en amoureuse ardente au deuxième, dans l'acte heureux d'Holopherne où l'on ne vit pas sous le regard de Dieu. Elle acceptera au troisième acte de jouer le rôle que lui a inventé l'imposant et qui la fait coïncider avec la « sainte » de la tradition. Monnaie de son vivant, elle deviendra selon J.-P. Lary, « un monument d'orgueil consacré à cette société qu'elle n'a jamais véritablement quittée ».

Après un premier acte quelque peu languissant, le deuxième acte éclate comme une fanfare : costumes rouges vifs, figures de ballet sur des divanes orientales. Anne Deluzac interprète le rôle difficile de Judith : trois femmes tout à tour au long de ces trois actes. C'est dans le troisième acte que nous a semblé atteindre les véritables dimensions du personnage, lors de ce moment ardent du « combat avec les anges », où elle doit apprendre que tout, même le plaisir de son corps, a été voulu par Dieu, puis au cours de la scène de monification où elle se remet aux mains des rabbins. Cependant, le burlesque sanguinolent de cette dernière scène *Judith* aspergée de sang tenant à la fois de la farce et de la tragédie, l'autre un plat de boucherie supportant une tête bovine) semble déplacé.

Le dispositif scénique pour les trois actes a la forme symbolique de l'étoile de David, dont les pointes à volonté se redressent pour limiter l'espace ou pour découvrir la trappe où l'on précipite les faux prophètes. Astucieux et simple, ce dispositif convient fort bien à la représentation en plein air. À Mortemart, il était dressé sur des dimensions de l'ordre de 10 mètres, mais dans la salle de Bellac, il a été réduit à 5 mètres.

*Judith*, jouée à Mortemart (Haute-Vienne) le 2 juillet et au château de Boussac (Creuse) le 6 juillet, sera reprise le vendredi 8 juillet à Collonges-la-Rouge (Corrèze). Il s'agit en fait d'une tournée itinérante dans les trois départements qui composent le Limousin.

MARCEL SOULÉ

### L'ANNÉE PROCHAINE AU TEP

Le Théâtre quotidien ouvrira la prochaine saison du Théâtre de l'Est parisien avec *Dorénavant*, un spectacle musical coproduit par le Festival d'automne, dont les auteurs sont Jean-Paul Wenzel, Claudine Pivert et le compositeur Jean-Marie Sénia. Les représentations seront données dans la salle de la Malte-Brun, à partir du 12 octobre.

Après l'avoir créé au Festival d'Avignon, Beno Besson présentera la *Tragédie Histoire d'Hamlet*, tirée de *Denemark* de Shakespeare, avec Philippe Avron et François Brion. *Nekrasov* de Jean-Paul Sartre sera mis en scène par Georges Werier, et *Maitre Pavillon* et son volet *Maitre Brecht* par Guy Rétoré.

Une reprise, celle de *Risibles Amours* de Milan Kundera, sera présentée pour la réouverture du petit TEP. Deux créations y sont ensuite prévues : *Théâtre de chambre* de Vinaver, dans une mise en scène de Jacques Lassalle, et *Paris Populaire* spectacle réalisé et chanté par Francis La-marque.

■ RECTIFICATIF. — Le numéro de téléphone du Théâtre de la Porte-Saint-Martin, où se donne actuellement le *Tartuffe*, dans la mise en scène de Roger Planchon, est 697-57-53, et non 697-57-53 comme il a été écrit par erreur dans « le Monde » du 7 juillet.

### OPÉRA-STUDIO

(Salle Favart - Opéra Comique)  
8 juillet, à 21 h.  
10 juillet, à 17 h.

#### « LA VALSE »

ORCHESTRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE  
Direction JEAN FOURNET  
Œuvres de Ravel, Stravinsky, Saint-Saëns, Weber, J. Strauss, R. Strauss  
Places 10 F - 20 F - 30 F - 40 F

### STUDIO CUJAS

11 h - 15 h - 18 h 30  
LE DERNIER NARABO  
d'Elia Kazan  
à 12 h et 20 h 30  
L'ARGENT DE POCHÉ  
de François Truffaut  
20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

## Cinéma

### « Nucléaire danger immédiat », de Serge Poljinsky

Alerte dans la salle de contrôle d'une centrale nucléaire : le signal d'alarme est déclenché. Sur les écrans lumineux les aiguilles sont folles, des hommes en blouse blanche essaient de communiquer avec le reste de l'usine. Trop tard. Plus personne n'entend. Qu'en est-il de l'évacuation des locaux ? Où et comment s'est déclenché l'accident ? Les responsables de la sécurité ne le savent pas. Ils n'ont que le temps de se coucher par terre.

C'est l'explosion. Bruit d'enfer, musique de catastrophe. Images d'incendie, matériaux pulvérisés. Le film commence comme un récit. Il se termine par une sorte de morale, sur d'autres images, où l'on voit des enfants pleurant sur leurs parents, des enfants pleurant sur leurs parents, des enfants pleurant sur leurs parents. Les images de Serge Poljinsky. Mais ces deux séquences ont été rajoutées pour l'efficacité : une explosion, ça impressionne, et les visages d'enfants sont toujours émouvants.

Le film débute en fait avec les premières manifestations contre les projets d'implantation d'une centrale sur le site de Creys-Malville. C'était l'été : les comités antinucléaires, les groupes écologiques, avaient fixé à leur premier grand rendez-vous. Les sympathisants étaient venus nombreux, les habitants des environs étaient présents. Les images de Serge-Malville reviennent comme un leitmotiv au long du film : car il s'agit bien d'un film militant. Comme il l'avait fait dans *Liberté au féminin* et dans *La ville est à nous*, sur le problème de l'avortement et sur celui des expulsions pour cause d'opérations immobilières, Serge Poljinsky défend une thèse. Le collectif grain de sable, la structure de production et de diffusion qu'il a mise en place avec Jean-Michel Carré en 1974 se veut « un outil de lutte », une arme offensive.

*Nucléaire danger immédiat* après avoir été sélectionné par Perspectives du cinéma français, au dernier Festival de Cannes. C'est ce qui fait

**ACTION EN RÉFÉRÉ  
INTENTÉE  
PAR UN RESPONSABLE  
D'E.D.F.**

M. Claude Bienvenu, directeur adjoint des études et recherches de l'Electricité de France a chargé le bâtonnier René Bondon d'intenter une action en référé pour demander la saisie de *Nucléaire danger immédiat* (voir l'article ci-dessus). Ce film contient en effet des extraits d'un débat sur l'énergie nucléaire qui eut lieu à Paris le 13 novembre 1976 et auquel M. Bienvenu participa. Il se plaint de ne pas avoir été invité à la séance de projection avant sa mise en circulation afin de savoir si un habile montage n'a pas eu pour résultat de déformer ses propos. Il estime qu'il s'agit là d'une atteinte intolérable aux droits dont il dispose sur son image.

M. Henri Leclerc, au nom de M. Poljinsky, a contesté la compétence du juge des référés, l'atteinte contre laquelle proteste M. Bienvenu se rapportant non à sa vie privée mais à des positions prises publiquement sur un problème de société, pour le compte d'un service public. Avant de se prononcer, M. Henri Bedu, vice-président du Tribunal de Paris, a décidé d'aller assister, le 8 juillet, à une projection du film en cause.

avant tout son originalité. Ce long métrage a, en effet, pu être réalisé grâce à une souscription populaire. Dès le rassemblement de Creys-Malville, des billets d'une valeur de 10 F ont été vendus, des participations plus importantes ont été prises : les associations qui ont donné 500 F pour l'achat et le développement de la pellicule pourront disposer de la copie du film afin d'assurer sa diffusion.

Serge Poljinsky explique : « Le billet de 10 F correspond au droit d'entrée à la projection, et la somme de 500 F revient au prix de location du film : il s'agit d'un emprunt tout simplement. Les gens ont accepté de prêter le film, ils nous ont prêtés de l'argent. Cela prouve qu'il est possible de sortir des circuits obligés de la production... »

Le résultat est là : un long métrage de durée normale tout à fait professionnel. Un bon exemple des qualités du cinéma direct. Il faut le voir, que l'on soit pour ou contre le nucléaire. Des paysans autour de leur table de cuisine parlent des opérations faites par les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural).

pour le compte d'E.D.F. Des pêcheurs expriment leurs craintes d'une pollution des eaux côtières. On assiste à un débat contradictoire organisé par l'association. Que choisir ? On écoute des agriculteurs qui sortent du tribunal administratif de Bordeaux expliquer ce qui s'est passé, comment ils n'ont pas été entendus. Les séquences s'entremêlent grâce à un montage très efficace. Efficace comme la musique et les chansons qui rythment le film, le scandent.

*Nucléaire danger immédiat* donne envie d'en savoir davantage : au-delà du militantisme ou peut-être à cause du militantisme, au-delà de la peur diffuse qui se répand, qu'y a-t-il ? Et n'est-il pas trop tard pour condamner une politique énergétique décidée il y a longtemps et déjà largement mise en place ? Maintenant les gens parlent, avant ils ne savaient pas. Sont-ils mieux informés ? La morale de ce film est de montrer qu'il est possible d'intéresser le grand public à des décisions qui le concernent, et même de le passionner.

MATHILDE LA BARDONNIE.  
\* Palais des arts, Saint-Séverin.

### « HEDDA », de Trevor Nunn

Dans cette adaptation cinématographique du drame d'Ibsen, le réalisateur Trevor Nunn n'a pas cherché à briser le cadre de l'espace scénique. À l'exception de quelques plans qui laissent entrevoir les frondaisons d'un parc, tout se passe dans le salon de la maison où Hedda Gabler vit désormais aux côtés de son mari. Encombré de bibelots et de meubles, protégé de la lumière du jour par d'épais voilages, ce salon ressemble à tous ceux de la petite bourgeoisie à la fin du siècle dernier. Prison fermée, temple de l'ennui et de la médiocrité, il symbolise parfaitement le monde clos, étouffant, au sein duquel Hedda Gabler se débat.

Qui est Hedda Gabler ? Une femme mystérieuse, dominatrice, rebelle, qui méprise la faiblesse de son mari, et que trouble le retour d'un camarade de jeunesse, un écrivain débouché qu'elle a jadis délaissé d'elle en le laissant aller à la recherche d'une existence plus libre. Hedda Gabler est un huis clos dont il convenait de préserver l'atmosphère. Tout gravite autour du beau visage aigu de l'héroïne. Parce que Hedda Jackson a beaucoup de talent, Hedda Gabler apparaît, dans notre actualité cinématographique, comme une des rares nouveautés qui méritent d'être vues.

JEAN DE BARONCELLE.  
\* Vendôme, Bonaparte (v.o.).

## DROUOT

Rive Gauche  
Cie des Commissaires Priseurs de Paris  
GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE  
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 270906

Seul indications particulières  
les expositions auront lieu la veille des ventes de 11 h à 18 h

**LUNDI 11 ET MARDI 12 JUILLET** (Exposition vendredi 8)  
S. 1 - Tableaux mod. Bons meubles anc. et de style M<sup>re</sup> Delorme Boscher, Gossart.

**MARDI 12 JUILLET** (Exposition le lundi 11)  
S. 2 - Ameublement M<sup>re</sup> Boissier, de Heckeren.  
S. 12 - Meubles Objets de vitrine Me Puchetier.  
S. 20 - Bibelots. Meubles style M<sup>re</sup> Oger

Etudes annonçant les ventes de la semaine  
BOISSIER, DE HECKEREN, 2, rue de Provence (75009) 770-81-30.  
BOUCHER, GOSSART, 51, rue de Valenciennes (75007) 548-87-88.  
DELORE, 3, rue de Valenciennes (75009) 265-57-63.  
OGER, 32, rue Drouot (75009) 523-36-66.  
PESCHETIER, 16, rue Grange-Battellière (75009) 770-88-38.

MARIGNAN PATHÉ  
IMPERIAL PATHÉ - QUINTETTE  
14-JUILLET PARNASSE  
14-JUILLET BASTILLE  
CYRANO Vernet  
FRANCAIS Enghien  
ARTEL Nogent - VELIZY 2  
GAUMONT Evry

ensemble  
intercontemporain  
autour de Berio  
lundi 11 juillet - 20 h 30  
Points on the curve to find  
Ritorno degli Snovidenia  
Sequenza pour violon  
Chemins IV et II  
R. Canter  
G. Caussé  
C. Chiarappa  
Katia Labèque  
M. Rostropovitch  
SALLE PLEYEL  
co-production avec le  
Festival Estival  
loc. 4 r. des Prêtres-St-Séverin 5<sup>e</sup>  
tél. 633.61.77 - Durand-Frnc  
en entente avec RIAC La Rochelle

ELYSEES LINCOLN - QUINTETTE  
ST-LAZARE PASQUIER  
GAUMONT GAMBETTA  
MONT-PARNASSE 83  
Pérpère - Paris  
TRICYCLES Asnières - PARLY II

more  
Barbet  
SCHROEDER  
PINK FLOYD

### LA PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE OBJET D'UN ENTRETIEN A L'HOTEL MATIGNON

M. Raymond Barre s'est entretenu, mercredi 6 juillet, à l'Hotel Matignon, avec plusieurs dirigeants des organisations patronales de presse. Le premier ministre a reçu une délégation comprenant MM. Maurice Bujon, président de la Fédération nationale de la presse française et du Syndicat des quotidiens régionaux, Michel Bavaastro, président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale, Pierre Archambault, président d'honneur, et Roger Bouzian, directeur délégué général du S.N.P.R.

Au terme de l'entrevue, MM. Bujon et Bavaastro ont indiqué que l'entretien avait essentiellement porté sur les problèmes de publicité posés à la presse écrite par rapport à la télévision.

M. Raymond Barre a donné ensuite audience à M. Garrigues, président de la Fédération de la presse hebdomadaire de province.

Précisons que le gouvernement a décidé, mardi 5 (le Monde du 30 juin), de faire appel du jugement du tribunal de Paris prononcé le 7 juin dernier et annulant l'autorisation donnée, en juin 1976, de licencier deux cent trente-trois ouvriers du Parisien libéré.

### « ROUGE » A BESOIN DE 1 500 000 F

Le quotidien Rouge, organe de la Ligue communiste révolutionnaire, nous prie de publier l'appel ci-dessous :

« Après les difficultés qu'ont connues Libération et Politique Hebdo, le quotidien Rouge risque aujourd'hui de mourir, asphyxié par un système qui laisse peu de chances de survie à la presse d'opinion. Sans être forcément d'accord avec le contenu politique de ce journal, nous considérons que la défense d'un quotidien d'extrême gauche fait partie du combat permanent pour la défense de la liberté d'expression. »

« Rouge a besoin de 1 500 000 F avant le 1<sup>er</sup> janvier 1978. »

Ont signé cet appel :  
Mmes et MM. Guy Bedos, Yves Boisset, Pierre Dais, Yvan Dautin, Léon Dion, secrétaire général de la Fédération R.C.F., J.P. D. et J. U. Cullon, Régis Debray, l'équipe de Politique-Hebdo, Nicolas Bultot, C. Cassanova, Michel P. Costa, Guyras, Maguy Guillien, Roger Gaudy, l'équipe d'Anti-Rouille, Isaac Joshiou, Albert Julien, Artur Lom, Georges Mouquet, M<sup>re</sup> Marais, Maurice Najman, Maurice Nadeau, Charles Piget, Joly Peillon, Nicole Poulantzas, Piccoli, Michel Rapis, Philippe Robieux, Catherine Rouvel, Roger Robreau, Madeleine Beberieux, Serge Reggiani, Burus, Laurent Schwarz, Edith Seob, Catherine Sauvage, Jorge Semprun, Vencos, Jean-Pierre Vernant, Henri Virvieux, Bertrand Taverant, Charles Tillon, Jean Seberg.













## EQUIPEMENT

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## Le gouvernement précise sa politique de la mer et du littoral

Une réception à l'Élysée, un discours ministériel à Cap-d'Agde, sur la côte languedocienne, la mer et le littoral, voilà des événements déjà parisiens, mais aussi l'objet de préoccupations politiques au plus haut niveau. M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, jeudi 7 juillet, les ingénieurs, plongeurs et fonctionnaires qui, depuis des semaines, s'efforcent de pomper le pétrole encore contenu dans les soutes du pétrolier Boe-hen coulé, il y a huit mois, au large de l'île de Sein. Le président a insisté sur la nécessité de protéger l'environnement, et a encouragé personnellement « ceux qui sont en première ligne dans la lutte contre la pollution », le président a tenu à montrer l'importance qu'il attache à cette « nouvelle frontière », qu'est la mer. Les Français, selon lui, doivent prendre conscience que leur pays est une puissance maritime et que son avenir est aussi sur les mers.

L'Élysée a diffusé à cette occasion une brochure intitulée « Une politique de la mer et du littoral », qui est à la fois un recueil des déclarations présidentielles

sur l'ensemble du sujet et un bilan de la politique menée depuis 1974 (éléments qui avaient été abondamment rappelés au début de juin, lors du débat parlementaire d'États généraux de la mer). La mer est une chance pour la France. La politique menée depuis trois ans, si elle est résolument poursuivie, donne à la France les moyens de remporter le combat de la mer.

D'autre part, au cours d'un voyage sur le littoral du Languedoc-Roussillon, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire, a précisé sa politique relative à l'aménagement des côtes. Il a confirmé que les huit stations languedociennes en cours seraient achevées, mais que la protection du littoral serait renforcée. À titre d'exemple, deux opérations fort contestées, celle du Mas Larrieu, à Argellès-sur-Mer, et celle des Aresquiers, près de Frontignan, seront arrêtées. La station initialement prévue à l'embouchure de

l'Aude sera remplacée par une base de loisirs et de nature.

Mon objectif n'est pas de ralentir la croissance de l'activité touristique et le rythme de la construction dans ces départements, a dit M. Fourcade. Ce que je cherche, c'est à aider les collectivités locales à concentrer géographiquement leur développement dans des zones bien préparées, à éviter de lancer des opérations concurrentes et à préserver la meilleure partie de leur patrimoine naturel, à commencer par les rivages.

En revanche, le développement du tourisme devra se faire désormais en direction de l'arrière-pays. Cette politique implique des méthodes radicalement différentes de celles en cours sur le littoral. Il faudra éliminer les investissements lourds et sophistiqués, qui ne peuvent être gérés que par des initiatives. Il s'agira d'apporter des activités complémentaires permettant aux agriculteurs de rester chez eux.

## Les promesses de Cap-d'Agde

La protection du littoral est une longue bataille qui a été engagée, voici des années déjà, par les défenseurs de la nature, bientôt constitués en nombreuses associations. Il leur a fallu d'abord s'opposer à l'administration qui autorisait, par exemple, les mari-nas, les routes et les lotissements de bord de mer. C'était, à brève échéance, le feu vert pour la construction d'une barrière de béton de Dunkerque à Menton. Avec du retard et après bien des aléas, les pouvoirs publics ont admis qu'il fallait prendre des mesures d'interdiction au ras de la mer et pousser l'aménagement en profondeur.

D'où la création de missions d'aménagement pour le Languedoc-Roussillon et la côte aquit-

taine, dont les schémas font chies de nature. D'où aussi le comité interministériel du 12 décembre 1974 décidant que l'État ne subventionnerait plus les routes de corniche. D'où encore le classement systématique de la création du conservatoire du littoral. Mais, entre les appétits des promoteurs, souvent appuyés par les collectivités locales, et les schémas de l'État, il y a eu de la lutte. La partie n'est pas toujours égale. Le grignotage est incessant, le lardage de l'administration toujours menaçant, les succès jamais assurés.

Le 6 août 1976, juste avant de quitter son poste de premier ministre, Jacques Chirac, qui voulait donner un coup d'arrêt à ce laisser-aller, adressa aux préfets une instruction.

Le ton était ferme et, même si elles n'étaient souvent que des rappels, les injonctions ont fait de la création du conservatoire du littoral, fin des ZAC (c'est-à-dire des grands ensembles immobiliers) en bordure du littoral, pas de routes de transit à moins de 2 kilomètres de la mer, interdiction absolue des routes de corniche et de lido, protection renforcée des marais, des dunes et des forêts littorales.

Mais une instruction n'est pas un décret. En outre, celle-ci n'était contraignante par aucun autre ministre. Elle n'avait donc aucun caractère obligatoire, au point que elle n'était pas, pour employer le jargon administratif, « opposable au tiers ». Sur le terrain, les aménagements privés et publics ne manquaient pas de le faire remarquer. Quant aux responsables des missions d'aménagement, ils obtinrent du nouveau premier ministre, M. Raymond Barre, une lettre stipulant

que la circulaire Chirac ne s'appliquait pas à leur littoral. Allait-on abandonner d'une main ce qu'on semblait avoir ressaisi de l'autre ?

Il semble que M. Fourcade a senti le danger. Le choix du cap d'Agde pour annoncer d'importantes mesures touchant le littoral n'est pas le fait du hasard. Actes de la Côte d'Azur, ce sont les côtes du Languedoc-Roussillon qui sont actuellement les plus menacées. Les opérations

projetées à l'encontre de tous les règlements au mas Larrieu (Pyénées-Orientales) et aux Aresquiers (Gard) montrent à l'évidence que même quand l'État paraît avoir la maîtrise de l'aménagement il n'arrive pas à préserver les côtes.

Un nouveau coup d'arrêt était donc indispensable. Mais celui-ci sera-t-il autre chose qu'une mesure ponctuelle et temporaire ?

MARC AMBROISE-RENDU.

## M. Fourcade donne deux coups d'arrêt

### Le pont des Aresquiers.

À proximité de Frontignan (Hérault), entre l'étang d'Ingrit et la mer, s'étend une bande de sable d'une vingtaine de kilomètres de long bordée de dunes. Un lido miraculeusement protégé, puisque les voitures, fautes de route, ne peuvent y accéder. Pour gagner les plages, les piétons doivent franchir une passerelle au lieu-dit des Aresquiers. En dépit des décisions gouvernementales du 12 décembre 1974, qui préconisaient l'abandon des routes littorales, un projet a été avancé par la municipalité de Frontignan II s'agissait de relier cette localité

à Palavas par une voie directe. La route, longue de kilomètres, devait longer le lido. Quant à la passerelle des Aresquiers, elle se transformait en pont routier. Ainsi, les plages encore « sauvages » se trouvaient-elles reliées à l'arrière-pays et ouvertes aux automobilistes.

Dès 1975, une association de sauvegarde du site s'est créée pour s'opposer au projet. Elle soutient que la route de liaison Frontignan-Palavas pouvait être tracée ailleurs sans altérer la côte en particulier en empruntant les berges du canal du Rhône à Sète.

Le président est M. Gaston Pama, sénateur (rad. g.) des Pyrénées-Orientales et maire d'Argellès, signe une promesse de vente à un promoteur. Un certificat d'urbanisme a été délivré et l'opération a été lancée.

Cette propriété de 52 hectares, située en bord de mer, entre les stations d'Argellès-sur-Mer et de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales), avait été achetée aux hospices de Perpignan par la mission Languedoc-Roussillon. C'est le type même de « coup de main » à préserver. Or, un projet appuyé par les autorités locales vit le jour. Il consistait à créer sur une vingtaine d'hectares un centre touristique avec dix mille lits.

La société d'économie mixte départementale (SEMETA), dont

le président est M. Gaston Pama, sénateur (rad. g.) des Pyrénées-Orientales et maire d'Argellès, signe une promesse de vente à un promoteur. Un certificat d'urbanisme a été délivré et l'opération a été lancée.

Cette propriété de 52 hectares, située en bord de mer, entre les stations d'Argellès-sur-Mer et de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales), avait été achetée aux hospices de Perpignan par la mission Languedoc-Roussillon. C'est le type même de « coup de main » à préserver. Or, un projet appuyé par les autorités locales vit le jour. Il consistait à créer sur une vingtaine d'hectares un centre touristique avec dix mille lits.

La société d'économie mixte départementale (SEMETA), dont

## URBANISME

## La rénovation du quartier Saint-Paul à Paris

### La « résistance » des habitants se durcit

La rénovation du quartier du Marais continue à provoquer des résistances chez certains de ses habitants. Au 25 de la rue Saint-Paul, une réunion, mardi 5 juillet, a été organisée par le comité de défense des habitants de l'Îlot Saint-Paul et duquel de l'Hotel-de-Ville (1) afin de faire connaître les motifs de son opposition au projet de restauration de leurs immeubles, confiés à la Régie immobilière de la Ville de Paris.

Les habitants du 25 et du 27 de la rue Saint-Paul dénoncent les pressions dont ils sont l'objet de la part de la Régie, qui veut les expulser. Cette expulsion est la condition « essentielle » de la « restauration lourde » envisagée par la R.I.V.P. Le comité de défense soutient qu'une « restauration légère » serait suffisante et

permettrait de maintenir sur place la population. Afin d'appuyer techniquement ses revendications, l'atelier populaire d'architecture et d'urbanisme du Marais, qui associe des habitants et des architectes, a élaboré un projet de réhabilitation légère soutenant, notamment, des parties communes, modernisation des logements.

Le comité de défense affirme sa volonté de continuer la lutte (2), afin de conserver au Marais un caractère populaire qui, selon eux, ne cesse de se dégrader au cours des années.

Interrogé à ce sujet, M. Michel Billonnet, directeur commercial de la Régie et responsable de la rénovation du quartier, nous a précisé qu'il s'agissait d'un « faux problème ». Selon lui, la sociologie du quartier n'a pas été affectée par la rénovation déjà réalisée, grâce notamment à la modicité des loyers demandés dans les immeubles rénovés : 5 F, 7 F ou 9,50 F le mètre carré selon le revenu imposable des familles.

(1) A cette conférence, assistaient MM. Jean Provost, architecte ; Jack Lang (P.S.) ; Georges Bayen (P.S.) ; Pierre Dubessis (gauche d'opposition) ; tous trois conseillers de Paris.

(2) Une exposition de photos, de tracts, d'articles, ouverte au 25, rue Saint-Paul (mardi et dimanche, de 10 heures à 18 heures), retrace la lutte des habitants du quartier depuis trois ans.

## LA VIE ÉCONOMIQUE

## Cent mille offres d'emploi sont disponibles pour les jeunes annonce le C.N.P.F.

Grande journée sur l'emploi, mercredi 6 juillet. Le même jour, la loi accordant des facilités financières aux entreprises était publiée : le ministre du travail donnait un cocktail pour les 30 délégués patronaux chargés d'appliquer les promesses du C.N.P.F., et le vice-président de l'organisation patronale annonçait, après une journée de travail avec ceux-ci, que 100 000 offres d'emploi pour les jeunes étaient déjà disponibles sur les 300 000 que les chefs d'entreprise se sont engagés à créer d'ici à la fin de l'année.

En moins de deux mois, indique le C.N.P.F., le plan de mobilisation des entreprises est entré dans les faits. Et l'on peut déjà tirer les conclusions des premiers travaux : la nomination d'un délégué dans chaque département correspond à la bonne approche du problème de l'emploi ; ces délégués, qui sont des hommes de terrain, ont déjà multiplié les contacts et rassemblé des offres d'emploi, des propositions de stages et de contrats emploi-formation. La mission des délégués est désormais de transformer ces intentions d'embauche en réalité.

Les chefs d'entreprises, ajoute le C.N.P.F., font confiance aux jeunes et à l'avenir. Pechiney-Ugine-Kuhlmann s'est engagé à embaucher 3 500 jeunes d'ici à la fin de l'année. Peugeot, près de 1 000. Saint-Gobain Industries, Creusot-Loire, Jeumont-Schneider, Marlin-Gérin ont décidé d'embaucher des centaines de jeunes d'ici à la fin de l'année. D'autres entreprises, de toutes les tailles, petites, moyennes et grandes, ont déjà pris le même engagement.

Selon un premier sondage partiel, d'ores et déjà, plus de cinquante mille entreprises ont été touchées, soit par contact direct et personnel, soit à l'occasion de nombreuses réunions organisées par les unions interprofessionnelles et les chambres syndicales professionnelles, etc.

Des engagements ont été pris concernant environ 100 000 jeunes se répartissant de la façon suivante : 42 000 embauches avec ou sans exonération des charges sociales patronales ; 36 000 stages pratiques en entreprises ; 6 000 contrats emploi-formation ; 16 000 apprentis.

Un pacte de confiance est entré en vigueur entre les entreprises et les jeunes, déclare le président du C.N.P.F., M. Guy Rabaud. Le C.N.P.F. s'est engagé à offrir 300 000 emplois nouveaux pour les jeunes. Nous avons la volonté de gagner ce pari.

Interrogé sur les conditions et la nature des 42 000 embauches proposées, le C.N.P.F. n'a pu encore faire la distinction entre embauche définitive et emba-

che temporaire. Toutefois, la majorité des offres d'embauche concernent des postes à durée déterminée, à l'exception de ceux qui sont destinés à l'un des postes de la fonction publique.

Pour ce qui concerne l'indiquée le C.N.P.F., s'attendre vraiment à la création de 300 000 nouveaux emplois ? Selon M. Corpet, responsable patronal de ces questions, l'objectif du patronat est de permettre à tous les jeunes demandeurs d'emploi de trouver un poste de travail. « Sur les 300 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire ou universitaire, 400 000 trouvent habituellement un emploi entre le 30 juin et le 15 septembre, l'objectif est que les autres trouvent un emploi au 15 septembre ».

Autrement dit, l'objectif en 1977 serait de procurer un emploi aux 250 000 jeunes qui, s'il n'y avait pas la campagne actuelle, trouveraient un emploi au chômage.

En 1976, de juin à décembre, 942 000 jeunes ont eu recours à l'Agence nationale pour l'emploi ; en fin d'année, 480 300 étaient toujours inscrits comme demandeurs, ce qui signifie qu'environ 261 700 seulement avaient été placés. Si l'on voulait, cette année, garantir un emploi à tous les jeunes — ceux qui sont déjà inscrits comme chômeurs (373 800) et ceux qui vont sortir du cycle scolaire et universitaire (650 000 environ), il faudrait offrir près d'un million de postes de travail.

On admet qu'il s'agit d'offrir au moins 800 000 emplois aux jeunes de moins de vingt-cinq ans, dont 300 000 nouveaux. Comment ? Les services du patronat rappellent qu'un an 600 000 postes de travail seront libérés par le départ naturel des salariés âgés, les préretraites dont la formule vient d'être améliorée et l'aide au retour des immigrés. Une partie de ces 600 000 emplois libérés sera certes occupée aussi par des chômeurs adultes ; aussi le patronat entend-il offrir 300 000 postes supplémentaires pour tenter d'arriver au chiffre de 800 000. Est-ce possible ?

Mais les experts officiels s'interrogent sur la nature exacte des 300 000 postes évoqués par le C.N.P.F. De 1970 à 1973, 300 000 emplois seulement par an ont été créés dans l'industrie, et cela en pleine période de croissance. En 1974 et 1975, il y a eu une réduction de la production et, selon le VII<sup>e</sup> Plan, la création de 300 000 emplois industriels nouveaux en cinq ans — et non pas en une année — était déjà difficile à atteindre.

Tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un « pari audacieux », le C.N.P.F. indique que celui-ci peut être tenu. Plusieurs facteurs sont avancés : l'arrêt de l'embauche, depuis longtemps, parfois dans certaines entreprises ; les fortes incitations prévues par la nouvelle loi sur les jeunes ; les « coups de pouce » attendus du gouvernement pour relancer l'économie ; l'hypothèse d'une expansion en 1978. — J.-P. D.

## LOGEMENT

## UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA GESTION DE L'OFFICE INTERDÉPARTEMENTAL D'I.L.M.

Le conseil d'administration de l'Office public interdépartemental d'I.L.M. de la région parisienne a décidé le 5 juillet de nommer une commission d'enquête sur la gestion de l'Office, comme l'avaient récemment demandé trois conseils généraux de la région (Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), ainsi que la commission nationale du logement (Le Monde du 29 juin). Cette commission, qui dispose de six mois pour mener ses travaux, est composée de neuf administrateurs de l'Office dont quatre conseillers généraux de l'opposition (trois communistes et un radical de gauche).

Au cours de cette même réunion, le conseil d'administration, qui demande de surcroît une enquête de l'inspection des finances à procéder au renouvellement de son bureau et à l'élection d'un nouveau président en remplacement de M. Guy Rabaud (R.P.R.), demandait depuis un mois M. Jacques Seunier, préfète hors cadre, chef de l'inspection générale de l'administration de 1976 à 1976 a été élu.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

## DES POSTIERS ORIGINAIRES DES D.O.M. MANIFESTENT RUE DE VARENNE

Deux mille postiers (selon les syndicats) originaires des départements d'outre-mer ont manifesté le 5 juillet à proximité de l'Hotel Maignon, à l'appel des organisations C.G.T. et C.F.D.T. Un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures le même jour pour le personnel a été suivi à 50 %, déclarent les syndicats.

Confrontés à de multiples problèmes d'adaptation sur le plan du logement et des conditions de travail, sans parler du racisme, les postiers antillais, guyanais ou réunionnais demandent des créations d'emplois outre-mer. Ils réclament aussi la parité avec les agents de la métropole pour le régime des vacances et des voyages transocéaniques. Jusqu'à présent, en effet, ils ne bénéficient que tous les cinq ans d'un voyage payé.

## LA PUBLICITÉ FRANÇAISE A L'HONNEUR

Au XXIV<sup>e</sup> Festival du Film publicitaire, qui réunit traditionnellement à Cannes plus de 300 participants venus du monde entier avec une production de 1 400 films, Havas Conseil vient de remporter trois Lions d'or pour ses films « Darty », « L'Orangerie Nationale », (TV) et « Roquette », (TV), ainsi qu'un Lion d'argent pour « Darty » S.A.V. (cinéma).

De mémoire de publicitaire, c'est un palmarès sans précédent pour une agence française.

Havas Conseil, dont le Président du Directoire est Martin Desprez, est la septième agence française, et gère actuellement 200 millions de francs de budgets.

HAVAS CONSEIL - 135, av. Charles-de-Gaulle, 92 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 747-12-40.

## Conseil des impôts analyse les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.

Le Conseil des impôts a analysé les modalités de présentation de déficits comptables et frais généraux.



Cent mille offres d'emploi  
sont disponibles pour les jeunes  
annonce le C.N.P.F.

# Le Conseil des impôts analyse les modalités de l'évasion fiscale opérée par de nombreuses entreprises

• Présentation de déficits comptables • Frais généraux excessifs • Fraude internationale • Recherche systématique des exonérations

Le Conseil des impôts, que préside M. Désiré Arnaud, premier président de la Cour des comptes, et qui est composée de neuf autres hauts fonctionnaires, publie ce jeudi 7 juillet son troisième rapport.

Avec ce volumineux document près de 400 pages, le Conseil a choisi d'élargir le champ de ses investigations. Après avoir pour l'essentiel étudié en 1972 et 1974 l'évolution de la fiscalité des particuliers et critiqué sévèrement certaines catégories de régimes préférentiels, le Conseil s'attaque cette fois en profondeur à la fiscalité des entreprises industrielles et commerciales.

Pour constater d'abord que les firmes françaises voient leurs taxes augmenter moins vite que l'imposition des particuliers. Pour souligner

ensuite que les entreprises collectent en France 75 % environ des prélèvements obligatoires acquittés par la nation (impôts et cotisations sociales). Deux raisons de s'interroger sur l'ampleur des fuites auxquelles cela peut donner lieu et sur les causes de l'évasion fiscale constatée. La « matière fiscale » concernée par ce rapport est d'importance : quelque 60 milliards d'impôts chaque année (deux tiers d'impôt sur les sociétés, un tiers d'impôt sur le revenu acquitté par les entrepreneurs individuels). Les informations — souvent inédites — qu'apporte le Conseil sont de grand intérêt.

C'est moins à cause d'une conjoncture faiblissante que la fiscalité des entreprises n'est au retard sur celle des individus. Mais d'abord parce que le législateur l'a voulu, qu'à multi-

plié à plaisir depuis quinze ans les exonérations, les réductions, les abattements, les régimes particuliers, afin d'alléger la charge fiscale des entreprises ; tout ceci s'ajoutant aux exemptions plus anciennes maintenues, bien entendu, dans le code des impôts. C'est aussi parce que les firmes ont assés d'ingéniosité pour utiliser au mieux les possibilités d'allègement fiscal que leur offre la loi : déclaration de résultats nuls ou déficitaire (près d'une entreprise sur deux), provisions anormales, frais généraux gonflés, réserves excessives, accords internationaux laxistes, recours aux « paradis fiscaux » étrangers... C'est enfin parce que beaucoup, allant au-delà, fraudent au risque de se faire « punir » par le fisc. Sur tous ces procédés et sur leur impact, le Conseil des impôts fournit chiffres et faits.

Il tient, conformément à sa mission, à se limiter au constat. Mais, par transparence, on voit bien — comme lors des rapports précédents — les réformes qu'il souhaiterait. Assurément pas la réévaluation des bilans, puisque le système actuel a déjà procuré, selon lui, aux entreprises des avantages équivalents. Mais le bouchage progressif des voies d'eau fiscales, une concertation internationale plus étroite (pour enrayer la fraude des firmes multinationales), des contrôles plus fréquents de la situation des entreprises, puisque les vérifications n'ont lieu que tous les dix-neuf ans en moyenne dans les petites firmes... Un beau programme de travail qu'on voit, hélas ! mal gouvernerement et Parlement entreprendre à huit mois des élections.

GILBERT MATHIEU.

La première partie du rapport du Conseil traite, de façon classique, de la charge fiscale et de sa répartition. Pour aborder à trois constatations qui, pour n'être pas neuves, méritent cependant d'être rappelées et actualisées :

1) Le poids total des prélèvements obligatoires (l'impôt et cotisations sociales) ne varie plus guère en France (37,5 % du produit national en 1975, contre 36,5 % dix ans plus tôt), alors qu'il progresse rapidement dans la plupart des pays étrangers :

le revenu des particuliers est aussi faible chez nous (4,6 % du revenu national, contre 11 % aux États-Unis, 13 % en Allemagne, 14 % en Grande-Bretagne, 22 % en Suède, 27 % au Danemark). C'est en partie parce que les cotisations sociales y sont plus fortes qu'ailleurs : une petite moitié (42 %) de l'ensemble des prélèvements obligatoires, contre un tiers à un sixième chez la plupart de nos partenaires.

2) Enfin, l'écart entre le poids de l'impôt sur les revenus des

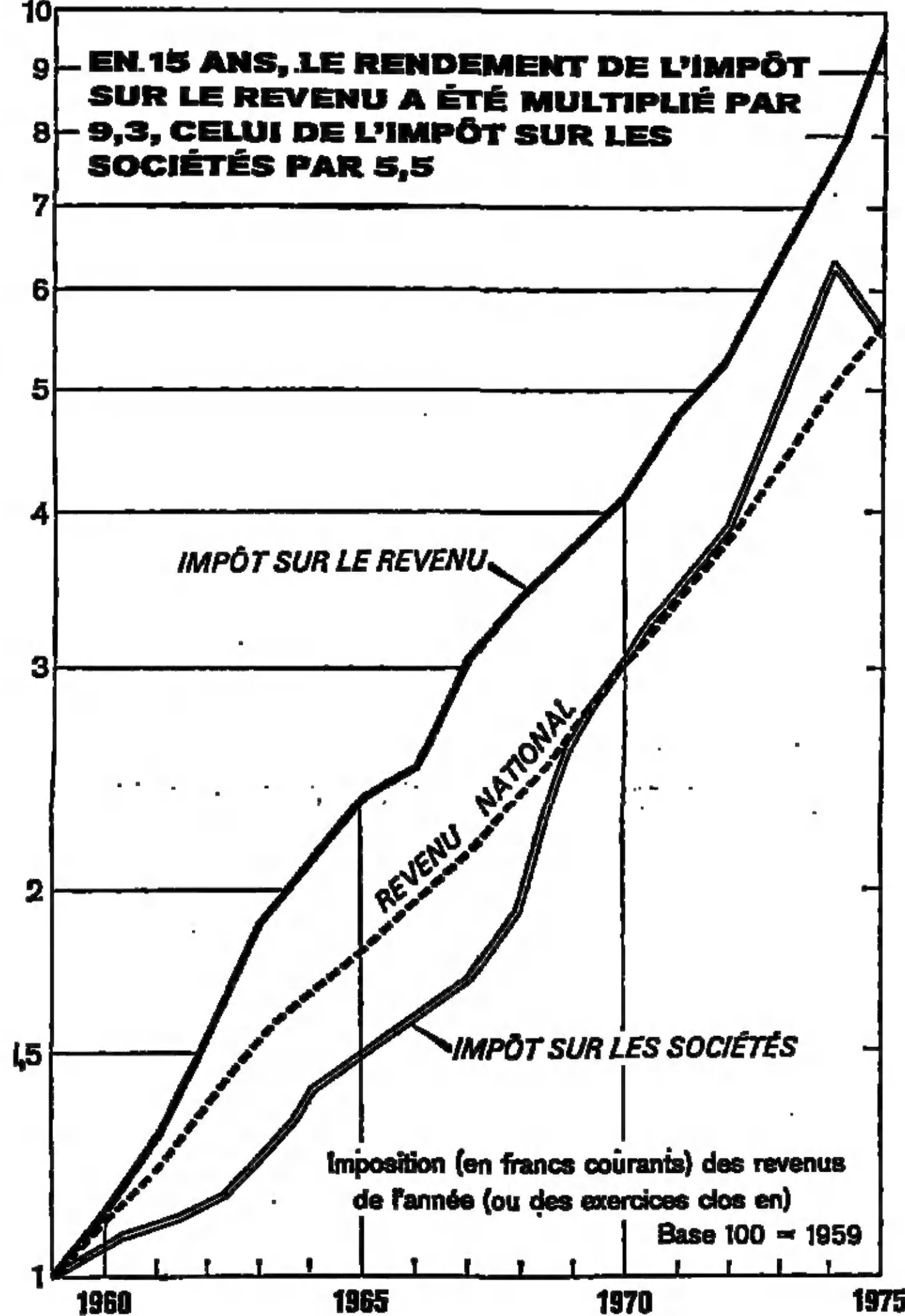
particuliers et celui des entreprises est aussi grand qu'il est en France. Les entreprises collectent en France 75 % environ des prélèvements obligatoires acquittés par la nation (impôts et cotisations sociales). Deux raisons de s'interroger sur l'ampleur des fuites auxquelles cela peut donner lieu et sur les causes de l'évasion fiscale constatée. La « matière fiscale » concernée par ce rapport est d'importance : quelque 60 milliards d'impôts chaque année (deux tiers d'impôt sur les sociétés, un tiers d'impôt sur le revenu acquitté par les entrepreneurs individuels). Les informations — souvent inédites — qu'apporte le Conseil sont de grand intérêt.

C'est moins à cause d'une conjoncture faiblissante que la fiscalité des entreprises n'est au retard sur celle des individus. Mais d'abord parce que le législateur l'a voulu, qu'à multi-

plié à plaisir depuis quinze ans les exonérations, les réductions, les abattements, les régimes particuliers, afin d'alléger la charge fiscale des entreprises ; tout ceci s'ajoutant aux exemptions plus anciennes maintenues, bien entendu, dans le code des impôts. C'est aussi parce que les firmes ont assés d'ingéniosité pour utiliser au mieux les possibilités d'allègement fiscal que leur offre la loi : déclaration de résultats nuls ou déficitaire (près d'une entreprise sur deux), provisions anormales, frais généraux gonflés, réserves excessives, accords internationaux laxistes, recours aux « paradis fiscaux » étrangers... C'est enfin parce que beaucoup, allant au-delà, fraudent au risque de se faire « punir » par le fisc. Sur tous ces procédés et sur leur impact, le Conseil des impôts fournit chiffres et faits.

Il tient, conformément à sa mission, à se limiter au constat. Mais, par transparence, on voit bien — comme lors des rapports précédents — les réformes qu'il souhaiterait. Assurément pas la réévaluation des bilans, puisque le système actuel a déjà procuré, selon lui, aux entreprises des avantages équivalents. Mais le bouchage progressif des voies d'eau fiscales, une concertation internationale plus étroite (pour enrayer la fraude des firmes multinationales), des contrôles plus fréquents de la situation des entreprises, puisque les vérifications n'ont lieu que tous les dix-neuf ans en moyenne dans les petites firmes... Un beau programme de travail qu'on voit, hélas ! mal gouvernerement et Parlement entreprendre à huit mois des élections.

GILBERT MATHIEU.



46,7 % (contre 30,38 % au Danemark, moitié moins qu'au Japon, 45,2 % aux Pays-Bas (au lieu de 35,1 %), 44,2 % en Suède (33,6 %), 39,1 % en Belgique (30,5 %), 37,6 % en Allemagne fédérale (32,6 %), 35,6 % en Grande-Bretagne (30,5 %), 28,9 % aux États-Unis (24,9 %). De sorte que la France, qui arrivait en tête au milieu de la décennie précédente, se trouve aujourd'hui contrainte à ce que croient beaucoup de nos concitoyens en septième place.

2) Si la part des impôts sur

Près d'une société sur deux sans bénéfices !

Des trente-cinq pages consacrées aux entreprises déficitaires ou n'ayant aucun profit, on peut extraire quelques chiffres à méditer. Parmi les firmes individuelles soumises à l'imposition d'après leurs bénéfices réels (250 000 environ sur à peu près 1 300 000), 7 à 9 % se déclarent chaque année déficitaires. Le taux est plus fort chez les plus petites (12 % au-dessous d'un chiffre d'affaires de 500 000 francs). On constate le même phénomène, en plus accentué encore, parmi les sociétés (280 000 firmes) : 20 % d'entre elles se disent déficitaires. Et si l'on ajoute celles qui déclarent pas de bénéfices, on parvient à un total supérieur à 40 % !

La chose a un tel intérêt qu'il est vraisemblable au Conseil des impôts qu'il a approfondi l'enquête, pour constater que près des trois quarts des petites sociétés disent avoir un résultat négatif ou nul : « 73 % des sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 francs sont dans ce cas. La plupart de ces entreprises sont en fait des exploitations familiales, qui ont adopté la forme juridique de la société (fiscally). Dans ce cas, il arrive que la rémunération du dirigeant de l'entreprise soit calculée de façon à épuiser le bénéfice de l'entreprise. Celle-ci échappe alors à l'impôt sur les sociétés, et le revenu qu'elle procure est taxé entre

les mains du chef d'entreprise sous la qualification de salaire. » Subterfuge autorisé qui est confirmé par le fait qu'à activité identique les entreprises déficitaires ont « des frais de amortissement et des charges d'amortissement sensiblement plus élevés que celles qui déclarent un bénéfice. L'écart est de 20 % pour les dépenses de personnel, il dépasse 30 % pour les amortissements. »

Le Conseil des impôts a poussé le sondeur de finesse dans le diagnostic jusqu'à dresser la liste, par professions, des secteurs où les déficits déclarés sont le plus fréquents : le palmé n'a pas moins de dix pages. « Cette constatation, ajoute le Conseil des impôts, est à l'origine de la loi qui a institué, à partir de 1974, une imposition forfaitaire annuelle de 1 000 francs dus par les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés... Il en résulte une charge définitive pour les sociétés qui ont été déficitaires pendant trois années consécutives ou dont l'impôt total a dû au titre de ces trois années n'a pas atteint 3 000 francs. » Cette technique d'évasion fiscale ne semble pas « particulière à la France, ajoute le rapport. Selon les statistiques de « Treasury Department », 40 % des sociétés américaines ne déclarent pas de bénéfices. De même, en République fédérale d'Allemagne, 40 % des sociétés de capitaux seraient déficitaires. »

Les entreprises déficitaires profitent de l'inflation

Le Conseil des impôts consacre une partie de son rapport à évaluer l'impact de l'inflation sur les résultats des entreprises, dont à étudier la qualité de la revendication traditionnelle du patronat en faveur d'une réévaluation des bilans. Ses conclusions ne sont pas banales :

« En période d'inflation du niveau de celle observée en France, les entreprises déficitaires subissent vraisemblablement dans leur ensemble un préjudice assés sur un résultat fiscal qui est en définitive assés peu supérieur à leur enrichissement réel (...). En revanche, les entreprises déficitaires qui ne paient pas l'impôt, semblent quant à elles bénéficier d'un gain « réel » qui n'est pas comptabilisé. En effet, les aspects jugés défavorables pour l'entreprise sont les rôles actuels de comptabilisation des immobilisations et des stocks sont compensés, dans une mesure variable, par les effets favorables de l'inflation sur la valeur « réelle » de leur endettement. S'agissant particulièrement des règles d'amortissement, il semble que les durées

moyens d'évasion

eventuellement excessifs de ces dépenses. »

La fraude proprement dite. — Les redressements opérés à la suite de contrôles dans les entreprises sont passés, entre 1972-1973 et 1975, de 18 milliards de francs

10 % DES SOCIÉTÉS \* RÉALISENT 80 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL...

EXERCICE 1972

Groupes	Part de chaque groupe dans le chiffre d'affaires total (en %)	Part de chaque groupe dans le chiffre d'affaires total (en %)	Part de chaque groupe dans le chiffre d'affaires total (en %)
Moitié inférieure des entreprises	2,5	1,7	2,5
6 <sup>e</sup> décile	1,7	1,5	2,8
7 <sup>e</sup> décile	2,4	2,8	2,8
8 <sup>e</sup> décile	4,4	4,8	4,5
9 <sup>e</sup> décile	8,7	9,5	9,3
10 <sup>e</sup> décile	50,3	77,4	18,2

... MAIS 10 % DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES \* N'EN ASSURENT QUE 59 %

EXERCICE 1972

Groupes	Part de chaque groupe dans le chiffre d'affaires total (en %)	Part de chaque groupe dans le chiffre d'affaires total (en %)
Moitié inf. des entreprises	6,3	21,9
6 <sup>e</sup> décile	4,9	8,2
7 <sup>e</sup> décile	6,0	9,8
8 <sup>e</sup> décile	9,3	12,2
9 <sup>e</sup> décile	15,6	15,6
10 <sup>e</sup> décile	58,8	32,1

TOTAL

(\*) A l'exclusion des entreprises dont le chiffre d'affaires est inconnu ou nul.

(\*\*) Ne sont pris en compte ici que les résultats bénéficiaires.

La concentration des entreprises françaises est beaucoup plus grande que ne le pensent la plupart de nos concitoyens. Les deux tableaux ci-dessus, extraits du rapport du Conseil des impôts, montrent que 80 % du chiffre d'affaires global des sociétés est réalisé par 10 % seulement de ces firmes (39 % dans le cas des entreprises individuelles). À l'inverse, la moitié des sociétés ne contribue ensemble que 2,5 % du chiffre d'affaires global (6,3 % pour les entreprises individuelles). Autre chiffre significatif : 32,4 % des salariés des sociétés sont employés par 0,16 % seulement de ces firmes. Le bénéfice impossible diminuant avec la taille de l'entreprise (12 800 F par salarié au-dessous de six salariés par entreprise, 3 100 F seulement au-delà de deux mille salariés par firme), les grandes entreprises réalisent une proportion d'impôt inférieure à celle de leur secteur : 78 % de l'impôt sur les sociétés pour les sociétés fixant dans les 10 % supérieurs, 35 % pour les 10 % inférieurs des entreprises individuelles.

Le catalogue des

Le Conseil des impôts insiste sur d'autres moyens d'évasion fiscale :

• Les provisions excessives. — A l'exception de celles qui ne donnent pas lieu à obligation d'emploi (provisions pour fluctuations des cours, pour hausses de prix, pour impositions fiscales), les provisions dites « réglementaires » permettent de placer une fraction du bénéfice net sous un régime d'exonération provisoire, qui devient définitive lorsque l'entreprise utilise l'avantage financier ainsi consenti à un objet conforme à la volonté du législateur. Les provisions augmentent avec la taille de l'entreprise : celles qui sont passées au compte d'exploitation générale représentent environ 70 % du montant des bénéfices déclarés par les sociétés et 5 à 6 % seulement des bénéfices des entreprises individuelles.

• Les frais généraux gonflés. — C'est là, dit le Conseil des impôts, d'apprécier le caractère flou de dépenses telles que les frais de réception ou de spectacles engagés en faveur des clients de l'entreprise ou de relations d'affaires, les frais de décoration, et d'aménagement des locaux professionnels, et en particulier des versements ou cadeaux faits soit au personnel de l'entreprise en des circonstances particulières, soit à des personnes dont le concours peut être utile à l'intérêt de l'entreprise. Aussi le législateur est-il venu faciliter le rôle des services de contrôle en imposant la déclaration détaillée de certains de ces frais, jugés les plus propices aux abus, et à-t-il posé le principe d'une limitation à la croissance annuelle de ces mêmes frais : pas plus que l'augmentation des bénéfices imposables ou que le montant de ceux-ci, sinon le fisc a peut demander à l'entreprise de justifier que ces dépenses sont nécessaires par sa gestion.

Le Conseil des impôts signale que les redressements opérés pour « rémunérations ou frais d'emploi excessifs » ont représenté, ces dernières années, de 1,5 à 3,5 % du total des sommes redressées, ce qui paraît « important, eu égard au volume de ces sommes. » Il est, de toute façon, « d'ailleurs, dans la pratique... de juger du caractère

## LE PREMIER CONTRIBUABLE : LA BANQUE DE FRANCE

La Banque de France est le premier contribuable de la République. Elle verse bon an mal an à l'État 3 à 4 milliards d'impôts sur les sociétés, soit, à elle seule, 8 à 15 % (selon les années) du total de cet impôt dû par 250 000 autres sociétés.

Cette contribution dépend, bien entendu, des bénéfices réalisés par l'institution d'émission, c'est-à-dire de la politique monétaire menée par lui. Les profits de la Banque ont été les plus massifs en 1973-1974, années de politique monétaire rigoureuse, où les taux d'intérêt étaient élevés et les réserves obligatoires des banques accrues de l'inflation d'émission importante.

On aura une idée de l'augmentation rapide de ce rendement fiscal de la Banque de France en comparant deux chiffres : de 1963 à 1965, la Banque avait payé au fisc 674 millions d'impôts sur les sociétés (2,1 % du total de cet impôt) ; dix ans plus tard (1973-1975), elle a versé 11 288 millions (12,5 % de l'impôt sur les sociétés). Tandis que sa contribution au total des impôts sur les sociétés a été multipliée par presque 17, celle des autres firmes, au titre de l'impôt sur les sociétés, ne l'était que par... 3,3.

## Cinq causes à la faiblesse de l'impôt sur les sociétés

Pourquoi l'impôt sur les sociétés progresse-t-il aussi lentement par rapport à la fiscalité frappant les particuliers ? Le Conseil des impôts avance plusieurs raisons :

- Le législateur a opéré depuis quinze ans toute une série de réformes visant à alléger cet impôt : amortissement dégressif ; suppression des décotes et dotations sur stocks ; provisions pour hausses de prix ; élargissement des provisions pour fluctuations des cours ; réévaluation partielle des bilans. L'assiette de l'impôt s'est rétrécie, à mesure qu'augmentaient les déductions, l'impôt diminuant du même coup par rapport aux profits des entreprises.
- Au cours de la période étudiée, le Conseil des impôts, le résultat d'exploitation des sociétés, Banque de France exclue, a crû environ une fois et demie plus vite que l'impôt sur les sociétés.
- Des exonérations temporaires et partielles ont été ajoutées, loi par loi, par le gouvernement (1968, 1969), pour stimuler la conjoncture en relançant l'investissement. En sens inverse, il est vrai, des prélèvements exceptionnels ont été perçus (1975-1976) ; les uns et les autres ont perturbé l'évolution de la fiscalité sur les sociétés.
- D'une façon plus permanente, le législateur a multiplié les exo-

TEXTILES

## LA C.E.E. DEMANDE UNE STABILISATION DE CERTAINES IMPORTATIONS

À Genève, où sont repris le 5 juillet les négociations sur le renouvellement de l'accord multilatéral (le Monde du 6 juillet), M. Tran Van Tinh, porte-parole de la Communauté, a précisé les exigences de la C.E.E. Les Neuf demandent que pour certains produits « de très hautes pénétrations » (comme les chemises) on aligne le taux d'augmentation des importations en Europe sur celui de la consommation, qui est presque nul, et que pour d'autres produits le taux d'augmentation des importations varie de 1 à 6 %. « Ces mesures de stabilisation (des importations) sont le préalable absolu pour que la Communauté continue à participer à un arrangement international », a déclaré le porte-parole. Répondant à cette intervention, le délégué de Hongkong a fait état de sa « préoccupation ». Il a rappelé que l'A.M.P. accorde priorité aux intérêts des pays en voie de développement, alors que la C.E.E. défend surtout ses propres intérêts. La Suède et le Brésil ont annoncé qu'ils allaient « étudier attentivement » les propositions de la C.E.E. Le Japon et le Mexique ont exprimé le souhait qu'on applique encore pendant trois ans l'A.M.P. tel qu'il existe en administrant toutefois quelques aménagements.

LA PUBLICITÉ FRANÇAISE À L'ÉTRANGER

On aura une idée de l'augmentation rapide de ce rendement fiscal de la Banque de France en comparant deux chiffres : de 1963 à 1965, la Banque avait payé au fisc 674 millions d'impôts sur les sociétés (2,1 % du total de cet impôt) ; dix ans plus tard (1973-1975), elle a versé 11 288 millions (12,5 % de l'impôt sur les sociétés). Tandis que sa contribution au total des impôts sur les sociétés a été multipliée par presque 17, celle des autres firmes, au titre de l'impôt sur les sociétés, ne l'était que par... 3,3.











